

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

DROIT D'AÎNESSE

DANS LA FRANCE COUTUMIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 6 juin 1901, à 2 h. 1/2

PAR

EDOUARD CHARLOT

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, { *professeurs*
 PLANIOL,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



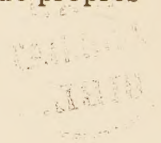
Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550226_0068

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L E

DROIT D'AÎNESSE

DANS LA FRANCE COUTUMIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 6 juin 1901, à 2 h. 1/2.

PAR

ÉDOUARD CHARLOT

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, { *professeurs*
 PLANIOI,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



A MON PÈRE

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

LE DROIT D'AINESSE

DANS LA FRANCE COUTUMIÈRE

INTRODUCTION

Comme l'indique son titre, nous nous proposons d'étudier dans ce travail ce qu'a été en France, dans la région coutumière (1), le droit d'ainesse, depuis sa première apparition dans les textes coutumiers officiels ou privés jusqu'à sa suppression à la Révolution française.

Quand aujourd'hui on parle du droit d'ainesse, l'es-

(1) Dans les pays de droit écrit, en règle générale (car il y avait des exceptions notables), tous les biens se partageaient également entre les enfants, sans que l'on tint aucun compte de l'ainesse.

La séparation des deux régions (coutumière et de droit écrit) était formée à peu près par la limite méridionale des provinces suivantes : Saintonge, Angoumois, Marche, Auvergne, Bourbonnais, Bourgogne. Nous n'aurons point toutefois à étudier toutes les provinces situées au nord de cette ligne. Ainsi l'Alsace formait dans la zone coutumière un ilot soumis au droit écrit, et d'autre part les coutumes de Bourgogne n'admettaient pas le droit d'ainesse (V. Glasson, *Le droit de succession au moyen âge* ; broch. ext. de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, p. 17 et 18, note 1 ; Coutume du duché de Bourgogne, chap. III, art. 5 et 6 ; du comté, chap. I, art. 7 et 9).

prit se représente l'aîné emportant à la mort des parents toute la succession ou s'y taillant la part du lion, les autres enfants réduits à la portion congrue ; s'ils sont nombreux, à la misère. L'on songe que tous, aîné et puînés, sont nés de la même chair, ont vu le même sourire et reçu le même baiser maternel, qu'ils associèrent leurs jeux d'enfance et leurs travaux d'adolescents. Et ce régime qui, à l'ouverture de la succession, fait tout à coup de l'aîné un privilégié insolent dont l'avidité dispute encore à ses frères et sœurs ce qui assurera à peine leur subsistance, ce régime paraît odieux.

Certainement il l'est, et nous croyons qu'ils perdraient leur temps, ceux qui en tenteraient maintenant le rétablissement. Cette monstrueuse inégalité ne serait plus justifiée par rien.

Mais il faut que la pensée s'affranchisse, qu'oubliant les conditions politiques et sociales actuelles, elle se rende compte que l'institution a pu, à un moment donné, être nécessaire et que ce sont plus les circonstances que les volontés humaines qui lui ont donné naissance.

Nous n'entreprendrons point de faire l'étude de ses origines ; notre intention est de l'aborder seulement lorsqu'elle a atteint tout son développement, qu'on la trouve inscrite comme coutume générale dans des recueils privés ou officiels. Du reste, on sait quelles sont sur cette question les conclusions de la science moderne. Elle a démontré que le droit d'aînesse est né, une fois l'hérédité du fief établie, de la nécessité d'assurer le service

féodal (1). A la mort du vassal, le seigneur ne pouvait permettre la division du fief ; il fallait que la terre restât toujours assez importante pour entretenir le chevalier qui suivrait son baron dans ses entreprises guerrières.

Le droit d'aînesse est le produit nécessaire d'une certaine organisation politique et sociale (2).

Mais les guerres privées, la féodalité disparurent. La royauté grandit appuyée sur les légistes et les bourgeois ; les armées furent composées de mercenaires. Cependant le droit d'aînesse subsista. « A mesure que l'esprit féodal ou militaire disparut de la législation, dit Laboulaye, l'esprit aristocratique ou nobiliaire le remplaça, mais par une substitution insensible, et dont on

(1) Hévin avait déjà aperçu cette vérité. V. *Arrests du parlement de Bretagne, pris des Mémoires et plaidoyers de Frain* par Hévin, Rennes, Pierre Garnier, 1684, p. 513 ; Onzième consultation sur la coutume dans *Questions et Observations concernant les matières féodales*, à Rennes chez le même, 1736, p. 396 ; et Consultation 107, deuxième observation dans les *Consultations et Observations sur la coutume de Bretagne* (Rennes, Guillaume Vatar, 1743). Montesquieu l'a exprimée : *Esprit des lois*, Livre XXXI, ch. 33. Voyez sur l'origine du droit d'aînesse : Laboulaye, *De la condition civile et politique des femmes*, p. 235 ; Glasson, *Le droit de succession au moyen âge*, p. 13 et suiv. ; Esmein, *Cours d'histoire du droit français* ; Planiol, *l'Assise au Comte Geffroi*, n° 19 dans la *Nouvelle Revue historique de droit*, année 1887, pp. 117 et suiv., 652 et s.

(2) M. Glasson a démontré que c'était une erreur de dire que le droit d'aînesse était un emprunt au droit anglais. V. *op. cit.*, p. 19 et *Histoire du droit et des Institutions de l'Angleterre*, t. 1, p. 123.

Voyez également dans le même sens : Planiol, *op. cit.*, n° 24.

Mais du moins le droit anglais a réagi fortement sur l'institution une fois créée. Pour ce point de vue très important, voyez Planiol, *op. cit.*, n° 17 et *passim* ; Glasson, *Le droit de succession au moyen âge*, p. 22 et suiv. et p. 13, note 3.

ne s'aperçut qu'après plusieurs siècles écoulés... Le droit d'aînesse amena la grandeur de certaines familles, et créa une aristocratie qui, avec le temps, se trouva maîtresse d'une grande part du sol. Ces grandes familles, qui devaient aux lois féodales la force et la puissance de leur maison, restèrent fidèles aux coutumes antiques ; et quand le service militaire aboli, la loi féodale semblait n'avoir plus de sens, il y eut comme une recrudescence de sévérité. . . . « La conservation des propriétés en certaines mains, qui, dans l'origine, n'était qu'un moyen d'assurer le service militaire, devint le but principal de la législation (1). »

Ces phrases montrent de merveilleuse façon le passage des nécessités féodales aux préoccupations nobiliaires, évolution que tous les historiens et jurisconsultes ont remarquée (2).

Si le chef de famille était désireux de transmettre son nom à un héritier capable de le porter avec éclat (3), les

(1) Laboulaye, *op. cit.*, p. 213.

(2) Voyez notamment : Glasson, *Histoire du droit et des Institutions de la France*, t. 2, p. 92 ; Henri Beaune, *De la condition des biens*, p. 363.

(3) Il faut lire dans Du Chesne, *Histoire généalogique de la maison de Montmorency*, p. 573, le contrat par lequel Guy XII de Laval accorde sa fille à Jean de Montfort à la condition que ce dernier portera le nom et les armes de Laval. Le vieux seigneur ayant perdu son fils et ne voulant point voir s'éteindre « sa ligne, ne la bonne memoire, vaillance de luy et de ses predecesseurs » fait promettre à Montfort qu'il laissera ses nom, cry et armes à son frère puiné et prendra à l'avenir ceux de Laval « c'est assavoir Guy, sire de Laval, et le cry et plaines armes de Laval, et le tymbre, ainsi que les portoit

jurisconsultes et commentateurs ne se montraient pas moins soucieux d'assurer le maintien des grandes familles, sans en donner de raisons d'ailleurs. Il est facile de se rendre compte qu'ils considèrent la question sous son côté politique et voient une condition du bon fonctionnement de l'Etat dans la perpétuité d'une riche aristocratie (1).

Aussi le droit d'aînesse ne va-t-il pas toujours s'affaiblissant de son origine à la Révolution. Le plus souvent, il se maintient sans changement : quelquefois s'aggrave.

Notre étude comprendra trois parties.

Dans la première, nous déterminerons les conditions

le sire de Laval, sans y rien ajouter ny diminuer, tant en bannets, panons, escussions, tunique, heaume, seaux, signets, lettre, escritures, contracts, procès, actes judiciaux, couvertures de chevaux armoiez desdites armes, qu'en autre choses. Et les seroit tenu et promist porter en batailles, convois, en tous faits d'armes, et en tous autres lieux et cas, où noble pouvoit et devoit estre paré, ou devoit user de ses armes ».

(1) Voyez notamment D'Argentré, *Advis sur le Partage des nobles*, 3^e question, œuvres complètes, édit. de 1608, col. 2145 et 2146.

A ce point de vue cependant, l'institution ne parait pas avoir été justifiée par les services rendus. On connaît le rôle politique faible, joué par la noblesse française. Et ce privilège du droit d'aînesse dont elle jouissait ne correspondant pas assez exactement à des fonctions exercées, à des charges assumées, devenait un pur abus.

Beaucoup d'historiens ne veulent voir, il est vrai, dans cette incapacité de la noblesse que le résultat d'un droit d'aînesse mitigé. Et pour eux le droit d'aînesse absolu fut le secret de la grandeur et de l'influence de l'aristocratie anglaise.

Du reste, nous nous abstiendrons par la suite d'émettre une appréciation quelconque sur le droit d'aînesse, ses effets économiques, sa portée politique. Nous nous restreindrons au point de vue juridique de la question.

d'obtention du droit d'aînesse. Qui peut s'en prévaloir ? Sur quels biens est-il assis ? Quels sont les droits du fils et de la fille à représenter leur père qui était l'aîné ? etc.

La seconde partie, la plus importante, sera consacrée à l'examen du caractère et de la quotité du droit d'aînesse lui-même, en ligne directe, en ligne collatérale, au profit des mâles, des filles.

Dans une dernière division, nous rechercherons à qui les puînés font hommage de leurs parts de fief et quelles garanties assurent à l'aîné le maintien de ses droits.

PREMIÈRE PARTIE

DES CONDITIONS D'OBTENTION DU
DROIT D'AINESSE

CHAPITRE PREMIER

DES PERSONNES ET DES BIENS SOUMIS AU
DROIT D'AINESSE.

Le droit d'aînesse ne se rencontrait pas indistinctement dans toutes les successions de notre ancien droit ; il n'était pratiqué que dans les successions nobles dont il formait avec le privilège de masculinité le caractère essentiel, tandis que, dans les successions roturières, on trouvait l'admission de tous les enfants à un partage égal.

Mais pour déterminer si une succession était noble ou roturière, s'attachait-on à la qualité personnelle qu'avait le défunt ou à la qualité des biens qu'il laissait ? Quel élément l'emportait : le réel ou le personnel ? Le droit d'aînesse était-il inhérent à la transmission

des fiefs à cause de mort quelle que fût la qualité, noble ou roturière, du successible? Se rencontrait-il, au contraire, dans la succession d'un noble quels que fussent les biens composant son patrimoine?

Tels sont les points que nous allons maintenant examiner, après avoir fait observer au préalable qu'ils ne comportent pas une réponse uniforme pour toute l'étendue de la France coutumière. Dans une première section, nous envisagerons le partage de la succession d'un noble; nous rechercherons ce qu'il advenait de chaque espèce de biens, fiefs, alleux, biens roturiers, meubles. Nous nous poserons les mêmes questions dans une deuxième section, à propos d'un roturier. Dans une troisième, nous étudierons l'influence de certaines circonstances particulières (annoblissement, mariage mixte).

SECTION I. — Succession d'un noble.

Pour les fiefs, la réponse va de soi; les deux éléments, personnel et réel, concourent tous deux à établir le droit d'aînesse (1).

(1) Du reste, comme dit Pothier (*Traité des successions*, p. 129), « il ne suffit pas qu'un héritage soit intrinsèquement un fief pour être sujet au droit d'aînesse, il faut que le défunt le tienne en fief ». Nouvelle coutume d'Orléans, art. 343, « Héritage féodal baillé à cens, est réputé censuel en la succession du preneur, qui l'a pris à cette charge. Et comme tel se doit partir entre ses héritiers après son trespas, combien que le baillent d'héritage le tinst en fief ». Cf. Ancienne coutume, art. 260.

Pour les tenures roturières, il faut poser, en principe, que la condition de la terre domine celle des personnes. Si des censives, par exemple, sont passées dans les mains de gentilshommes, elles se partagent également. C'est le droit de la Normandie (1), de la Bretagne (2), du Poitou (3), de l'Angoumois (4), des coutumes du Nord et de l'Est (5). C'est également la règle suivie dans le Beauvaisis (6), la région parisienne (7) et l'Orléanais (8).

(1) Très ancien coutumier, chap. 8, § 5 ; Grand coutumier, chap. 24, § 1 ; coutume de 1853, art. 335 et 336.

(2) Très ancienne coutume, chap. 219 ; ancienne, art. 562 ; nouvelle (1580), art. 548.

(3) *Livre des Droiz*, n° 414, coutume de 1417 d'après M. d'Espinau, *Le droit d'ainesse en Poitou*, broch. in 8°, extraite de la *Nouvelle Revue historique de droit*, mai-juin 1896, p. 12 ; coutume de 1514, art. 214 ; de 1559, art. 280.

(4) Coutume de 1514, art. 85.

(5) Voyez Coutumier du Vermandois du XV^e siècle, publié par M. Beautemps-Beaupré, § 148, pour le Vermandois ; § 159, pour l'Artois, le Boulonnais, la Champagne, la Flandre. De même Artois, 1509, art. 73 ; 1544, art. 406 ; Lille, 1565, chap. II, art. 8, 25, 26, 28, 33 ; Amiens, 1507, art. 38-40 ; 1567, art. 82 ; Saint-Quentin, 1556, art. 31 et 46 ; Péronne, ancienne coutume dans Bourdot de Richebourg, t. II, p. 604, col. 2, *in fine* ; nouvelle coutume, 1567, art. 188 ; Laon, 1556, art. 73.

Dans le Boulonnais, les seuls acquêts cottiers se partagent également, mais non les propres. Coutume de 1493, art. 29, 1550, art. 70. Voyez pour la Champagne, Sedan, art. 157 ; Reims, art. 48 et 312 ; Meaux, art. 45 ; Châlons, art. 165 ; Chaumont, art. 8 ; Troyes, art. 14.

(6) Beaumanoir, ch. XIV, § 11, édition Beugnot, p. 229, et ch. XXX, § 43 ; Coutume de Clermont, 1539, art. 143.

(7) Constitutions du Châtelet de Paris publiées par M. Mortet § 65 ; Coutume de Paris, 1510, art. 122, 1580, art. 302 ; et Brodeau, *Commentaire*, édit. 1658, p. 205 ; Coutume de Dourdan, art. 7 ; Monfort, art. 94.

(8) Orléans, 1509, art. 242, 1583, art. 302 ; Montargis, t. 15, art. 2 ;

Les exceptions à cette règle étaient surtout fournies par le groupe manceau-angevin (Maine, Anjou, Touraine, Loudunais) (1). Cependant le bailliage de Caux (2) et le comté d'Eu (3), en Normandie, le Ponthieu (4) et le Boulonnais (5) (pour les propres seulement) consacraient le même usage.

Quand aux alleux, comme l'enseigne M. Chénon dans

Chartres, art. 7, 97 ; Blois, art. 142.

Les provinces du Centre n'accordaient sur les fiefs qu'un droit d'ainesse illusoire ; aussi est-il sans intérêt de dire que, dans ces coutumes, les rotures se partagent également.

(1) La coutume d'Anjou (1508), art. 222, dit en termes généraux que l'ainé, outre son préciput, « succède pour les deux tiers des choses de ladite succession ». Les commentateurs y rangent formellement les censives. V. notamment Dupineau sur cet article, col. 440. *Coutumes du pays et duché d'Anjou*, Ch. Osmont, Paris, 1698, in-folio, et une enquête par turbes dans Pocquet de Livonnière, *Coutumes d'Anjou*, Paris, Coignard, 1725, in-folio, tome 2, col. 153 ; Maine (1508), art. 239 ; Touraine, Coutume du XV^e siècle, publiée par M. d'Espinay, p. 254. La rubrique du chapitre qui détermine le droit d'ainesse est ainsi conçue : « De succession de fiefz et autres héritages entre nobles fors de baronnie ». Touraine, 1507, ch. 27, art. 3. La coutume de 1559 est encore plus explicite, art. 240 : « A l'ainné hoir masle ou son représentant apartiennent tous les meubles, aussi les deux parts tant en fief qu'en roture. » Loudunais, ch. 27, art. 4 ; Perche, 1505, titre des successions, art. 3 ; nouvelle coutume, art. 144 et 145.

Rapprochez anciennes coutumes d'Anjou et du Maine publiées par M. Beaupré-Beaupré, texte E, § 153, t. 1, p. 475 ; texte I, § 153, t. 3, p. 324.

(2) Coutume de Normandie (1583), art. 295 et 296.

(3) En 1580, art. 114 et 124.

(4) Ponthieu, 1495, art. 1.

(5) Dans l'ancienne coutume (art. 27), les héritages cottiers vont entièrement à l'ainé ; dans la nouvelle, on déduit le quint en faveur des puînés, comme sur les biens nobles (art. 68),

son ouvrage sur l'histoire des alleux en France (1), le système primitif pour ces terres fut le partage égal. Cependant la distinction des alleux en nobles et roturiers qui commence à s'établir au XIV^e siècle (2), eut sa naturelle influence et l'on partagea dès lors les alleux nobles comme des fiefs et les alleux roturiers comme des censives (3). Du reste, cette distinction n'avait aucun effet dans les coutumes donnant le droit d'ainesse sur tous les immeubles, qu'ils fussent tenus à foi et hommage ou à cens. D'autre part, et c'est ici une exception qui atteint plus directement la règle, dans certaines contrées on appliquait le partage égal à tous les alleux indifféremment (4). Il en était ainsi en Normandie (5), et dans le Nord et l'Est (6).

(1) Voyez p. 84, et la note p. 197.

(2) M. Chénon, *op. cit.*, p. 77 et suiv.

(3) Paris 1510, art. 46 et 1580, art. 68.

Orléans, 1583, art. 255 ; Vitry-en-Perthois, art. 19, 57, 59.

Dans le même sens Duran d, *Coutume du bailliage de Vitry, Châlons*, 1722, in-fol. sur les art. 53, 56, 57.

Chaumont, art. 8 et Gousset, *Commentaire sur Chaumont*, p. 40 ; Clermont-en-Argonne, chap. IV, art. 14 et 15 ; M. Chénon, *Hist. des alleux*, p. 196.

(4) M. Chénon nous explique comment au contraire les alleux des bourgeois de Paris furent du XIV^e au XV^e siècle réputés essentiellement nobles et soumis au partage avantageux.

(5) Bérault, *Commentaire sur la coutume de Normandie* (Edit. 1614) sur l'art. 335, p. 435 ; Basnage, *Commentaire* (Edit. 1694), p. 503.

(6) M. Chénon, *op. cit.*, p. 196, *in fine*, et les coutumes citées; Adde: Péronne, ancienne coutume, Bourd. de Richeb., t. 2, p. 604, col. 2, *in fine*. Cependant le droit ne paraît pas avoir été toujours le même en Flandre à en juger par le § 177 du Coutumier de Vermandois du XV^e siècle (publié par M. Beautemps-Beaupré), p. 95.

En ce qui concerne les meubles, la règle générale est celle du partage égal comme pour les tenures roturières (1). Cependant on trouve quelques coutumes dissidentes, et qui, en outre, ne se contentant pas d'assurer à l'aîné une part avantageuse, lui donnent la totalité. Ce sont d'abord celles du groupe tourangeau-angevin (2). En Bretagne, d'après la très ancienne coutume (3), et celle de 1539 (4) l'aîné emportait tous les meubles au regard des mâles ; mais les filles devaient avoir « leur portion compétente comme en l'héritage ». Dans la coutume réformée de 1583, les puînés mâles ont les mêmes droits que les filles ; les meubles seront seulement partagés noblement, soit avec attribution des deux tiers à

(1) Nous n'entreprendrons pas de donner la liste des coutumes qui suivent ce droit. On peut se référer à celle donnée plus haut pour la division des biens roturiers. Presque toujours un même article réglait, pour les successions des nobles, la situation des rotures et des meubles.

(2) *Etablissements de St-Louis*, liv. I, § 10, édition Viollet. « ... tuit si mueble seraient à l'ainzné, mais il randroit les detes son pere et l'aumosne » ; *Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine*, B. n° 1, t. 1, p. 69 ; C. n° 1, t. 1, p. 180 et la glose ; E. 160, t. 1, p. 482 ; I. n° 191, t. 3, p. 332 ; F. n° 465, t. 2, p. 180 et 822, p. 296 ; L. nos 120 et 125, t. 4, pp. 199 et 207 ; *Le droit d'ainesse en Poitou*, Poitou, coutume de 1417, par d'Espinay, p. 21 et 25 (pour la Gâtine et la région d'entre Dize et Sèvre) ; Touraine, Coutume du XV^e siècle publiée par M. d'Espinay, p. 254 ; 1507, chap. 23, art. 3 et 20 (pour les filles) ; 1559, art. 260 et 274 (pour les filles). Loudunais, chap. 27, art. 3 ; Maine, 1508, art. 252 ; Anjou, 1508, art. 235 ; Perche, 1505, Titre des successions, art. 1 et nouvelle coutume, art. 146. L'aîné ne prend que la moitié des meubles dont les puînés font le rapport.

(3) Chap. 209.

(4) Art. 520 et 547.

l'aîné (1) ; tous les puînés ensemble partageront le tiers restant. De même, en Artois (2), l'aîné qui a la charge des dettes, prend tous les meubles, à moins que les puînés ne veulent assumer leur part des dettes.

Du reste, toutes les coutumes que nous venons de citer, sauf la Bretagne, imposent à l'aîné de prendre dans les dettes une part correspondante à celle qui lui est dévolue dans les meubles.

Relativement aux rentes, la règle est très simple. Elles se partagent noblement quand elles sont inféodées, quand le rentier les relève par foi et hommage du seigneur sur les fiefs duquel elles sont assignées. Sinon elles sont soumises à une égale division entre les enfants, encore qu'elles soient spécialement constituées sur des fiefs. Cette règle est posée par Lebrun (3), Pothier (4), le *Coutumier de Vermendois* du XV^e siècle (5) et divers autres textes (6).

(1) Art. 541.

(2) Ancien coutumier d'Artois publié par M. Tardif, t. 36, § 2, p. 87.

(3) *Traité des successions*, Paris, 1714, n° 59, p. 186.

(4) *Traité des successions*, p. 131.

(5) §§ 188, 189, 192.

(6) Coutume de Ribemont, art. 79 ; Orléans, 1583, art. 346-348. Comparez ancienne coutume, art. 260-262 ; Montargis, Titre des successions, art. 14.

Enfin les commentateurs discutaient les questions suivantes : l'aîné devait-il avoir son droit d'ainesse sur le prix d'un fief vendu, sur les deniers provenant du rachat d'un fief primitivement acheté sous faculté de réméré ou encore du retrait d'une terre du domaine

SECTION II. — Succession d'un roturier.

Les meubles, les biens roturiers vont se partager également.

A propos des fiefs et des alleux assimilés, nous retrouverons le même conflit entre les éléments personnel et réel que dans la succession d'un noble à propos des rotures. Et, ici encore, nous poserons le même principe : la condition des terres domine celle des personnes. Il faut remarquer que maintenant son application étend le droit d'ainesse, tandis que dans la précédente hypothèse, il le restreignait. Donc les biens nobles se diviseront inégalement.

Nous rencontrerons, du reste, de notables exceptions à cette règle.

En fournissent les coutumes du Centre (1) toujours prêtes, sous l'influence du droit romain, à consacrer l'égalité des successibles quand au contraire, sous l'in-

du roi engagée ?

La solution de toutes ces questions dépend du moment où se place l'exécution du contrat de vente ou d'achat. Si le fief reste dans la succession du *de cuius* jusqu'à sa mort, le fils aîné est saisi de son droit d'ainesse ; il l'exercera sur ce fief ou sur les deniers qui pourraient par la suite en tenir lieu.

(1) C'est celle de la Marche (1521) qui est la plus explicite. Son art. 216 (tit. 19) est ainsi conçu : « Choses nobles appartenans à roturiers se partent entr'eux par égales portions, et n'y a lieu de droit d'aisnése ».

Même droit, quoique la formule soit moins nette, en Auvergne, chap. XII, art. 51 ; en Berry, t. 19, art. 31 ; Bourbonnais, ancienne coutume, t. XII, art. 12 ; coutume de 1521, art. 301.

fluence du droit anglais, les coutumes de l'Ouest se montrent favorables au privilège de primogéniture.

Le même droit était suivi en Bretagne. Toutefois dans la coutume réformée de 1580, l'aîné prend par préciput sur les terres nobles « un sold pour livre partage faisant, et ce en la succession directe seulement » (1).

Dans certains lieux, on trouvait cette limitation au principe du partage avantageux des fiefs même entre roturier, que les biens nobles devaient être possédés depuis deux générations. Ainsi dans le groupe angevin, quand les fiefs tombent en partage pour la troisième fois après avoir été relevés comme fiefs, avec foi et hommage par les deux ascendants, titulaires précédents, ils se divisent entre les enfants comme dans la succession d'un gentilhomme (2). A ce moment les biens sont

(1) Art. 589. L'aîné roturier avait aussi le droit de choisir la principale maison, sauf récompense. Très ancienne coutume, chap. 213. Ancienne coutume, art. 565 ; Nouvelle coutume, art. 588. Ce que les praticiens, dit Sauvageau, appellent pillage. Dans le territoire de Gouello, il avait un droit d'ainesse proprement dit et qui était du 1/13 de la succession. V. M. d'Espinay, *L'ancien droit successoral en Basse-Bretagne*, brochure extraite de la *Nouvelle Revue historique de droit*, p. 21.

(2) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, C. n° 1, t. 1, p. 180, V. la glose *in fine* ; E. n° 173, t. 1, p. 490, n° 178, t. 1, p. 494, n° 181, t. 1, p. 497 ; I. n° 204, t. 3, p. 341, n° 208, t. 3, p. 345, n° 210, t. 3, p. 348 ; Maine, 1508, art. 273, 280, 283 ; Anjou, 1508, art. 255, 262, 265 ; Touraine, Coutume du XV^e siècle publiée par M. d'Espinay, p. 262 ; de 1507, ch. 27, art. 2 et 3 ; de 1559, art. 297, 298 ; Londunais, ch. 29, art. 2 ; Saintonge (ressort de St-Jean-d'Angély), art. 93.

En Anjou et dans le Maine, il y a deux différences entre les droits de l'aîné gentilhomme et ceux du non noble.

a) Entre roturiers, l'aîné n'a point le préciput, mais seulement

tombés en « tierce foy », c'est-à-dire que trois serments de fidélité ont été successivement prêtés au seigneur par les possesseurs du fief : grand'père, père, fils. Le nouvel hommage rendu par le vassal au cas de mutation de seigneur ne compte pas (1). Du reste, le partage noble a lieu de même si le bien passe en ligne collatérale.

En Poitou, on exigeait un hommage de plus : le bien devait être tombé à la quarte foi, être « venu à la quarte mutation par droit de succession (2) ».

Dans le Perche, on suivait un autre système : l'aîné prélevait sur le bien hommagé un préciput qui consistait en la principale maison d'habitation avec un chemin

la part avantageuse.

b) Les puînés ont droit au tiers en pleine propriété, tandis qu'entre nobles, comme nous le verrons, ils n'obtiennent qu'un usufruit.

Dans les *Etablissements de Saint-Louis*, livre I, ch. 147, édit. Viollet, p. 281, avant que le bien soit tombé en tierce foi, cas auquel le partage noble est de droit, on trouve déjà un léger avantage pour l'aîné : « ... si avroit l'avantage, selon la grandor de la chose, por faire la foi, et por garir as autres en parage. Et tout ainsi se departira tous jorz, mais jusqu'à la tierce foi ; et d'ileques en avant, si avra li ainznez les II pars ; et se departira gentilmente touz jorz mais. »

(1) V. sur la façon dont on entend la tierce foi, Maine, 1508, art. 274, 275 ; Anjou, 256-257 ; Touraine, 1507, ch. 27, art. 6 ; 1559, art. 300 ; Londunais, ch. 29, art. 5.

(2) Coutume de 1514, art. 214 et suiv. ; de 1559, art. 280 et suiv. Le même droit existait dans la coutume de 1417. V. M. d'Espinay, *Le droit d'aînesse en Poitou*, p. 13.

Dans le *Livre des Droits*, §§ 983 et 1015, t. 2, p. 303 et 320, le droit d'aînesse n'est pas si assuré. Il est dans la faculté du père de décider qu'il n'aura pas lieu. Bien mieux, son principe même est discuté ; d'après le coutumier, certains tenaient qu'on devait partager également. Du reste, le *Livre des Droits* ne précise pas ; il ne dit pas si les biens nobles à partager ont été acquis par le défunt ou s'ils ont déjà été relevés à foi et hommage par ses ascendants.

carrossable pour y parvenir et, en outre un demi-arpent de terre (1).

Dans le reste de la France enfin, depuis l'Orléanais jusqu'au nord de la Flandre, depuis la Normandie jusqu'à la Champagne, on ne distinguait pas, au regard de la succession des fiefs, entre nobles ou roturiers. Du reste, la plupart des coutumes ne posent pas la règle d'une façon très précise : il faut, le plus souvent, la déduire de la généralité des termes employés par elles à propos du droit d'ainesse ou de la place qu'occupent les articles qui en traitent (2).

(1) Perche, 1505, titre des successions, art. 11. Si la maison valait plus de vingt-cinq livres tournois, l'ainé était tenu de récompenser ses puînés. S'il n'y avait point de maison, ses cohéritiers devaient lui fournir une somme de dix livres. L'ainé devait porter l'hommage. Nouvelle coutume, art. 158, 159.

(2) Voyez pour l'*Ile de France*, Paris, 1510, art. 8 et 122 ; 1580, art. 13 et 302 ; Etampes, art. 9 et 140 ; Le coutumier du bailliage de Mantes, titre 21, art. 5 ; Coutume de 1556, t. 1, art. 1 ; Melun, 1506, art. 165 ; Coutume de 1560, art. 89 ; Montfort, art. 9 et 94 ; Clermont en Beauvoisis, art. 81 et 143 ; Senlis, art. 126.

En *Orléanais*, Orléans, 1509, art. 25, 1583, art. 89 et Pothier, *Traité des successions*, p. 119 ; Montargis, chap. 1, art. 22 et La Thaumassière, *Nouveaux commentaires sur les coutumes générales des pays et duché de Berry*, p. 942. Voyez également le même sur l'article 22 de la nouvelle coutume de Lorris ; Blois, art. 143.

Pour la *Normandie*, cela résulte de l'ensemble des expressions employées et aussi de l'article 237 qui assimile au point de vue de la saisine l'ainé noble et roturier.

En *Picardie*, voyez l'ancienne coutume d'Amiens, art. 39 et la nouvelle, art. 71, celle de Ponthieu (1495), t. 1, art. 1, l'ancienne du Boulonnais, art. 24 et la nouvelle, art. 62 ; En Vermandois, à Saint-Quentin, l'ainé roturier n'a pas absolument les mêmes droits que l'ainé noble, quoique sa part soit déjà très importante et supérieure à celle de l'ainé noble en beaucoup d'autres coutumes. Il

SECTION III. — Hypothèses particulières.

Nous nous sommes placé jusqu'à présent dans des hypothèses de droit commun où tous, enfants et père et mère, successibles et *de cujus*, avaient la même qualité personnelle, roturière ou noble, et ce de longue date.

Que décidait-on dans certains cas particuliers tels que ceux où le défunt était un annobli ou bien avait

prend le principal manoir et ses dépendances, et, en outre, la moitié des fiefs ; s'ils ne sont que deux enfants, les deux tiers ; il peut, retirer aux puînés leur part en les récompensant. A défaut de manoir dans la succession, il prend un arpent de terre. Saint-Quentin, art. 32, même système à Noyon, art. 4 et 5 ; Ribemont, art. 60 à 63 ; Coucy, art. 6, Nouvelle coutume de Péronne, art. 181-187 ; dans l'ancienne, il n'y avait aucune différence entre l'aîné noble ou roturier. V. Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 604, col. 1 et procès-verbal de la nouvelle coutume, p. 655. L'assimilation absolue était encore pratiquée à Laon, ancienne coutume, tierce partie, art. 7, nouvelle coutume, art. 147.

A Noyon (art. 14) et à Coucy (art. 8), le droit d'aînesse n'était, pas donné en ligne collatérale ; le contraire avait lieu pour les nobles.

Pour l'Artois, 1509, art. 61 ; 1544, art. 94.

En Flandre, Lille, chap. II, art. 19 ; Cambrai, t. 1, art. 8.

En Champagne, Sedan, art. 158 ; Châlons-sur-Marne, art. 150 ; Meaux, art. 169 et Reims, art. 42. Cependant dans la coutume de Vitry-le-François la question était discutée. V. Saligny, *Commentaire sur la coutume de Vitry*, in-8, Vitry, 1660, p. 212-216 ; Durand, *Coutume du bailliage de Vitry-en-Perthois*, Châlons, 1722, in-folio, p. 178.

A Troyes on adoptait la négative, *Commentaire de Pithou* (Troyes, 1609). V. sur l'art. 14. De même à Chaumont, art. 8 et 10.

une qualité personnelle différente de celle de ses héritiers? De même qu'advenait-il lorsque l'un des époux était noble et l'autre roturier? Nous terminerons notre chapitre premier en répondant à ces questions.

A. *Mariage d'un noble et d'une roturière.* — En Bretagne, en ligne directe, les héritages nobles de la femme seront partagés noblement (1). En ligne collatérale, « retournans les choses à leur estoc premier, seront partagees selon la condition de la famille (2) ». Ces mots ont besoin de quelque explication ; ils visent seulement les propres, car ce n'est que pour eux qu'on peut parler de l'ancien usage de la famille. Les propres seront donc partagés roturièrement, quels qu'ils soient, et sans tenir compte de la qualité de celui qui les recueille ; mais les meubles et acquêts appartenant à la femme, réputée noble depuis son mariage, seront partagés noblement s'ils parviennent à des collatéraux nobles.

En Anjou et dans le Maine, la condition de la femme réagissait davantage sur le partage. Il était « coustumier, selon la nature des non nobles », pour les propres de la femme et sa part dans les meubles et acquêts (3).

(1) Art. 553, Coutume de 1580.

(2) Art. 354, *idem.* V. également *Commentaire* de Sauvageau sur cet article dans sa *Coutume de Bretagne*, Nantes, 1710.

(3) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 173, t. 1, p. 489 ; l. n° 203, t. 3, p. 340 ; Anjou, 1508, art. 253 ; Maine, 1508, art. 271.

En Touraine et en Loudunais, on consacre le système breton (1).

En Poitou, le partage est égal, car que le roturier épouse une femme noble ou que le noble épouse une femme roturière, les enfants succéderont noblement à l'ascendant noble et aux parents de sa ligne, roturièrement à l'époux roturier et à ses parents (2).

B. *Mariage d'un vilain et d'une femme noble.* — La très ancienne coutume de Bretagne nous dit que « si noble femme se marie avec un parlable homme, sa succession sera départie partablement » (3). C'est le même droit dans la nouvelle coutume en ligne directe. Mais en ligne collatérale « retourneront les choses au gouvernement de leur premier estoc » (4).

Dans le Maine et l'Anjou, les propres de la femme se partagent noblement. Sa part de conquêts et de meubles sera divisée noblement pour la première fois et « à tousjours mais coutumièrement » (5).

(1) Touraine, Coutume du XV^e siècle, publiée par M. d'Espinay, p. 265 ; Coutume de 1507, ch. 27, art. 26 ; Coutume de 1559, art. 317 ; Loudunais, ch. 29, art. 18.

(2) Coutume de 1417 ; d'Espinay, *Le droit d'ainesse en Poitou*, p. 13. Coutume de 1514, art. 218 ; Coutume de 1559, art. 286. — Le paragraphe 425 du *Livre des Droits* me semble bien plutôt représenter le droit angevin dont le rédacteur de l'œuvre poitevine a subi l'influence par l'intermédiaire des *Etablissements de Saint-Louis*.

(3) Chap. 219, note de l'Anonyme.

(4) Art. 555. Il ne faut, du reste, pas oublier que, dans les successions roturières, l'ainé a un préciput d'un « sold pour livre ».

(5) Maine, 1508, art. 270 ; Anjou, 1508, art. 252. Comparez anciennes coutumes, publiées par M. Beautemps-Beaupré, E. n^o 172, t. 1,

En Touraine et en Loudunais, les biens de la femme suivent le même régime que ceux des non nobles (1).

C. *Succession roturière qui advient à gens nobles.* — Elle se partage roturièrement dans le Maine et l'Anjou où, comme dit cette dernière coutume, « l'on a regard à la qualité de celui qui decede et au temps de son trespas » (2). En Touraine et en Loudunais, elle se divise roturièrement pour les biens roturiers et, pour les biens nobles, noblement (3).

D. *Succession des annoblis.* — Nous n'avons en vue ici que les annoblis par lettres spéciales. « A l'égard des annoblis par le titre de leurs charges, la teneur du titre regle leurs privileges et leur succession. Il y a de ces annoblis dont les enfants partagent noblement, d'autres dont les enfants ne partagent pas ainsi, mais seulement les petits-fils (4). » Cela dépendait des lieux. Ainsi Guy Coquille nous apprend qu'en Nivernais un

p. 489, et I. n° 203, t. 3, p. 340.

Dans B. n° 17, t. 1, p. 76 et C. n° 17, t. 1, p. 203, le droit n'est pas le même. L'ainé n'a qu'un préciput sans part avantageuse, jusqu'à ce que la chose tombe en tierce foi. C'est le système suivi pour les successions de roturiers dans les *Etablissements de Saint-Louis*. V. ch. 147, liv. I (édit. Viollet, p. 281).

(1) Touraine, Coutume du XV^e siècle, publiée par M. d'Espinay, p. 265; Loudunais, ch. 29, art. 17. Rappr. Perche, 1505, titre des successions, art. 9.

(2) Maine, 1508, art. 272; Anjou, 1508, art. 254. Cf. Perche, 1505, titre des successions, art. 7.

(3) Touraine, Coutume du XV^e siècle, d'Espinay, p. 265; 1507, ch. 27, art. 19. La coutume de 1559 exige de plus que les choses soient venues à la tierce foi.

(4) Lebrun, *Traité des successions*, p. 195.

annobli par sa charge ne saurait avoir de partage noble en sa succession (1). Notons enfin que c'est l'effet d'un cas particulier d'annoblissement que nous avons étudié au paragraphe A.

En Bretagne, la coutume n'admet le partage avantageux en ligne directe pour les annoblis qu'à la seconde génération. Et quant aux successions collatérales, elles seront départies également si l'héritier et le *de cujus* n'ont point un tronc commun noble, c'est-à-dire, le fils de l'annobli ou sa descendance (2).

En Touraine, Loudunais et Perche, on suivait un autre système. La succession de l'annobli ne subissait le régime roturier que s'il y avait des enfants nés avant l'annoblissement ou si elle tombait à des collatéraux. Mais si les héritiers directs étaient tous nés après l'annoblissement, on suivait le régime des nobles (3).

En Poitou, d'après la coutume de 1417, le partage était noble sans restrictions (4).

Dans les coutumes où la question n'était pas expressément tranchée, c'était un grand sujet de discussion pour les jurisconsultes. Ils se prononçaient généralement en faveur du partage avantageux (5).

(1) Guy Coquille, *Coutumes du pays et duché de Nivernois*, Paris, 1610, p. 922 et 923.

(2) V. Coutume de 1580, art. 570, et Sauvageau, *Coutume de Bretagne* sur cet article, p. 201.

(3) Touraine, Coutume du XV^e siècle, d'Espinay, p. 265 ; Coutume de 1507, ch. 27, art. 20 ; Coutume de 1559, art. 315 et 316 ; Loudunais, ch. 29, art. 20 ; Perche, titre des successions, art. 10.

(4) D'Espinay, *Le droit d'ainesse en Poitou*, p. 13.

(5) Lebrun, *Traité des successions*, p. 195 ; Pocquet de Livonnière,

E. *Succession des nobles qui ont dérogé.* — En Bretagne, les acquêts faits durant le temps du trafic « encore que soient d'heritages et fiefs nobles » seront partagés également. Là se borne, en notre matière, l'influence du commerce que les nobles pouvaient avoir exercé (1).

En Poitou, au XV^e siècle, le noble qui s'était livré au commerce ou au labourage ou à tout autre métier mécanique, notoirement et sans se porter noble, voyait sa succession se partager roturièrement (2).

Pour résumer ce que nous venons d'exposer, nous dirons qu'on peut concevoir le droit d'ainesse comme purement réel, c'est-à-dire s'appliquant aux seuls fiefs, et à tous ceux-ci, qu'ils soient possédés par un noble ou par un roturier, ou comme purement personnel, c'est-à-dire établi dans la seule succession d'un noble et portant alors sur tous les biens.

Suivent le premier système, de façon absolue, les coutumes de l'Ile-de-France, de l'Orléanais, de la Normandie, de toutes les provinces du Nord et de l'Est. Doivent être rangées également dans la même catégorie les coutumes du Centre Ouest (Poitou, La Rochelle, Angoumois, Saintonge) qui n'adoptent toutefois ce régime pour les roturiers qu'après plusieurs générations. Et enfin les coutumes de Bretagne et de la région centrale

op. cit., col. 709 (sur l'art. 253 de la coutume d'Anjou) ; Brodeau sur l'art. 272 du Maine dans Bourdot de Richebourg, t. 4, p. 491.

(1) Coutume de 1530, art. 561, 562.

(2) D'Espinay, *op. cit.*, p. 13.

proprement dite (Marche, Auvergne, Bourbonnais, Berry, Nivernais) qui s'écartant encore davantage du principe, imposent toujours aux roturiers le partage égal.

Comme attachées au second système, nous ne trouvons que les coutumes du groupe ando-tourangeau (Maine, Anjou, Touraine, Loudunais). Et encore faut-il ajouter que le droit d'aînesse est également accordé aux roturiers sur les fiefs tombés en tierce foi.

Dans les coutumes qui, adoptant, en principe, le point de vue réel, ne l'admettaient cependant pas entre roturiers, ou bien dans celles où une large influence attribuée à la qualité noble du *de cujus* faisait se diviser inégalement toutes sortes de biens, il importait grandement de préciser l'état du défunt. Le plus souvent la solution de cette question n'offrait pas de difficultés. Cependant, dans le cas d'annoblissement, par exemple, devait-on se référer à la qualité ancienne de la famille ou à celle récemment acquise ? Dans les mariages entre nobles et roturiers, la condition de l'un des époux, et en particulier du mari, devait-elle influencer sur le partage des biens de l'autre ? Il n'y avait pas de règle générale sur ces points, mais seulement des solutions d'espèce, différentes de coutume à coutume, et que nous venons de reproduire.

CHAPITRE II

A QUI EST DÉFÉRÉ LE DROIT D'AINESSE ?

Dans un premier chapitre, nous nous sommes demandé dans quelles successions se rencontre le droit d'ainesse, à quelles personnes il s'étend, et sur quels biens. En un mot, nous l'avons examiné dans son objet.

Dans ce chapitre, nous étudierons le sujet du droit d'ainesse, l'ensemble des conditions qui font l'ainé, examinant d'abord celles que doit réunir l'enfant légitime venant de son chef, puis le légitimé, et enfin le représentant de l'ainé prédécédé.

SECTION I. — L'ainé légitime.

Dans le langage courant, l'ainé (1) est celui qui, d'entre plusieurs frères et sœurs, est né le premier. Mais il s'en faut de beaucoup qu'en droit le mot aîné corresponde à la même notion et que le privilège d'ainesse suive toujours la primogéniture (2).

(1) Vieux français ains né (*ante natus*). Ce mot, dans les anciens coutumiers s'orthographie de la façon la plus diverse : Ainzné, einzné, enné, esné, etc. Même remarque pour le mot ainesse : ainsnéesse, ainsnéeté, aisneage, ennéance, etc.

(2) Pour les jumeaux, lorsqu'on ne peut pas déterminer, par des

D'abord, et c'est une règle absolue, le mâle est toujours l'ainé des filles. Bien peu de coutumes prennent la peine de le dire de façon expresse (1), mais le principe ressort toujours très net de l'ensemble des termes employés. Bien plus, le fils d'un second mariage est, comme mâle, réputé l'ainé et préférable aux filles du premier lit (2), évidemment au regard de la seule succession de l'époux remarié ; pour celle de l'époux prédécédé, l'ainée des filles a tous les droits que peut lui accorder la coutume (3).

Ensuite la qualité d'ainé n'est pas immuablement attachée à la personne de celui qui en a été le premier investi. Elle s'apprécie au moment du décès du père et

témoignages exprès ou tacites, quel est celui des deux enfants qui est sorti le premier du sein de la mère, qui, par conséquent, sera l'ainé suivant l'opinion des jurisconsultes anciens, Brodeau veut que l'ainesse soit tirée au sort (*Comment. sur Paris*, p. 167, édit. de 1658), tandis que Lebrun tient que les jumeaux la partageront entre eux (*Traité des succ.*, p. 171, col. 1), et que Pothier estime qu'on ne devra pas du tout l'admettre dans la succession (*Traité des succ.*, chap. II, art. II, § 1, p. 123 et 124).

(1) Voyez cependant, Maine, 1508, art. 242 ; Anjou, 1508, art. 226 ; Bretagne, 1580, art. 547 ; Coutumier du Vermandois, XV^e siècle, § 160, p. 89 ; Laon, ancienne, tierce partie, art. 12, nouvelle, art. 152 ; St-Quentin, art. 49 ; Noyon, art. 7 ; Châlons, art. 160 ; Reims, art. 44 ; Melun, ancienne, art. 166 ; nouvelle, art. 90 ; Mantes, ancienne, t. 21, art. 31 ; Péronne, ancienne coutume ; Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 604, col. 2, *in fine* ; Comparez, M. Planiol, *op. cit.*, n° 42, p. 652, *Revue historique*, année 1887.

(2) V. *Établiss. de St-Louis*, liv. 1, chap. 119. Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. n°s 123 et 124, t. 1, p. 140. C. n° 4, t. 1, p. 188, n° 115, t. 1, p. 324 ; Beaumanoir, chap. 18, § 24, *in fine*, édit. Beugnot, p. 293.

(3) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, F. n° 428, t. 2, p. 170.

peut fort bien être recueillie alors par l'un des cadets, par suite de la mort civile de l'aîné, de son prédécès sans descendants ou de sa renonciation (1).

Examinons cette dernière hypothèse. L'aîné peut renoncer du vivant de ses père et mère ou après l'ouverture de leur succession. L'étude du premier cas paraît devoir mieux se ranger sous celle des garanties accordées aux aînés pour leur assurer le maintien de leurs droits (2), la renonciation faite dans de semblables conditions étant souvent imposée par les parents. Pour ce qui est de la renonciation du successible déjà saisi, il faut distinguer la renonciation gratuite et la renonciation qui intervient lorsque l'aîné a reçu une donation à laquelle il se tient. Ici, il y a eu avancement d'hoirie ; ce fils est censé rempli de son droit d'ainesse ; la succession se partage également entre les autres enfants (3). Si le plus âgé des puînés pouvait prétendre un avantage quelconque, ce serait une atteinte portée à ce principe qu'il n'y a jamais qu'un droit d'ainesse dans une même succession (4).

(1) Dans la très ancienne coutume de Bretagne, l'ainesse passait au plus âgé des puînés et l'aîné était déchu de son droit lorsqu'il n'exécutait pas le testament valable du père ou allait contre son serment, ch. 211. Pothier cependant ne donne pas le droit d'ainesse aux cadets au cas de l'exhérédation de l'aîné, *Traité des successions*, ch. II, art. 2, § 1, p. 120.

(2) Nous nous en occuperons plus tard.

(3) Paris, 1580, art. 27 ; Clermont-en-Beauvaisis, art. 84.

(4) Sur le principe de l'unité du droit d'ainesse, voyez Dumoulin, § 10, n° 27 *in fine* et 28, p. 273 de la dernière édition. Brodeau, *Sur*

Mais si l'aîné renonce sans avoir rien eu, il ne compte pas plus que s'il n'avait jamais existé. Le second fils aura le droit d'aînesse intégralement (1), sans pouvoir, du reste, retenir une portion de puîné. Cependant la question était discutée dans les coutumes de Paris et d'Orléans, et la doctrine admettait généralement que la part du renonçant accroissait également à tous ses co-héritiers (2).

SECTION II. — L'aîné légitimé.

Le droit d'aînesse, étant un droit de succession, était refusé aux bâtards ; mais quelle était la situation des légitimés, ajoutons par mariage subséquent, les légiti-

la coutume de Paris, art. 13, n° 17, p. 175 et 176 (édit. de 1658) ; Beaumanoir, ch. XIV, § 12, édit. Beugnot, p. 229 et la note du comte Beugnot ; *Jostice et Plet*, liv. XII, ch. XI, § 3.

(1) Dupineau, *Commentaire sur la coutume d'Anjou*, col. 456. Pocquet de Livonnière, *Commentaire sur la coutume d'Anjou*, t. 1, col. 596.

Cependant comme dit de Livonnière, le puîné ne succéderait pas aux « honneurs, dignité, prérogative et prééminence du droit d'aînesse qui sont droits personnels, qui demeurent à celui qui a le titre de l'aîné par l'ordre de la nature ». Basnage, *Sur la coutume de Normandie*, 1694, p. 508, Coutume de Mantes, 1556, art. 31 et 163.

(2) Laurière, *Commentaire sur la coutume de Paris*, t. 3, p. 57 et suiv. ; Lebrun, *Traité des successions*, p. 182, édit. de 1714.

Déjà Dumoulin avait conclu dans le même sens, § 8, glose 1, quest. 4, n° 28, 29, 30, p. 235 de la dernière édition, § 9, glose 4, n° 1, *in fine* et 3, p. 262. Pour la coutume d'Orléans, Pothier, *Traité des successions*, p. 178-183. V. en sens contraire Brodeau sur Louet, p. 366, édit. de 1644 et son *Commentaire sur Paris*, p. 313 (édit. de 1658).

més par lettres du Prince n'ayant pas, en principe, le droit de succession ?

D'abord le légitimé peut prétendre l'ainesse sur les enfants nés du mariage même qui l'a légitimé ou sur ceux d'un mariage postérieur.

Mais il ne le peut sur les enfants d'un mariage se plaçant entre sa naissance et sa légitimation, à moins que de ce mariage intermédiaire ne soient nées que des filles (1).

SECTION III. — Représentation de l'ainé.

On sait les difficultés que la représentation éprouva à pénétrer dans notre ancien droit coutumier (2). Elle n'est même pas admise d'une façon absolue par les coutumes rédigées au XVI^e siècle.

Nous ne voulons pas l'étudier ici d'une manière générale ; nous nous proposons de noter les décisions particulières que certaines coutumes pouvaient édicter sur la transmission de l'ainesse aux enfants de l'ainé prédécédé, décisions en désaccord avec leur système ordinaire sur la représentation. Autre chose, en effet, est de permettre à un neveu ou à une nièce de concou-

(1) V. Pothier, *Traité des successions*, p. 121 et 122 ; Lebrun, *Traité des successions*, p. 171-173. Brodeau sur l'art. 13, Paris, 1580 (édit. de 1638, p. 168 et 169) ; Dumoulin, § 8, glose 1, n^os 34 et s. ; Beaumanoir, chap. XVIII, § 24, p. 292 et 293, édit. Beugnot.

(2) Voyez Glasson, *Le droit de succession au moyen âge*, p. 89 et 92.

rir avec son oncle dans un partage égal, autre chose de l'investir d'un privilège avec lequel se trouve écarté, plus ou moins absolument, le frère puîné de son père.

Toutes les coutumes, où l'on rencontre la représentation, admettent au profit du mâle qu'il aura le droit de primogéniture qu'aurait trouvé son père dans la succession, s'il avait survécu (1). Mais si l'aîné prédécédé n'a laissé que des filles, celles-ci se voient souvent exclues de l'aînesse qui est alors dévolue à l'oncle le plus âgé, tandis qu'elles sont toutes ensemble réduites à une portion de puîné.

Dans les coutumes de l'Ouest (Anjou, Maine, Touraine, Loudunais, Poitou, etc.), la représentation existe au profit des enfants des deux sexes, de la fille aînée comme du fils aîné, en ligne collatérale comme en ligne directe (2).

(1) Toutefois, à Meaux (cout. de 1509, art. 41) quand le défunt a laissé d'autres héritiers mâles, le fils de l'aîné « viendrait seulement en la succession comme puisné ». Notons aussi qu'en Normandie (cout. de 1583, art. 308), les enfants de l'aîné le représentant en ligne collatérale, ne peuvent prendre, dans la succession des acquêts, le préciput accordé à l'aîné lui-même. Cf. art. 318.

(2) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, C. n° 1, t. 1, p. 180, la glose *in fine*, E. n° 153, t. 1, p. 475, E. n° 156, t. 1, p. 479 ; I. n° 183, t. 3, p. 324 et n°s 184, p. 326, 188, p. 329 ; Maine, 1508, art. 238, 246 ; Anjou, 1508, art. 222, 229 ; Touraine, XV^e siècle, d'Espinay, p. 254 et 259 ; coutume de 1507, chap. 25, art. 3, 14, 24 ; *idem*, coutume de 1559, art. 260, 262 ; Loudunais, chap. 27, art. 3 et 23 ; Poitou, coutume de 1417, d'Espinay, p. 45 ; coutume de 1514, art. 221, 227 ; coutume de 1559, art. 289 et 296 ; Saintonge (bailliage de St-Jean-d'Angély), art. 91-94.

La fille représentait encore son père au droit d'ainesse en Normandie (1).

Le même droit était suivi à Paris (2), à Etampes (3), à Montfort (4), dans le bailliage de Mantes (5), à Clermont en Beauvaisis (6), à Orléans (7), à Montargis (8).

Il existait encore en Berry (9).

Le droit des filles de représenter leur père était, au contraire, réduit ou supprimé dans les pays suivants : Nivernais (10), Bourbonnais (11), Marche (12), et dans la ville de Meaux (13).

Ailleurs, cette incapacité était bornée au cas où la fille rencontrait dans la succession de son aïeul ou aïeule un fils, frère de l'ainé prédécédé, ou des descendants mâles de ce fils. La fille de l'ainée était réduite alors à une portion de puîné, le droit d'ainesse revenant à l'oncle le plus âgé. En présence de tantes ou d'une

(1) Coutume de 1583, art. 240. Auparavant la question était discutée. V. son exposé dans Glasson, *Le droit d'ainesse au moyen âge*, p. 26.

(2) Coutume de 1510, art. 134, coutume de 1580, art. 324.

(3) Art. 119.

(4) Art. 105.

(5) Art. 8.

(6) Art. 156.

(7) Coutume de 1514, art. 250, coutume de 1583, art. 305.

(8) V. *Commentaire* de La Thaumassière, sur l'art. 4 du t. 15.

(9) T. 19, art. 31.

(10) Chap. 35, art. 4.

(11) Ancienne, chap. XII, art. 12 ; Nouvelle, art. 307.

(12) Art. 215.

(13) Art. 41.

descendance féminine des oncles, la fille de l'aînée reprenait le droit d'aînesse. Telles étaient les règles suivies par les coutumes de l'Est et du Nord-Est (1). A Péronne, Montdidier et Roye, la fille en face d'oncles a le tiers de la part qu'aurait eue son père ; toutefois le manoir et son pourpris vont entièrement à l'oncle et elle n'y a aucun droit. Mais si l'oncle était lui-même prédécédé, elle excluait ses enfants mâles (2).

Quand plusieurs enfants de l'aîné représentaient leur père, le plus âgé pouvait-il, dans la subdivision, prétendre une part plus forte ? On peut induire que oui de ces mots de Pothier «... les subdivisions de successions doivent se régler sur le partage principal (3) » et penser qu'on donnait le droit d'aînesse dans chaque partage. Et ainsi, nous voyons dans la coutume d'Orléans qu'« entre les enfans du fils aîné le droit de prerogative » sera « gardé à l'aîné de ses dits enfans (4) ». Quant aux filles, « elles representent leur pere toutes ensemble pour une teste audit droit d'aînesse sans aucun droit d'aînesse entre elles », Même droit à Paris (5),

(1) En Champagne, Troyes, 1509, art. 92 ; Vitry-le-François, 1509, art. 66 ; Chaumont-en-Bassigny, 1509, art. 79 ; Sedan, art. 163 ; Châlons, art. 162, 164 ; Reims, art. 50 ; Clermont-en-Argonne, chap. 4, art. 6 et 7. Même droit à Laon, art. 156 ; à Cambrai, t. 12, art. 26 ; en Ile-de-France, à Melun (1560, art. 94), et Dourdan (art. 114) ; en Orléanais, à Blois (art. 141).

(2) Art. 192.

(3) *Traité des successions*, p. 27.

(4) Coutume de 1583, art. 305.

(5) Coutume de 1510, art. 134 ; 1580, art. 324.

à Etampes (1). Ce n'est que l'application du droit commun, toutes les coutumes précitées refusant le droit d'ainesse aux filles. A Clermont en Beauvaisis (2), l'aînée prend le chef-lieu et a droit à l'hommage de ses sœurs comme lorsqu'elle hérite sans représentation.

Dans le Maine et l'Anjou, on rencontrait un usage légèrement différent. Dans la subdivision, l'aîné des représentants ne prenait plus que la part avantageuse fixée aux deux tiers sans préciput « car en une succession, soit directe ou collatérale, n'a qu'un préciput et avantage (3) ».

(1) Art. 119.

(2) Art. 156.

(3) Maine, 1508, art. 249 ; Anjou, art. 223.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA NATURE ET DE LA QUOTITÉ DU DROIT D'AINESSE

Nous entrons ici dans la partie principale du sujet. Quelle est la part de l'aîné ? Nous la déterminerons en prenant successivement chaque coutume importante originale ou chaque groupe de coutumes semblables. Dans chaque coutume ou groupe de coutumes, nous envisagerons d'abord l'aînesse masculine en ligne directe, puis en ligne collatérale ; nous rechercherons si l'aînée des filles avait les mêmes droits que l'aîné des fils. Nous irons des coutumes admettant le plus largement le droit d'aînesse, jusqu'à celles qui ne l'organisent que faiblement ou même ne le reconnaissent pas.

Avant d'aborder le partage des biens, disons un mot des droits honorifiques revenant à l'aîné. La question est simple et ne nous retiendra pas longtemps.

CHAPITRE PREMIER

DES DROITS HONORIFIQUES DE L'AINÉ.

D'une façon générale, les droits honorifiques passaient tous à l'ainé. Nous trouvons à ce sujet une règle formulée par Loysel (1) : « et si doit avoir le Nom, le Cri et les Armes pleines ». Coquille (2) également nous dit : « par l'usage générale de ce Royaume, ... à l'aisné appartient porter les armes plaines de la maison ». Du Cange (3) enfin : « par la règle générale reçue universellement, les plaines armes, le nom, et le cry de la famille appartenoient à l'ainé... »

Quelques coutumes énonçaient le principe en termes formels. C'étaient celles de Sens (4), d'Auxerre (5), de Troyes (6), de Chaumont (7), de Bar (8).

Il convient maintenant de l'expliquer et d'en préciser

(1) *Institutes coutumières*, liv. IV, t. III, règle 64, p. 161, édit. 1710.

(2) *Les coutumes du pays et duché de Nivernois*, Paris, 1610, p. 934 sur l'art. 6.

(3) *Dissertation XII sur l'hist. de St-Louis*, par Joinville, *Glossarium*, édit. Didot, t. VII, p. 55.

(4) Coutume de 1551, art. 201.

(5) Coutume de 1561, art. 154 et la note de Brodeau dans Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 597.

(6) Coutume de 1509, art. 14.

(7) Art. 8.

(8) Coutume de 1579, art. 111.

la portée. Quand une famille noble possédait une terre titrée dont elle tirait son nom, ce dernier, avec le titre, passait à l'ainé seul. Les puînés n'avaient le droit que de prendre le nom de la terre qu'ils pouvaient avoir reçue en partage. Disons en passant qu'ils prenaient souvent le nom de leur femme quand elle était héritière de sa famille. « Je vis lors de la recherche de la noblesse, dit Hévin parlant de seigneurs bretons, que leur nom originaire estoit de Carné et qu'un puîné de cette maison épousant il y a trois ou quatre siècles l'héritière de Trecesson en prist le nom et les armes, comme il estoit lors ordinaire (1). »

Les armes, ce sont les armoiries. L'ainé les a « pleines » ou « pures » ; les puînés, au contraire, les portent « avec quelque différence et diminuation, comme escartelées, en y meslant en cartier les armes de la mère, ou autre maison d'honneur à laquelle on attient, ou en chargeant les armes de lambeaux, de bort simple, de bort dentelé ou decouppé, ou par quelque autre façon » (2).

Le cri ou cri d'armes consistait en deux ou trois mots prononcés avant le combat comme invocation à Dieu ou pendant la mêlée comme signe de ralliement. Chaque famille avait le sien et, par exemple, tout le monde connaît celui de la maison royale de France : Montjoie Saint-Denis. Les puînés devaient également retrancher ou ajouter quelque chose aux mots composant le cri fa-

(1) Hévin sur Frain, p. 927.

(2) Guy Coquille, *loc. cit.*

miliaire (1). Du Cange nous apprend, que lorsque Charles VII eut introduit les armées permanentes et dispensé les seigneurs fiefés d'aller à la guerre et d'y conduire leurs vassaux, l'usage du cri d'armes disparut. Du reste, l'aîné obtenait le nom, le cri, et les pleines armes en sa seule qualité d'enfant ; il ne lui était pas nécessaire de se porter héritier. Ces prérogatives appartenait même à l'aîné renonçant (2).

L'aîné avait encore d'autres droits purement honorifiques, tels que la garde des titres (3), la provision des offices, l'institution des officiers, la présentation aux bénéfices.

(1) Voyez sur le cri d'armes, Du Cange, *Dissertation XI, Glossarium*, édit. Didot, t. 7, p. 46 et suiv. et la *Dissertation XII* ; Gautier, *La Chevalerie*, p. 690, 694 et 753.

(2) Voyez page 28, note 1.

(3) « C'est une prérogative attachée au droit d'ainesse, que l'aîné soit dépositaire de tous les titres de la famille, tels que sont les contrats de mariage, les partages faits dans les familles, les cartes généalogiques de la famille, les titres de noblesse, etc. ; il doit pareillement avoir les portraits de famille, les manuscrits du père commun, et ceux des ancêtres ou autres personnes de la famille, les livres notés de la main du père commun, les marques de dignité du père commun ou des ancêtres. » Pothier, *Traité des successions*, p. 198.

CHAPITRE II

LE DROIT D'AINESSE EN NORMANDIE.

Passons maintenant au partage des biens et inscrivons, en tête de cette étude, la Normandie dont le régime absolument particulier, est susceptible d'amener un droit d'aînesse fort sévère.

SECTION I. — Droit d'aînesse entre mâles.

§ 1. — En ligne directe.

Le principe qui domine le droit successoral de Normandie est celui de l'indivisibilité de certaines terres. Le Très ancien coutumier (1), le Grand coutumier (2) et la coutume réformée (3) posent successivement comme règle essentielle qu'on ne peut démembre la baronnie ou le fief de haubert (4), par exemple. Cette règle

(1) C'est une œuvre privée qui comprend deux parties, la première rédigée à la fin du XII^e siècle, la seconde vers 1220. Voyez édit. Tardif, *Introduction*, p. 65.

(2) Il représente le droit du XIII^e siècle. C'est également l'ouvrage d'un particulier. V. édit. Tardif, *Introduction* sur la date, p. 185-194.

(3) Elle ne fut promulguée qu'en 1583. Jusqu'à cette date le droit du Grand coutumier resta en usage.

(4) Sur la définition du fief de haubert, voyez plus loin.

amène le plus souvent le droit d'aînesse, et un droit d'aînesse très rigoureux. Mais on peut aussi bien la concevoir conciliée avec la plus entière égalité régnant entre les enfants : ainsi lorsque chacun d'eux reçoit un bien impartageable de même valeur. Le droit d'aînesse n'est jamais, en Normandie, qu'une conséquence indirecte ; dans d'autre pays, il est à lui seul une fin que s'est proposée la coutume et à laquelle elle tend par tous les moyens.

Écoutez Basnage : « . . . L'intention principale de la coutume n'a pas été de donner indispensablement un préciput à l'aîné, mais d'empêcher la division des fiefs ; ce qui paraît par l'article 339 où elle communique ce droit de préciput à tous les frères . . . » (1). Et plus loin : « Le préciput que la coutume donne par cet article à l'aîné n'est pas un préciput et un avant-part, comme en la coutume de Paris, c'est sa part héréditaire et en prenant ce préciput il est tenu d'abandonner à ses frères le reste de la succession, et c'est pourquoi il contribue aux dettes *pro modo emolumenti* (2). »

Le passage suivant surtout est significatif : « cette sorte de préciput n'est pas un droit de la primogéniture mais . . . un moyen pour empêcher la division des fiefs (3). »

(1) Basnage, *Commentaire sur la coutume de Normandie*, édit. de 1694, p. 508, sur l'art. 337.

(2) Basnage, p. 511, sur le même article.

(3) Basnage, sur l'art. 340, p. 516.

Il est permis de penser que la coutume de Normandie reflète le mieux le droit primitif qui édictait seulement l'indivisibilité des terres pour assurer le service militaire féodal, tandis que les autres coutumes ont sacrifié davantage aux préoccupations nobiliaires postérieures qui voulaient un aîné pour le maintien des familles et la splendeur du nom, selon les expressions des commentateurs.

Prenons maintenant le système dans ses détails. Le Grand coutumier pose bien, à notre avis, le principe du partage égal même entre nobles, quand il dit : « *Principales [heredes] sunt inter quos hereditas divisionem sustinet principalem, videlicet qui egaalem debent habere portionem, ut fratres et hujusmodi* (1). » Il est si peu dans son intention d'avantager l'aîné, que remettant au plus jeune des enfants le soin de faire le partage et les lots, il prévoit et réprime sévèrement l'entente frauduleuse de ces deux enfants, afin d'attribuer à l'aîné « *ad quem prima pertinet electio* » une part plus avantageuse (2).

Mais en regard de cette règle, les trois grands monuments du droit normand, le Très ancien coutumier, le Grand coutumier, la coutume réformée viennent successivement, comme nous l'avons dit, édicter l'indivisibilité de certaines terres qui, le plus souvent, fera échec à l'égalité entre les enfants. Sont impartageables dans le Très ancien coutumier : le fief de haubert, la sergenterie

(1) Chap. 24, § 3, p. 80, édit. Tardif.

(2) Chap. 24, § 7, p. 81, édit. Tardif.

qui relève directement du duc et la baronnie. Peuvent être divisés, au contraire, les vavassories, les tenures roturières et les biens en bourgage (1). Ces biens partageables s'appelaient les eschaettes. Le Grand coutumier ajoute à cette énumération dans la première catégorie de biens, les comtés ; et dans la seconde, les francs alleux et les bordages (2). Le même droit subsiste dans la coutume réformée.

Le fief de haubert (*feodum loricæ*) est le fief noble ordinaire ou fief proprement dit (3). C'est le fief du chevalier desservi par pleines armes (par le cheval, le haubert, l'écu, l'épée, le heaume, comme le dit le Grand coutumier au chapitre de simple querelle personnelle). Les sergenteries (4), d'après M. Planiol (5), sont les fiefs en l'air, les offices inféodés, les fiefs sans fonds ni glèbe. Quant aux baronnies, ce sont des fiefs supérieurs qui, avec les comtés, représentent les fiefs de dignité ou fiefs titrés (6). Elles relevaient directement du duc de Normandie et comprenaient au moins quatre

(1) Très ancien coutumier, chap. 8, § 5, p. 9, édit. Tardif.

(2) Grand coutumier, chap. 24, § 1, p. 79 et 80, édit. Tardif.

(3) En Normandie comme en Bretagne, l'expression de fief n'était pas réservée aux terres nobles ; elle s'étendait à toute tenure.

(4) V. également sur les sergenteries, Marnier, *Etablissements de Normandie*, p. 158, sentence de l'échiquier de Normandie, à Caen, et Grand coutumier, chap. 94, § 3, *in fine*, p. 226, édit. Tardif.

(5) L'Assise au comte Geffroi, n° 33, *Revue historique*, année 1887, p. 155.

(6) Terrien, p. 171, *Commentaire sur la coutume de Normandie*, édit. de 1578.

fiefs de haubert (1). Parmi les vavassories, certaines n'étaient assujetties à aucun service vilain. Elles étaient dites nobles et franches vavassories et également impartables (2). Le bordage était une tenure inférieure tenant le milieu entre la tenure vilaine et la tenure servile. Les bourgages étaient des biens situés dans les villes ou les faubourgs en dépendant (3).

Donc le plus jeune faisant les lots ne pourra démembrer aucun des biens indivisibles énumérés plus haut (4), et c'est par cette règle seule (5) que nous arriverons à un droit d'ainesse qui pourra même paraître exorbitant.

A l'ainé appartient le droit de choisir le premier un lot et de prendre pour sa part tel fief ou terre noble que bon lui semble (6). Et même, s'il n'y a pour composer

(1) Terrien, p. 184. Comp. Planiol, *l'Assise*, n° 29, p. 151.

(2) Terrien, p. 172 et 201. Voyez aussi Bérault, *Commentaire sur la coutume de Normandie*, édit. de 1614 sur l'art. 100, p. 112. Comparez, Glasson. *Le droit de succession au moyen âge*, p. 22 *in fine* et 23.

(3) Voyez sur les bordages et bourgages, Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. 4, p. 418. Et sur le bourgage : R. Génestal, *La tenure en bourgage dans les pays régis par la coutume de Normandie*, chez Rousseau, Paris, 1900.

(4) « *Postnatus ergo debet ita facere portiones quod feoda lorica vel alia, que custodiam retinent, non dividat...* » Grand coutumier, chap. 4, § 24, p. 80, édit. Tardif.

(5) A l'ainé restera bien la propriété du manoir avec sa clôture et le jardin (Grand coutumier, chap. 24, § 5, édit. Tardif, p. 81. V. également Terrien, p. 203). Mais ce n'est qu'un préciput illusoire, puisque l'ainé est tenu d'en rembourser la valeur. Comparez coutume de 1583, art. 356, V. Bérault, sur cet article, p. 456.

(6) Grand coutumier, ch. 34, édit. Tardif, p. 112. La coutume de 1583 s'exprime improprement quand elle dit que l'ainé prend par préciput. V. art. 337.

toute la succession qu'un seul héritage impartageable, l'aîné l'aura cependant intégralement. Mais il devra alors assurer selon ses facultés des aliments à ses frères puînés (1). La coutume de 1583 détermine le montant de cette pension alimentaire et la fixe au tiers en usufruit (2). L'aîné devait en outre assurer le mariage de ses sœurs et leur fournir une dot ; c'est un point sur lequel nous reviendrons.

S'ils sont trois frères et qu'il n'y ait que deux fiefs dans la succession, le premier puîné supporte seul la charge de l'entretien du second (3). Cependant Basnage est d'avis contraire et prétend que « c'est l'opinion la plus commune » (4).

S'il y a des eschaettes (5), c'est-à-dire des biens susceptibles de division, et un bien qui, au contraire, la

(1) Très ancien coutumier, ch. 8, § 4. « Et si escaetas nunquam habuerint, et solum feodum lorice vel dimidium quod partitum fuerit ante hanc constitutionem, habuerint quod partiri non potest, illud remanet fratri primogenito, qui ceteris fratribus pro posse rationabiliter necessaria ministrabit, donec eis assignaverit victualia, vel in maritagio maritans, vel in servicio, vel in aliquo modo proventis vel provectis ». Edit. Tardif, p. 9 ; comparez, ch. LXXXIII, § 6, p. 92, édit. Tardif.

Il faut remarquer les mots quod partitum fuerit ante... » etc. d'où l'on pourrait induire qu'en Normandie comme en Bretagne il y eut une Assise interdisant le démembrement de certains fiefs.

(2) Art. 346.

(3) Marnier, *Etablissements de Normandie*, «..... trøvera donc li maains al plus jeune son vivre... » p. 94 ; comparez Bérault, *op. cit.*, p. 446.

(4) *Op. cit.*, p. 523.

(5) « L'en appelle eschaettes, les heritages et rentes non nobles qui sont de la succession des predecesseurs » ; Terrien, *op. cit.*, p. 206 ; Adde ; Bérault, sur l'art. 335, *op. cit.*, p. 435.

repousse comme un fief de baubert, l'aîné prendra encore seul ce dernier, et ses autres frères partageront également entre eux le reste de la succession (1). Ce n'est, du reste, qu'une faculté pour l'aîné. Il peut, s'il le préfère, en délaissant le fief, demander dans les biens partageables une part équivalente. Le fief ne sera pas divisé pour cela, il passera aux mains d'un autre frère (2). Mais l'aîné ne pourrait enlever aux puînés leur part d'eschaettes en les récompensant d'une somme d'argent (3).

Si maintenant, au lieu d'un seul bien impartageable, la succession en comporte plusieurs, l'aîné n'en peut toutefois prendre qu'un ; les autres seront choisis successivement par les puînés en suivant le rang d'âge. Les eschaettes seront partagées également entre les enfants qui n'auront eu aucun fief noble (4). S'il y a plus de fiefs que d'enfants, lorsque chaque successible aura un fief, l'aîné recommencera à choisir, puis le plus âgé des puînés et ainsi de suite (5).

Le droit que nous venons d'exposer se rencontre, en

(1) Grand coutumier, ch. 24, § 13, p. 83. édit. Tardif. Nouv. cout., art. 337, 338.

(2) Très ancien coutumier, ch. 8, §§ 2 et 3, édit. Tardif, p. 8 ; comparez, chap. LXXXIII, § 4, p. 92 ; Nouv. cout., art. 337 et 342.

(3) Marnier, *Etablissements de Normandie*, p. 24, De partie de freres.

(4) Très ancien coutumier, ch. LXXXIII, § 5, p. 92, édit. Tardif. Nouv. cout., art. 339, 340.

(5) Marnier, *op. cit.*, p. 93 et 94.

principe, au profit de l'ainé aussi bien dans la succession maternelle que dans la succession paternelle (1). Il y a cependant une exception. D'après l'article 347 de la coutume de 1583, « les successions paternelles et maternelles étant escheues auparavant que l'aisné ait judiciairement déclaré qu'il opte par préciput un fief, ou gagé partage à ses frères en celle qui premièrement étoit escheue, elles sont confuses et réputées pour une seule succession : tellement que l'aisné n'a qu'un préciput en toutes les deux » (2). Cette disposition montre une fois de plus le véritable esprit de la coutume de Normandie qui ne recherche pas les occasions de concentrer les biens dans la main de l'ainé (3).

L'ainé avait encore quelques autres prérogatives. Ainsi il était seul saisi des biens du défunt, et les puînés devaient s'adresser à lui pour avoir partage. Jusqu'à leur

(1) Nouv. cout., art. 337.

(2) Terrien nous parle déjà longuement de cette règle ; il cite un arrêt de 1507 qui la consacre. V. *op. cit.*, p. 204. L'article 347 s'applique même lorsque l'ainé est mineur. Le tuteur doit choisir un fief par préciput et « faute de le faire dans temps deu, doit répondre de tous dommages et intérêts à son pupille », art. 349. V. également, art. 348.

(3) D'autres coutumes décidaient qu'en toute hypothèse l'ainé n'avait droit qu'à un préciput pour les deux successions paternelle et maternelle. V. notamment, Orléans (anc., art. 27, nouv., art. 97) ; Montargis (ch. 1^{er}, art. 24) ; Dreux, art. 3 ; Auxerre (nouv., art. 559) ; Bar, art. 115 ; Bourbonnais (anc., ch. 12, art. 12, nouv., art. 301) ; Marche, art. 215. En Nivernais, le droit d'ainesse était pris dans la succession du père (ch. 35, art. 2). Tous les textes précités, à l'encontre du droit normand conservent au mot préciput son sens naturel de portion prélevée avant partage.

demande, il faisait les fruits siens (1). On remettait aussi à l'aîné la garde des parts des puînés absents jusqu'à ce qu'ils vinssent les réclamer ou que leur mort fût prouvée (2).

Nous n'avons jusqu'à présent opposé les droits de l'aîné qu'à ceux des puînés mâles ; nous devons dire un mot maintenant de la condition des filles puînées. Elles n'avaient droit, en principe, qu'à une dot.

Le Très ancien coutumier ne prévoit que le cas où le défunt a laissé un seul fils et une ou plusieurs filles. L'aîné est tenu de fournir à chacune de ses sœurs une dot, un *maritagium*, en pleine propriété et en rapport avec la condition sociale de la famille et sa fortune. Du reste, il pourra constituer un *maritagium* en tels biens qu'il voudra (3). Lorsque la sœur vient en âge d'être mariée et qu'elle somme son aîné de lui fournir son *maritagium*, il est accordé au frère un délai d'un an et d'un jour « *in quo spacio debet ei providere de viro, secundum conditionem suam et tenementum* ». L'aîné est tenu de pourvoir à l'entretien de sa sœur durant ce délai et, à son expiration, s'il n'a pas satisfait à l'obligation de la marier, il est tenu de lui donner sa part de succession

(1) Voyez Grand coutumier, chap. 34, § 1, édit. Tardif, p. 112 et Terrien, *op. cit.*, p. 203 ; Coutume de 1583, art. 351 et 237. Cette prérogative n'était plus accordée en ligne collatérale. V. Bérault, *op. cit.*, sur l'art. 350, p. 449 ; Basnage, sur l'art. 237, p. 367 et suiv.

(2) Grand coutumier, chap. 34, § 2, édit. Tardif, p. 113 ; Coutume de 1583, art. 355.

(3) Très ancien coutumier, chap. X, § 1, édit. Tardif, p. 10.

qui est fixée au tiers. S'il y a plusieurs sœurs, elles ne peuvent cependant avoir toutes ensemble plus du tiers (1).

Le Grand coutumier et la coutume réformée suivent le même droit. Ils placent seulement plusieurs frères en face des sœurs. Aussi le mâle aîné ne sera-t-il pas seul tenu du maritagium et de l'entretien de la fille pendant la garde d'an et jour. Ces charges seront supportées par chacun au prorata de son émolument. Le maritagium peut toujours être donné en meubles ou en héritages, à la volonté des mâles. A défaut par les frères de marier les sœurs, elles font nombre avec les puînés et partagent avec ceux-ci également, toujours sous cette réserve qu'elles ne peuvent avoir toutes ensemble plus du tiers de la succession. En outre, elles « se contenteront des rotures, si aucunes y en a, et des autres biens qu'ils leur pourront bailler, revenans à la valeur de ce qui leur pourrait appartenir » (2).

§ 2. — En ligne collatérale.

Le droit d'aînesse subsiste en ligne collatérale. Déjà les *Etablissements de Normandie* nous apprennent qu'à

(1) Chap. LXXX, § 3, p. 84, édit. Tardif. V. également chap. XIII, § 1-3.

(2) V. Grand coutumier, édit. Tardif, chap. 24, § 14-19, chap. 29, § 4, chap. 100, § 11-15 ; Coutume de 1583, art. 249-271, art. 357 et suiv. Règlement de 1666, art. 47 et suiv. ; Glasson, *Le droit d'aînesse au moyen âge*, p. 28. Le Poittevin, *Les droits de la fille ou du mariage avenant dans la coutume de Normandie*, Paris, Larose, 1889.

la mort de l'aîné, c'est le plus âgé des puînés qui recueille le fief de haubert, les autres frères se partageant les eschaettes (1) : le Grand coutumier appelle également le frère aîné à défaut d'héritier en ligne directe (2). Dans la coutume de 1583, le principe n'est pas posé dans un article précis ; il faut le dégager de plusieurs dispositions. L'article 240 qui envisage la fille représentant son père déclare qu'elle « a pareil droit de prerogative d'ainéessse que son pere eust eu, et en ligne collaterale aussi, pour le regard de la succession ancienne ». Le droit d'ainesse se trouve ainsi directement consacré. Sa délimitation est faite par les articles 318 et 319. L'aîné prélèvera sur les propres nobles, un fief. A défaut, de propres, il exercera son droit de préciput sur les acquêts, s'ils comportent des biens nobles (3).

La coutume édicte certaines règles particulières aux successions collatérales de frère à frère. L'aîné, en principe, est exclu de la succession du puîné. Sont seuls héritiers les autres frères puînés ou leurs représentants (4). Toutefois l'aîné est appelé dans le cas exceptionnel suivant : lorsque dans le patrimoine du *de cujus* se trouve un bien noble provenant de la succession du

(1) Marnier, *Etablissements de Normandie*, p. 90.

(2) Edit. Tardif, chap. 23, § 6.

(3) C'est ainsi que nous croyons devoir entendre l'article 318 combiné avec l'article 319. De cet article, sans doute un peu obscur, Basnage donne deux explications moins compréhensibles encore. *V. op. cit.*, p. 479.

(4) Coutume de 1583, art. 344.

père échu au puîné lors du partage de celle-ci, sans avoir été choisi par préciput, l'aîné a le droit de recueillir ce bien (1).

On revenait au droit commun lorsque le puîné mourait avant que le partage ne fût fait. L'aîné prenait alors deux préciputs : un de son chef, et un autre pour en avoir trouvé le droit dans la succession de son frère prédécédé (2). La même solution était donnée par la coutume dans l'hypothèse inverse où l'aîné mourait le premier ; le second fils a les mêmes avantages (3).

Au sujet de la succession collatérale, on rencontre une disposition tout à fait originale dans les *Etablissements de Normandie* (4). Si le puîné meurt sans laisser de descendance directe, sa succession ne va pas à son frère aîné dans tous les cas. Le frère aîné a-t-il reçu l'hommage du puîné à raison de la terre que celui-ci possédait, il ne pourra pas être son héritier. La terre reviendra à l'autre plus proche parent. M. Glasson (5) et M. Planiol (6) ont donné l'explication de cette règle que nous retrouverons en Bretagne et en Flandre. Elle est fondée sur une ancienne règle du droit féodal anglais

(1) Coutume de 1583, art. 342.

(2) Coutume de 1583, art. 343.

(3) Coutume de 1583, art. 344.

(4) Marnier, *Etablissements*, p. 28, chap. de terre donée. Ce chapitre ne se retrouve pas en latin dans le Très ancien coutumier.

(5) *Le droit de succession au moyen âge*, p. 35.

(6) *L'Assise au comte Geffroi*, n° 65 et suiv., *N. R. H.*, année 1887, p. 677 et suiv.

qui porte qu'on ne peut être seigneur et héritier présumptif de la même terre.

SECTION II. — Droit d'ainesse entre filles.

Quand le défunt n'avait laissé que des filles, suivait-on le même régime que pour les mâles ? La plus âgée des sœurs pouvait-elle choisir la première un bien noble ? Dans certaines coutumes, identité de droits existait entre les aînés de sexe différent (en Bretagne, par exemple, ou dans le groupe angevin), mais, en Normandie, nous ne relevons en faveur de la fille aînée que le droit de prendre le principal manoir. Tout le reste de la succession, sans exception, était partagé également (1). « Les sœurs quand elles sont héritières, dit la coutume de 1583, peuvent partager tous fiefs de haubert jusques à huit parties, si autrement les partages ne peuvent être faits (2). »

Il n'était pas permis à l'aînée, pour garder le fief entier entre ses mains, de donner à ses sœurs leurs parts en deniers (3).

Quand les filles avaient ainsi divisé un bien noble, les puînées tenaient leurs parts de l'aînée en parage (4). Nous dirons plus tard ce qu'on entendait par là.

(1) Très ancien coutumier, chap. 9, § 1 ; Grand coutumier, chap. 14, § 21 ; coutume de 1583, art. 272.

(2) Coutume de 1583, art. 360, cf. art. 336.

(3) Basnage, *op. cit.*, p. 533.

(4) Coutume de 1583, art. 127. Terrien, *op. cit.*, p. 179.

SECTION III. — Du droit d'aînesse dans le bailliage de Caux.

§ 1. — En ligne directe.

La coutume de Normandie de 1583 contient un chapitre spécialement réservé aux règles particulières suivies en matière de succession et de droit d'aînesse dans le bailliage de Caux (1). Ces règles étaient du reste très anciennes ; on considère même qu'elles sont plus rapprochées que la coutume générale du droit primitif. Toutefois le Très ancien coutumier et le Grand coutumier n'en parlent pas.

La caractéristique du système cauchois, tout au moins dans la coutume de 1583, est la faculté qu'ont le père et la mère, en général tous les ascendants, de régler par une disposition expresse quel sera le montant des droits de leurs enfants puînés. La portion maxima que les ascendants peuvent, pour ce, distraire de leur patrimoine est fixée au tiers des immeubles, déduit toutefois le préciput de l'aîné comprenant le manoir et son pourpris. Ce tiers peut être donné à tous les puînés ensemble, à un seul ou à plusieurs d'entre eux par donation ou legs. Le ou les puînés donataires du tiers devront fournir la provision à vie des autres puînés et contribuer avec

(1) Le pays de Caux formait le littoral de la Manche entre la Seine et la Bresle.

l'aîné aux dettes et à la dot des filles, au prorata de ce qu'ils recueillent de la succession (1).

En principe, la donation du tiers des biens situés au pays de Caux faite aux cadets, ne les excluait pas de prendre part aux biens situés en bourgage ou dans des lieux régis par la coutume générale. Mais le père pouvait, dans sa disposition, décider le contraire (2).

Si les parents décédaient sans avoir usé de la faculté de disposer que leur accordait la coutume, leur succession se partageait de la façon suivante : à l'aîné revenaient le préciput et les deux tiers du reste des immeubles, aux puînés, l'autre tiers en propriété (3), non, à vrai dire, d'une façon incommutable, car ce tiers, rotures et fiefs, pouvait être racheté par l'aîné pendant une année après la mort du père ou pendant l'année qui suivait sa majorité, s'il était mineur lors du décès (4).

(1) Art. 279.

(2) Art. 280.

(3) Art. 295. Le préciput en Caux ne ressemble en rien à celui de la coutume générale. Ce dernier constitue la part de l'aîné : ce n'est pas à proprement parler un préciput. Dans le pays de Caux, il conserve bien le caractère de bien prélevé hors part.

En outre, il est acquis de plein droit à l'aîné à la mort de son ascendant. Aussi les créanciers subrogés à ses droits peuvent-ils saisir ce préciput, ce qui ne leur est permis d'après la coutume générale que si l'aîné a passé une déclaration expresse d'acceptation.

La confusion de successions avec l'effet spécial qui s'y attache au regard du préciput d'après l'article 347 n'est pas à craindre en Caux. V. sur ces points, Basnage, *op. cit.*, p. 446.

(4) Art. 296.

S'il n'y a qu'un fief pour tout bien, l'aîné peut le prendre, comme d'après la coutume générale, et les puînés n'auront plus alors droit qu'au tiers en usufruit (1).

La condition des puînés, telle qu'elle dérivait de ces règles était fort dure, mais ne pouvait guère être rendue meilleure par l'usage qu'auraient fait les ascendants de la faculté de disposer, accordée par la coutume. Il n'y a qu'un seul cas, dit Basnage, où la disposition du père peut être utile aux puînés et désavantageuse à l'aîné, savoir : lorsque tous les puînés sont compris dans la disposition, qu'il leur donne le tiers entier, et qu'il ordonne que la portion d'un puîné mourant sans enfants, accroîtra aux autres puînés, sans que l'aîné y prenne part » (2).

Ajoutons que, d'après l'article 58 du Règlement de 1666, les puînés donataires sont à l'abri du retrait prévu par l'article 296 de la coutume générale et dont nous avons déjà parlé.

Mais, d'une façon générale, les père et mère se servaient du droit que leur conférait la coutume, bien plus contre les puînés que dans leur intérêt (3). Aussi bien les puînés pouvaient-ils renoncer au don qui leur avait été fait (4) ; ils devaient alors se contenter d'une provi-

(1) Art. 302.

(2) Basnage, *op. cit.*, sur l'art. 288, p. 455. V. également art. 282.

(3) Basnage, *op. cit.*, p. 455.

(4) Art. 288.

sion, qui « n'est que la troisième partie en l'usufruit des héritages » (1). La part des puînés n'est pas une rente viagère ; ils ont droit à la jouissance, en nature, de biens de la succession ; ils ne peuvent contraindre leur aîné à diviser les fiefs, « mais se contenteront de rotures et de tous autres biens qu'il leur pourra bailler » (2).

Au lieu de prendre provision sur les biens situés en Caux, les puînés peuvent, si la succession comporte des biens situés en d'autres lieux régis par la coutume générale, demander leur part de ces mêmes biens. C'est pour eux un choix à faire, ils ne peuvent cumuler la provision en Caux avec le partage en Caux « encore que le partage fust pris en bourgage » (3). Cette disposition, très rigoureuse, ne s'applique que dans cette seule hypothèse que nous envisageons pour l'instant où les puînés refusent la donation de leur ascendant (4). Nous avons vu l'article 280 l'écarter absolument au profit des puînés qui acceptent. Nous verrons également en ligne collatérale tous les frères prendre part en Caux et hors Caux.

Quant à l'aîné, pour avoir revendiqué en Caux les privilèges que nous venons d'étudier, il ne perd pas le droit à un préciput hors Caux, selon la coutume géné-

(1) Art. 290.

(2) Art. 292.

(3) Art. 293 et 294.

(4) Basnage, *op. cit.*, p. 460.

rale (1). Il se trouve, une fois de plus favorisé, lorsqu'il s'agit de supporter la charge de la dot des sœurs ; la coutume décide, en effet, que le mariage sera d'abord pris sur les meubles qui, en principe, doivent être partagés également (2). Ce n'est qu'au cas où les meubles sont insuffisants, que les frères doivent contribuer à raison de leur émolument (3). Pour qu'on puisse faire l'application de cet article spécial à la coutume de Caux, il faut que le père soit décédé en son ressort, les meubles suivant la loi du domicile (4). Les frères puînés doivent encore leur part de la nourriture et de l'entretien des sœurs quand elles restent sous la garde de l'aîné jusqu'à leur mariage (5).

§ 2. — En ligne collatérale.

Si nous passons à la ligne collatérale, nous trouvons l'aîné encore plus favorisé. Il emporte, en effet, tous les propres (6), sauf naturellement ceux situés en bourgage qui se partagent également d'après l'article 270. Mais quand il s'agit de la succession d'un frère, au lieu d'avoir la totalité des propres, l'aîné n'a plus que les deux tiers, l'autre revenant aux puînés (7). Ceux-ci ne seront

(1) Art. 293. V. également art. 63 du Règlement de 1666.

(2) Art. 297.

(3) V. également sur la dot des filles, art. 56 et 57 du Règlement.

(4) Basnage, *op. cit.*, sur l'art. 297, p. 458.

(5) Art. 299.

(6) Art. 303, coutume. Cf. art. 61, Règlement.

(7) Art. 300, coutume. Cf. art. 59, Règlement.

pas exclus de prendre part, en outre, aux biens hors Caux (1). S'il n'y a qu'un fief noble dans la succession, les puînés ne pourront en demander le tiers qu'en usufruit (2).

A la mort du frère aîné, le plus âgé après lui entre dans le droit d'ainesse et prend dans sa succession tous les propres. Ses droits se trouvent ainsi plus étendus que ceux de l'aîné primitif qui, dans les successions de frère à frère, devait laisser un tiers à ses cadets (3).

Pour les conquêts, on applique, les principes de la coutume générale. S'il n'y a qu'un fief, l'aîné peut le prendre par préciput. S'il y en a plusieurs, les frères les partagent (4). Le frère aîné ne tirait pas un nouvel avantage de la façon dont les dettes étaient réparties ; car, au pays de Caux comme d'après la coutume générale, elles étaient acquittées par les héritiers au prorata de ce qu'ils recueillaient de la succession (5).

Cette coutume de Caux était fort dure pour les puînés : au témoignage de Basnage, elle était néanmoins exactement observée (6). Elle s'étendait aussi en dehors du bailliage de Caux ; on la rencontrait en plusieurs lieux de la vicomté de Rouen, et même dans la banlieue de

(1) Art. 301, coutume.

(2) Art. 302, coutume.

(3) Art. 61 du Règlement.

(4) Art. 322, coutume.

(5) Art. 56, 57 du Règlement ; Basnage, *op. cit.*, p. 447 et 511. Bérault, *op. cit.*, p. 398.

(6) *Op. cit.*, sur l'art. 290, p. 455.

la ville » (1). Comme nous l'avons dit, le Grand coutumier n'en parle pas ; mais Terrien, dans son *Commentaire sur la coutume de Normandie*, cite et développe un passage d'un style de procéder qui l'expose (2). Cet usage n'était pas à son époque, absolument tel que nous venons de le décrire d'après la coutume réformée. La différence essentielle était que si l'ascendant mourait *ab intestat*, les puînés n'avaient droit qu'à un usufruit fixé au tiers, des immeubles, en Caux (3). D'autre part, si les sœurs demandaient à venir comme héritières devant le refus ou la négligence qu'apportait leur aîné à les marier, les puînés, frères et sœurs, n'avaient droit à eux tous qu'au tiers : « c'est à savoir les freres [puisnez à vie, et les sœurs à l'héritage » (4). Dans tous les cas enfin, les puînés n'avaient que l'option entre l'usufruit sur les biens de Caux ou une part des biens situés en bourgage ou régis par la coutume générale, s'il se rencontrait de ces derniers dans la succession (5). Le père était libre de disposer d'un tiers de son héritage en faveur de ses cadets ; il pouvait changer leur usufruit en une propriété pleine et entière (6).

Toutes ces règles furent trouvées bien sévères par

(1) Basnage, *op. cit.*, p. 445.

(2) Terrien, *op. cit.*, p. 196. Sur la coutume de Caux, on peut voir une décision de l'Echiquier rendue à Rouen en 1242, rapportée par Marnier dans ses *Etablissements*, p. 191.

(3) Terrien, p. 209.

(4) Terrien, p. 209.

(5) Terrien, *op. cit.*, p. 210 et 211.

(6) *Id.*, p. 212.

les réformateurs de 1583, et ils proposèrent aux représentants cauchois d'apporter un peu plus de justice dans leur système successoral. Mais ceux-ci refusèrent absolument d'admettre entre les enfants l'égalité proclamée, en principe, par la coutume générale. Ils accordèrent que les puînés succédassent *ab intestat*, au tiers, en propriété, et non plus seulement en usufruit. Mais se réservant la faculté de disposer de ce même tiers au profit de tel puîné qu'il leur plairait, ils rendaient, comme nous l'avons vu, la réforme sans portée (1).

(1) Voyez Bérault, *op. cit.* p. 396.

CHAPITRE III

LE DROIT D'AINESSE DANS LES PROVINCES DU NORD.

Observant l'ordre suivant lequel nous nous sommes proposé d'étudier les diverses coutumes, ordre qui doit nous mener des plus favorables aux aînés à celles qui consacrent l'égalité des enfants, nous allons maintenant examiner les usages en vigueur dans le Nord de la France, en Flandre, dans l'Artois et la Picardie.

La Normandie, nous venons de le voir, avait un système n'admettant pas la divisibilité du fief. En outre, au bailliage de Caux, la coutume n'admettait pas plus que les puînés pussent réclamer la jouissance du fief lui-même. Leur usufruit du tiers, était assis, au gré de l'aîné, sur des « rotures, et tous autres biens » (1).

Un groupe des coutumes du Nord consacre bien encore l'indivisibilité du fief, mais permet aux puînés d'en jouir en nature. L'aîné devra leur abandonner, leur vie durant, une partie du fief lui-même. L'autre groupe, plus important, fait un pas de plus vers l'amélioration du sort des cadets et leur assure une part en propriété. Cette notable différence de système peut exister d'une rédaction à l'autre de l'usage d'un même pays.

(1) Voyez coutume de Normandie, 1583, art. 292.

Du reste toutes ces coutumes, ou à peu près, se retrouvaient semblables, si l'on considère quelle quotité de propriété pleine et entière, déchargée de tout usufruit, elles réservaient à l'aîné. Celui-ci avait toujours les quatre cinquièmes des fiefs dans ces conditions. Le restant, le quint, était suivant la distinction posée plus haut, tantôt « à viage », tantôt « hérédital ». Pour plus de commodité, nous n'emploierons dorénavant que les expressions coutumes de quint viager, coutumes de quint hérédital, puisque nous avons précisé les principes opposés qu'elles représentent.

Nous venons de dire que les quatre cinquièmes étaient assurés à l'aîné dans toutes les coutumes ou à peu près. En effet, en Flandre, le droit d'ainesse était quelquefois établi sur d'autres bases. Nous allons aborder immédiatement l'étude de cette province, pour revenir ensuite à celles consacrant exclusivement le système du quint (1).

(1) Nous rappellerons que le droit d'ainesse est la caractéristique de la succession aux fiefs. En principe, les rotures et meubles se divisent également entre les enfants. Nous ne reviendrons pas, à propos de chaque coutume, sur cette règle que nous connaissons déjà. Nous ne nous occuperons de ces biens que lorsqu'ils suivront par exception, les mêmes règles de partage que les biens nobles.

SECTION I. — Flandre.

§ 1. — Système du tiercement.

Dans le Nord de la Flandre, à Bergues Saint-Winoc (1), l'aîné avait les deux tiers du fief (2); l'autre tiers revenait au second fils pourvu qu'il renonçât au profit de l'aîné à tous les autres biens immeubles ou catels (3). Il tenait sa part de l'aîné si celui-ci était justicier, sinon du seigneur principal (4). Le second fils devait, en outre, abandonner au troisième le tiers de sa part de fief, dans les conditions que nous venons d'indiquer pour le fils aîné (5). Du reste, on ne pouvait « tiercer plus avant », et le tiercement n'avait lieu que dans la succession du père et de la mère (6). En ligne collatérale, l'aîné prend la totalité (7).

A défaut de mâles, toutes ces règles s'appliquaient entre filles (8).

(1) V. coutume de la cour féodale de Bergues-Saint-Winoc, promulguée en 1617 par Albert, Archiduc d'Autriche, comte de Flandre, dans Bourdot de Richebourg, t. 1, p. 562.

(2) Rubrique, VIII, art. 1.

(3) Le catel ou châtel est un meuble fictif ou mieux quelque chose d'intermédiaire entre le meuble et l'immeuble. C'est un immeuble non frugifère, exemples : un arbre non greffé, un bâtiment léger qu'on peut aisément détacher d'un fonds. V. Henri Beaune, *De la condition des biens*, p. 17 et suiv.

(4) Rubrique VIII, art. 1.

(5) Rubrique VIII, art. 2.

(6) Rubrique VIII, art. 3.

(7) Rubrique VIII, art. 4.

(8) Rubrique VIII, art. 1 et 4.

Cette coutume est ancienne. On la trouve décrite par Bouteiller dans sa *Somme rurale*: « Et en la comté de Flandre n'y a que tiercement de fief pour les maisnez enfans...et ainsi le peuvent relever et tenir de leur frere aîné, ou du seigneur de qui le fief est tenu... De ce tiers escliché à part l'aîné des maisnez en peut pour luy retenir les deux parts, et l'autre tierce bailler à ses frères et sœurs maisnez de luy, et ce droict a-il pour la raison de son aisneté, qu'il a après son aîné frere qui a le gros dudit fief (1) ». Elle existait encore, mais légèrement modifiée à l'époque où écrivait l'auteur du *Coutumier de Vermandois du XV^e siècle*. De la part revenant aux puînés, le plus âgé d'entre eux ne prenait plus qu'un tiers et non pas les deux tiers. Le principe des parts dégressives se retrouve bien, mais la quotité n'est plus la même, D'après l'auteur du coutumier, certains même discutaient le principe et tenaient pour le partage égal du tiers de la succession entre tous les puînés (2).

§ 2. — Système lillois.

A. En ligne directe. — A Lille et à Cambrai, nous sommes en présence d'un système où le droit d'aînesse n'est pas toujours très sévère. Lorsqu'il se rencontre

(1) Livre I, titre 79, édit. de Charondas-le-Caron de 1611, p. 469 et 470. On sait que cet ouvrage date de la fin du XIV^e siècle.

(2) V. Coutumier de Vermandois du XV^e siècle publié par M. Beaupré, § 168.

plusieurs fiefs dans la succession, les règles de partage ressemblent à celles de la coutume générale de Normandie. L'aîné choisit le premier, et chaque enfant mâle a le même droit ensuite, par rang d'âge. S'il a y plus de fiefs que de fils, ceux-ci recommencent leur choix dans le même ordre (1).

L'aîné est-il le seul mâle, encore qu'il y ait plusieurs filles, il emporte tous les fiefs (2) ; et, lorsqu'il n'y a qu'un seul fief, même en présence de puînés mâles, il lui appartient encore (3). Dans ces deux derniers cas, le droit de quint apparaît à Lille.

Voici la règle : les filles, et les fils lorsqu'ils ne seront pas venus en ordre utile pour choisir quelque bien pourront réclamer le cinquième de tous les fiefs (4). D'ailleurs, les puînés mâles ont le droit de refuser les fiefs qui se présentent à leur choix pour s'en tenir au

(1) Coutumes de Lille (1565, publiées en 1567 par Philippe II, roi d'Espagne), dans Bourdot de Richebourg, t. II, p. 894, chap. 2, art. 19 ; coutumes de Cambrai, publiées en 1574 par l'archevêque, duc de Cambrai dans Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 284, titre premier art. 10 et 11.

Du reste, il ne faudrait pas croire que le système normand et le système lillois fussent identiques. En Normandie, le fils qui avait choisi un fief par préciput, que ce fût l'aîné ou un autre à sa suite, était par cela seul rempli de ses droits héréditaires. Il devait abandonner le reste des biens aux autres enfants. En Flandre, la succession aux rotures est absolument indépendante du partage des biens nobles.

(2) Cambrai, t. 1^{er}, art. 19.

(3) Lille, ch. 2, art. 19 ; Cambrai, t. 1^{er}, art. 8.

(4) *Idem*, ch. 3, art. 1.

quint (1). Celui-ci est « heredital » c'est-à-dire donné en pleine propriété. La séparation du quint se fait au moment jugé convenable par l'ainé et aux frais des puînés (2). Mais « un fief ne se doit quintier » qu'une fois tous les quarante ans. La demande judiciaire du quint, l'engagement pris par l'héritier de le fournir ou le fait de donner une somme d'argent aux lieu et place de la terre elle-même, valent à ce point de vue, la division réellement effectuée (3). Les puînés ne sont pas saisis de leur quint (4). Ils relèvent leur part du seigneur : ils peuvent toutefois tenir de l'ainé si celui-ci a en son fief justice de vicomte ou autre supérieure (5). Les enfants qui ont pris le quint ne sont pas réputés héritiers du défunt, ils ne sont pas tenus des dettes (6). Enfin on ne quintait pas les fiefs indifféremment dans toute succession d'ascendant, mais seulement dans celles du père et de la mère.

Dans Bouteiller, nous trouvons le même système à ceci près, que le jurisconsulte de Tournai distingue si les fiefs sont tenus d'un même ou de différents seigneurs. Dans le premier cas, le partage était tel que nous venons de le décrire. Dans le second, l'ensemble des fiefs relevant d'un même seigneur était considéré comme for-

(1) *Idem*, ch. 2, art. 21.

(2) *Idem*, ch. 3, art. 3.

(3) *Idem*, ch. 3, art. 4.

(4) *Idem*, ch. 4, art. 2.

(5) *Idem*, ch. 3, art. 7.

(6) *Idem*, ch. 3, art. 8.

mant une succession particulière, de telle sorte que l'aîné pouvait emporter tout le patrimoine noble du défunt, si chaque terre était tenue d'un seigneur différent (1). L'auteur du *Coutumier de Vermendois* du XV^e siècle, parlant des usages successoraux de « Cambresis, Haynault et Lille » fait la même distinction (2). En outre, d'après Bouteiller, on ne peut quinter un fief qu'une fois en 60 ans. Comme on le voit, le droit d'aînesse s'était atténué dans les coutumes du XVI^e siècle.

B. *En ligne collatérale.* — A Lille et à Cambrai, le droit d'aînesse existait en ligne collatérale. Les acquêts revenaient à l'aîné des collatéraux les plus proches (3); pour les propres, on recherchait l'aîné de côté et ligne, c'est-à-dire l'aîné des parents le plus proche de celui qui avait fait entrer le bien dans la famille (4). Le droit d'aînesse était même plus strict qu'en ligne directe : les puînés ne pouvaient réclamer le quint : tout allait à l'aîné (5). Quant à la succession du puîné mort sans descendance, elle ne parvenait pas cependant, dans tous les cas, à l'aîné. D'après Bouteiller et l'auteur du *Coutumier de Vermendois*, il s'établissait en Flandre à cet égard une distinction que nous avons déjà rencontrée dans les *Établissements de Normandie* et que nous retrouverons dans le droit primitif de la Bretagne. Le

(1) Bouteiller, liv. I, t. 76, p. 446.

(2) *Coutumier de Vermendois* du XV^e siècle, § 165, 166, 167.

(3) Lille, ch. 2, art. 23; Cambrai, t. 1^{er}, art. 16.

(4) *Idem*, ch. 2, art. 22; Cambrai, t. 1^{er}, art. 14, 15.

(5) *Idem*, ch. 3, art. 1 et 4.

puîné a-t-il relevé sa part de fief de son aîné, celui-ci ne pourra pas être son héritier ; on appellera le plus âgé des cadets, une fille même exclura l'aîné. Si l'hommage a été rendu au seigneur principal, on appliquera le droit commun (1).

C. *Entre filles*. — Nos deux coutumes étaient également de celles qui admettaient le droit d'aînesse entre filles. A défaut de mâles, l'aînée avait, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, toutes les prérogatives accordées au fils (2).

SECTION II. — Artois et Picardie.

Dans l'Artois, depuis le moyen âge jusque dans la coutume réformée, nous voyons se continuer sans changement ce principe : à l'aîné, les quatre cinquièmes des fiefs, aux puînés la propriété du restant. On constate le même droit dans cette partie de la Picardie, située au nord de la Canche et qu'on appelait le Boulonnais. En dehors de cette région, la Picardie avait adopté le système du quint viager. Toutefois, à la réformation des coutumes d'Amiens et de Péronne, les puînés devinrent des héritiers. Ainsi, dans le dernier état du droit tout au moins, la concession du quint en propriété

(1) Bouteiller, liv. I, t. 80, p. 472 et 473. Coutumier de Vermandois du XV^e siècle, § 474, 475, 476.

(2) Lille, ch. 2, art. 22 et 23 ; Cambrai, t. 1^{er}, art. 14, 15, 17.

était de beaucoup la règle la plus générale. Reprenons, en détail, ces différents points.

§ 1. — Artois et Boulonnais.

A. *En ligne directe.* — Le *Coutumier d'Artois* du XIV^e siècle (1) décide que l'aîné doit abandonner le cinquième des fiefs aux puînés « et plus ne li pueent demander que le quint » qu'ils partagent également entre eux tous, filles ou mâles (2). D'après Bouteiller, les puînés ne sont pas saisis et l'aîné fait les fruits siens jusqu'à la mise en demeure des autres enfants de leur bailler leur part (3). Le *Coutumier de Vermendois* du XV^e siècle nous apprend enfin que les puînés faisaient directement hommage au seigneur principal (4). Les dettes sont supportées également par chacun des enfants ; les puînés peuvent laisser la charge de les payer à l'aîné en lui abandonnant tous les meubles. Ses autres frères et sœurs resteront tenus néanmoins, en cas d'insuffisance du mobilier, jusqu'à concurrence de leur part du quint (5).

Le *Coutumier d'Artois* contient une disposition relative à la dévolution des baronnies, mais qui n'est que la

(1) Voyez ancien coutumier d'Artois, publié par M. Tardif, sur sa date, *Introduction*, p. 14 et 15.

(2) T. 36, § 2, édit. Tardif, p. 87 ; Cf. *Coutumier de Vermendois* du XV^e siècle, § 158.

(3) Liv. 1^{er}, t. 79, édit de 1611, p. 469.

(4) *Coutumier de Vermendois*, § 169.

(5) Ancien coutumier d'Artois, tit. 36, § 2.

copie littérale d'un paragraphe des *Etablissements de Saint-Louis*. Il est donc permis de douter qu'elle soit l'équivalent d'usages locaux (1). Si ce n'est qu'on n'y retrouve plus cette règle relative au partage des baronies, les coutumes officielles du XVI^e siècle n'apportent aucun changement au droit que nous venons d'exposer. Les puînés, mâles et filles ont toujours à eux tous le quint des fiefs (2), qu'ils divisent par égales portions. Ils ne sont propriétaires de leur part qu'après l'avoir relevée du seigneur auquel ils doivent acquitter chacun même relief que l'aîné pour le fief principal (3). La portion du puîné qui s'abstient accroît à l'aîné seul (4). Et le quint enfin ne s'accorde qu'aux enfants dans la succession de leurs père et mère (5).

La coutume de Boulonnais renforce beaucoup le droit d'ainesse. Elle suit les mêmes règles que la coutume d'Artois en ce qui concerne la quotité attribuée à

(1) « Baronie ne depart mie entre freres, se le peres ne leur a fait partie, mais li ainsnés doit faire avenant bienfait as puisnés, et si doit les filles marier, si eles i sont. » V. t. 11, § 13, p. 45. Comparez *Etablissements de Saint-Louis*, I, 26.

(2) Coutume de 1509, art. 61 ; coutume de 1544, art. 94. Cette dernière coutume fut promulguée par Charles-Quint. L'autre le fut par l'archiduc d'Autriche, comte de Flandre et d'Artois, qui « ne tenoit alors le comté d'Artois qu'en propriété, et non en souveraineté, il en faisait hommage au roi de France, de sorte que dans le tems de cette première rédaction des coutumes d'Artois, en 1509, cette province était encore du ressort du Parlement de Paris ». Bourdot de Richebourg, t. 1, p. 243.

(3) Coutume de 1509, art. 58-60 ; coutume de 1544, art. 101-102.

(4) Coutume de 1509, art. 70 ; coutume de 1544, art. 103.

(5) Coutume de 1509, art. 62 ; coutume de 1544, art. 95.

l'aîné (1), l'accroissement à son profit de la part du renonçant (2), l'exclusion du quintement de toute succession autre que celle des ascendants du premier degré (3). Mais elle décide que le quint sera limité aux frais des puînés (4), que ceux-ci feront hommage à l'aîné en lui payant semblable relief qu'il doit lui-même au seigneur (5). Dans la rédaction de 1550, cette charge n'est imposée qu'aux héritiers des puînés, ceux-ci ne sont tenus que de promettre fidélité « au seigneur des quatre parts » (6). Enfin et surtout, les terres roturières, dont le partage comportait ordinairement l'égalité, allaient, pour les propres du moins, sans restriction à l'aîné (7). Dans la nouvelle coutume, le droit s'est adouci ; l'aîné est tenu d'estimer le quint des propres et d'en remettre la valeur aux puînés qui en feront emploi (8). Quant aux acquêts roturiers, aux meubles et aux dettes, ils se partageaient également (9).

(1) Les coutumes du Boulonnais furent rédigées en 1493 en exécution de lettres patentes de Charles VIII et réformée sous le règne d'Henri II, en 1550. Pour les propres, ancienne coutume, art. 24 et 25, nouvelle coutume, art. 62. Pour les acquêts, ancienne coutume, art. 28, nouvelle coutume, art. 67.

(2) Ancienne coutume, art. 26 ; nouvelle coutume, art. 62.

(3) Nouvelle coutume, art. 63.

(4) Ancienne coutume, art. 24. Dans la nouvelle, à frais communs, art. 62.

(5) Ancienne coutume, art. 25.

(6) Nouvelle coutume, art. 62.

(7) Ancienne coutume, art. 27.

(8) Nouvelle coutume, art. 68. Voyez également le procès-verbal sur le 69^e art. dans Bourdot de Richebourg, liv. 1^{er}, p. 76 et 77.

(9) Ancienne coutume, art. 29 et 30, nouvelle coutume, art. 70.

B. *En ligne collatérale.* — Le droit d'aînesse existe en ligne collatérale aussi bien en Boulonnais qu'en Artois, mais il ne se trouve pas, ici et là, régi par les mêmes règles. La coutume de Boulonnais est beaucoup plus favorable à la concentration des biens dans la main de l'aîné, comme nous l'avons déjà remarqué à propos de la ligne directe.

En Artois, les fiefs vont intégralement à l'aîné ; il n'est pas dû de quint aux puînés (1). Les parents les plus proches dont on appelle le plus âgé à succéder ne sont point les mêmes pour les deux catégories de biens, propres et acquêts, car la coutume d'Artois est une de celles dites de côté et ligne.

En Boulonnais, les mêmes règles se reproduisent absolument pour les fiefs, propres et acquêts. En outre, on applique le même droit aux propres roturiers qui se partagent, au contraire, également en Artois (2). Toutefois, s'il s'agit de la succession d'un frère puîné ou de

(1) Ancienne coutume, art. 66 ; nouvelle coutume, art. 99. Le mâle exclut la femme de pareil degré ; du reste, la représentation n'est pas plus admise qu'en ligne directe (anc., art. 60, nouv., art. 93). Notons comme particularité que si le quint ou portions de quint reviennent à l'aîné comme héritage de son puîné, ils ne se consolident pas au gros du fief, mais « demeurent fiefs nouveaux, comme ils estoient ès mains du puisné, et à pareils droicts, et reliefs » ; ancienne coutume, art. 71, nouvelle coutume, art. 104.

(2) Propres, anc., art. 42, nouv., art. 81 ; Acquêts, anc., art. 43, nouv., art. 82. Toutefois il y a cette différence avec le droit de l'Artois que le mâle n'exclut la femme de pareil degré et son aînée que s'ils sont « tous d'ung ventre ». Comme en Artois, pas de représentation ; anc., art. 38, nouv., art. 75.

l'aîné mort sans descendants, l'aîné ou le plus âgé des survivants ne recueillera intégralement que les propres (1). Les acquêts, meubles et catels se partageront entre les autres frères et sœurs (2).

C. *Entre filles*. — Nos deux coutumes d'Artois et de Boulonnais accordent, à défaut de mâles, à la fille aînée absolument les mêmes droits vis-à-vis de ses sœurs que ceux dont jouit le fils aîné (3). Il n'est pas même fait d'exception pour la ligne collatérale (4).

§ 2. — Ponthieu.

A. *En ligne directe*. — Avec le Ponthieu, nous abordons l'étude d'un droit plus rigoureux encore à l'égard des puînés. Un passage d'un ancien coutumier décide, qu'en cette région, les puînés ne peuvent obtenir qu'un quint à vie ; encore leur est-il interdit de le réclamer, si l'aîné leur fournit une pension alimentaire suffisante (5).

(1) Anc., art. 45, 46, nouv., art. 85.

(2) Anc., art. 47, nouv., art. 85.

(3) Artois, anc., art. 64, nouv., art. 97 ; Boulonnais, anc., art. 24, 27, nouv., art. 65, 69.

(4) Artois, anc., art. 66, nouv., art. 99 ; Boulonnais, anc., art. 42, 45, 46, nouv., art. 81, 85.

(5) Du reste, le texte ajoute que le père avait le droit de leur laisser le quint en pleine propriété : « ... li drois natureux est à maisnez d'avoir vivre sur le terre qui fu leur père ou soutenanche pour vivre à conté d'enfant ; et se li hoirs ne leur veult trouver selonc che qu'il appartient, il ont le quint à vie et ne mie à hyretage, se donné ne leur est. » Coutumier de Picardie du commencement du XIV^e siècle (1300-1323) publié par Marnier, titre 73, p. 63.

Postérieure de deux siècles environ, la coutume officielle (1) nous offre l'exemple d'une dureté sans pareille à l'égard des puînés. A l'aîné appartient toute la succession (2), meubles et immeubles, fiefs et rotures, propres et acquêts, sous la seule déduction d'un quint viager, le quint des immeubles. Il se partage également entre les puînés qui du reste doivent le demander en justice ou l'obtenir du consentement de l'héritier. Jusqu'à là, ils ne sont point saisis et ne peuvent réclamer aucun fruit (3).

B. *En ligne collatérale.* — Le droit d'ainesse en ligne collatérale est, pour le Ponthieu, identique à ce que nous avons vu consacré en Boulonnais. Tous les acquêts ou meubles vont à l'aîné des collatéraux les plus proches (4). Lorsqu'il s'agit de propres, l'héritier doit être parent de celui qui les a fait rentrer dans le patrimoine (5). Entre frères et sœurs, le mâle est toujours l'aîné. Si les collatéraux sont de diverses descendances, le mâle n'exclut pas la femme plus âgée (6).

C. *Entre filles.* — Si la succession advient à des filles à défaut de mâles, le même droit se répète : l'aînée a

(1) Elle est de 1495, « on doit mettre les coutumes de la sénéchaussée de Ponthieu, au nombre de celles qui furent des premières rédigées par écrit en exécution des lettres patentes de Charles VII de 1493. . . . ». Bourdot de Richebourg, t. 1, p. 81). Elles ne furent jamais réformées.

(2) Art. 1.

(3) Art. 59 et 60.

(4) Art. 14.

(5) *Idem.*

(6) Art. 15.

toutes les prérogatives accordées au fils, et ce, en ligne collatérale comme en ligne directe (1).

§ 3. — Amiens et Péronne.

A. *En ligne directe.* — Les anciennes coutumes d'Amiens et de Péronne (2) n'abandonnent pas, comme la précédente, le principe du partage égal pour les autres biens que les fiefs (3), mais ces derniers sont recueillis par l'aîné, lequel ne devra à ses frères et sœurs ensemble qu'un quint viager (4). Les puînés ne sont pas saisis, ils ne jouissent de leur part qu'après l'avoir demandée en justice (5). La coutume d'Amiens laisse aux puînés la charge de relever leur part de quint du seigneur en acquittant les mêmes droits et services que devait le fief entier (6). A Péronne, chaque puîné avait vocation à la totalité du quint : son droit n'était limité que par le droit égal de ses frères et sœurs. Aussi l'usufruit dont était investi un puîné pour sa part ne s'éteignait pas par sa mort, il était réversible sur la tête des survivants ; la nue propriété de chaque portion du quint ne faisait retour à l'aîné qu'après le décès du dernier puîné (7).

(1) Ligne directe, art. 1, ligne collat., art. 15.

(2) Toutes deux rédigées en 1507.

(3) Amiens, anc., art. 38 et 39.

(4) Les puînés jouissaient d'un cinquième de tous les profits féodaux. Toutefois, le droit de chambellage appartenait, à Péronne, exclusivement à l'aîné ; Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 604, col. 1.

(5) Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 604, col. 1 et p. 618, col. 2.

(6) Anc., art. 39.

(7) Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 604, col. 1.

A la réformation, le droit changea. Les deux coutumes, d'un côté, aggravèrent la situation des puînés en attribuant à l'aîné un préciput. Celui-ci comprenait le château ou principal manoir avec ce qui était compris dans son enceinte. Il était prélevé absolument hors part et ne supportait aucune charge de quint (1). A un autre point de vue, la condition des puînés s'améliorait : leur part, au lieu d'être une simple jouissance devenait une pleine propriété. Ils avaient le « quint heredital » des fiefs (2). Toutefois, il ne leur était pas assuré ; à Amiens ainsi qu'à Péronne, l'aîné pouvait le reprendre à ses frères et sœurs en les récompensant d'immeubles roturiers, ou si la succession n'en comportait pas suffisamment, d'une somme d'argent (3). L'aîné devait user de cette faculté dans un délai de trois ans à partir du décès de l'ascendant, ou à partir de sa majorité s'il était mineur lors de l'ouverture de la succession (4). La part du puîné renonçant restait dans la masse du quint pour être partagée entre les autres cadets (5). Les puînés sont dispensés de tout devoir féodal vis-à-vis du seigneur. Ils relèvent leur part de l'aîné et sans lui payer aucun

(1) Amiens, nouv. (1567), art. 72 ; Péronne, nouv. (1567), art. 169.

(2) Amiens, nouv., art. 71 ; Péronne, nouv., art. 169.

(3) Amiens, nouv., art. 74-75 ; Péronne, nouv., art. 170.

(4) Amiens, nouv., art. 75 ; Péronne, nouv., art. 171.

(5) Amiens est formel, nouv., art. 81. Le texte de la coutume de Péronne laisse un peu place au doute, mais celui-ci doit être levé si l'on songe que c'était déjà le droit de l'ancienne rédaction, et si l'on tient compte du parallélisme étroit des deux coutumes réformées d'Amiens et de Péronne. V. nouv., art. 175.

relief. Mais leurs héritiers font hommage au seigneur et doivent le même service pour le quint ou chaque portion de quint que devait le fief principal (1). Les dettes enfin se payent à raison de l'émolument (2).

Telles sont les dispositions communes à nos deux coutumes. Nous en trouvons qui sont particulières à chacune d'elles. Ainsi à Péronne, on conservait pour les fiefs titrés (duchés, marquisats comtés, etc.) l'ancien système du quint viager (3). La coutume d'Amiens décide qu'à l'ainé appartiennent exclusivement « artillerie et autres choses servant à la tuition et défense de châteaux, donjons et forteresses.... comme aussi font les livres et ornements de chapelle » (4).

B. *En ligne collatérale.*— Comme dans tous les usages de cette région du Nord, le droit d'ainesse existe en ligne collatérale à Amiens et à Péronne, dans l'ancienne et la nouvelle rédaction. Il est absolu (5), sauf dans les suc-

(1) Amiens, nouv., art. 79 ; Péronne, nouv., art. 173.

(2) Amiens, nouv., art. 80 ; Péronne, nouv., art. 198.

(3) Péronne, nouv., art. 174.

(4) Amiens, nouv., art. 73. Cet article mentionne qu'à l'ainé reviennent l'institution des officiers, les émoluments de justice et la présentation aux bénéfices. Nous avons déjà dit que c'était une disposition de droit commun.

(5) Amiens, anc., art. 40, nouv., art. 84 (propres), 85 (acquêts) ; Péronne, anc. Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 604, col. et p. 605, col. 1, 2 ; *idem*, nouv., art. 178.

Pour la détermination de l'ainé, il faut tenir compte de ce que ces deux coutumes sont de côté et ligne. Et le mâle exclut toujours la femme aussi proche. La représentation, d'autre part, est admise dans les nouvelles rédactions jusqu'aux enfants de frères et de sœurs inclusivement.

Amiens, nouv., art. 70 ; Péronne, nouv., art. 195.

cessions de frères à frères. Si un puîné décède sans enfants et sans avoir disposé de sa part de quint, celle-ci sera partagée entre les seuls cadets ; l'aîné est exclu (1). A Péronne, le puîné qui à la mort de l'aîné recueille comme le plus âgé toute la succession, est tenu de remettre à ses frères et sœurs ce qu'il avait pris du quint dans la succession de son ascendant (2).

C. *Entre filles*. — L'ainesse existait entre filles, aussi étendue qu'entre mâles, dans les deux lignes, directe et collatérale (3).

§ 4. — Vermandois.

Pour en finir avec la Picardie, il nous reste à étudier les coutumes de St-Quentin et de Ribemont, auxquelles correspondent le *Coutumier de Vermandois* du XV^e siècle et le *Conseil* de Pierre de Fontaines qui date du milieu du XIII^e siècle. Nous envisagerons en même temps le droit de Noyon et de Coucy qui est le même, quoique ces deux villes appartiennent à l'Ile-de-France.

A. *En ligne directe*. — D'après Pierre de Fontaines,

(1) Amiens, nouv., art. 81 ; Péronne, nouv., art. 173.

(2) Péronne, nouv., art. 176.

(3) Amiens, anc., art. 39 (ligne directe) ; art. 40 (ligne collatérale) ; nouv., art. 71 (ligne directe) ; art. 84 (ligne collatérale, propres) ; art. 85 (ligne collatérale, acquêts) ; art. 81 (succession au puîné) ; Péronne, anc., Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 604 ; col. 1 (ligne directe), p. 604, col. 2 et p. 605, col. 1 et 2 (ligne collatérale) ; nouv., art. 169 (ligne directe) ; et art. 174 (même ligne pour les fiefs titrés) ; art. 178 (ligne collatérale) ; art. 175 (succession au puîné) ; art. 177 (succession à l'aîné).

si le défunt meurt *ab intestat*, ses enfants puînés n'ont pas droit à une part déterminée des fiefs ; ils ne peuvent réclamer dans ce cas qu'un usufruit proportionné aux ressources de la succession et à leur rang « li mainsné n'ont pas, par nostre usage, certaine partie, se li peres ne lor devise ; mès il ont sostenance, selonc l'héritage le père, et lor hautesce » (1). Toutefois, toujours suivant le *Conseil*, le père peut disposer en faveur de ses puînés d'une portion en pleine propriété de ses fiefs, « que les II parz remaignent toz jorz al aîné » (2). Cela n'empêche pas les puînés de prendre part égale avec l'aîné dans les censives et vilainages (3). Si le père n'a laissé à ses cadets qu'une très faible partie des fiefs « molt loins del tierz » et que ce qu'ils prennent dans les terres roturières ne suffise pas à assurer leur vie, « il pueent lessier le devis lor père, s'il vuelent, et requerre lor frère qu'il lor face et doint lor sostenance » (4). Si, au contraire, leur part des biens partageables leur vaut une pension suffisante, ils ne peuvent plus rien réclamer à l'aîné (5). Ainsi exposé, le système est suffisamment cohérent, mais Pierre de Fontaines ajoute que le testament du père qui attribue tous les fiefs à l'aîné est nul (6). Or nous avons vu qu'en principe les puînés

(1) Ch. 34, § 3, Edition Marnier, p. 417.

(2) *id.* § 2, *id.* p. 416.

(3) *id.* § 5, *id.* p. 418.

(4) *id.* § 4, *id.* p. 417.

(5) *id.* § 6, *id.* p. 418.

(6) « Et je te di que tels devis dont tote la franchise va tote d'une part n'est mie à tenir » ; chap. 34, § 7, p. 418.

n'ont droit qu'à une « sostenance ». Ainsi le père ne pourrait pas consacrer par son testament les règles des successions *ab intestat* ! On ne peut résoudre cette difficulté qu'en décidant que le mot sostenance ne correspond point à une simple rente viagère, et que les puînés doivent jouir en nature d'une certaine part des fiefs (1).

On y est conduit par ce passage du jurisconsulte. « Ce que l'en dit que fiez ne doit mie estre partiz en Vermendois, c'est voirs quant il eschiet d'aucun del lignage, mès quant il descend de père ou de mère, por quoi ne sera-il bien partiz entre les enfanz por lor sostenance » (2). Ainsi les puînés pouvaient réclamer que leur usufruit portât sur des fiefs et non pas seulement sur des rotures. Toutefois, cela ne leur était plus accordé lorsqu'il n'y avait qu'un fief de si peu d'importance qu'il ne devait pas être divisé. Pour apprécier cette dernière condition on se plaçait au point de vue du service féodal dû par le possesseur du fief (3).

Dans le *Coutumier de Vermendois* du XV^e siècle et les coutumes de St-Quentin et de Ribemont de 1556 qui sont identiques, le droit des puînés s'est précisé. Il est

(1) Dans l'ancien coutumier de Picardie, et pour le Ponthieu, nous avons vu, au contraire, le mot « soutenanche » opposé à l'idée de jouissance en nature. V. plus haut ce texte cité.

(2) Ch. 34, § 12, p. 423.

(3) « Ne me semble mie que fiez puisse estre partiz ne doie, dont chacune partie n'est sofisanz à servir » ; ch. 34, § 8, p. 419. « Fiez n'est mie sofisanz à partir, dont chascune partie ne vaut au meins LX sous..... » et ne peut suffire à l'entretien du vassal.

fixé au quint viager des fiefs (1). Chaque cadet a vocation au quint entier, et, s'il le requiert, doit l'obtenir, sauf à lui à le diviser ensuite avec ses frères et sœurs qui demanderont partage. Il en résulte encore que le droit d'usufruit du puîné décédé est réversible sur la tête des survivants (2). Le quint comprend la jouissance du cinquième de toutes les terres en fief et des profits féodaux, le droit de chambellage (3) excepté, lequel appartient exclusivement à l'aîné. Les puînés doivent contribuer aux charges qui grevaient les fiefs au jour du décès et aux réparations d'entretien (4). Les père et mère peuvent changer l'usufruit des puînés en un droit de pleine propriété (5). Chacun des enfants relèvera alors sa part du seigneur, tandis que si le quint n'est que viager, l'aîné est tenu de faire hommage pour la totalité (6).

(1) Coutumier de Vermendois du XV^e siècle, § 145 ; Saint-Quentin, 1556, art. 33 ; Ribemont, art. 59 ; Noyon, art. 2 ; Coucy, art. 5. Mais ici les puînés mâles prennent une part double de celle des filles. V. également pour Coucy : Ancienne coutume de Laon, tierce partie, ch. 2, art. 11.

(2) Coutumier de Vermendois du XV^e siècle, § 145, 155, 156 ; Saint-Quentin, art. 34, 37 ; Ribemont, « le dernier vivant, tout tenant », art. 59 et 74. — Le même système existait aussi à Amiens et Péronne, comme nous l'avons marqué plus haut.

(3) Ce droit consistait à l'origine en un présent que le vassal rendant l'hommage était tenu d'offrir au chambellan du seigneur. D'après Bourdot de Richebourg, le vassal devait ainsi faire présent du manteau qu'il portait, *op. cit.*, V. t. 1, p. 168, note 7. Ce droit fut changé par la suite en un profit pécuniaire. Loisel, Inst., IV, III, 11.

(4) Coutumier de Vermendois du XV^e siècle, § 146, 147 ; Saint-Quentin, 1556, art. 40 ; Ribemont, art. 70, 71.

(5) Coutumier du XV^e siècle, § 151 ; Ribemont, 1556, art. 72, 73.

(6) *Idem*, § 152, 155 ; Saint-Quentin, art. 35 ; Ribemont, art. 75.

B. *En ligne collatérale.* — Le droit d'ainesse existait en ligne collatérale au XIII^e siècle. Écoutons Pierre de Fontaine, «.....ès chaoites de costé ne pueent il [les puînés] demander nule sostenance, quant il eschiet à lor frère ou à leur sereur... » (1). La même règle se retrouve au XV^e siècle (2), mais la coutume de 1556 la supprime. Tous les cohéritiers d'un même degré partageront également ; l'ainé pourra cependant prendre les fiefs en récompensant ses copartageants (3).

C. *Entre filles.* — La fille aînée, à défaut de mâles, obtient les mêmes droits que le fils. Ainsi l'ainesse féminine se rencontre en ligne directe à toutes les époques ; en collatérale, jusqu'au XVI^e siècle seulement (4).

(1) Ch. 34, § 12, p. 424, et le commencement du texte cité plus haut.

(2) Coutumier du XV^e siècle, § 130, p. 77.

(3) Art. 48, Saint-Quentin ; Ribemont, art. 63. V. également procès-verbal de la coutume de Saint-Quentin sur l'art. 48, Bourdot de Richembourg, t. 2, p. 578. Cependant le droit d'ainesse existait à Noyon, art. 12 et à Coucy, art. 7 ; cf. pour cette ville, Ancienne coutume de Laon, 3^e partie, ch. 3, art. 27.

(4) Pierre de Fontaines, V. note 4 ; Coutume de Vermendois, V. note 5 ; Coutumes de 1556 ; Saint-Quentin, art. 33 ; Ribemont, art. 59 ; Noyon, art. 3 et 13.

CHAPITRE IV

DROIT D'AINESSE EN BRETAGNE, DANS LE MAINE, L'ANJOU, LA TOURAINE ET LE LOUDUNAIS.

Nous connaissons déjà deux des systèmes que suivaient les pays de coutumes en matière de droit d'ainesse :

a) Celui de Normandie qui consacrait l'indivisibilité du fief et qui ne permettait pas plus la division de sa jouissance ;

b) Celui des provinces du Nord qui tantôt respectait l'indivisibilité de la propriété en permettant toutefois la division de la jouissance, et tantôt, le plus souvent même, allait jusqu'à morceler la terre. Cependant l'ainé avait toujours les quatre cinquièmes du fief assurés et libres de toute charge.

Nous allons aborder maintenant un troisième système qui adopte les mêmes solutions de principe que le précédent (indivisibilité de la terre, sauf division de la jouissance dans certains cas ; partage de la propriété dans d'autres). Il n'y a de différence que dans l'application pratique, qu'au point de vue de la quotité réservée à l'ainé. Ce ne sont plus les quatre quintes, mais les deux tiers. Appartenaient à cette famille de coutumes : celles de Bretagne, du Maine, de l'Anjou, de la Touraine, du Loudunais.

SECTION I. — Bretagne.

Nous envisagerons d'abord le droit breton. A sa base, nous trouverons, en effet, un texte très important, le plus ancien qu'on ait sur le droit d'aînesse en France et, comme le fait remarquer M. Planiol, dans l'étude qu'il en a faite (1), document original et officiel.

§ 1. — Droit d'aînesse d'après l'Assise.

Ce texte, c'est l'*Assise*, publiée en 1185 par Geoffroy, duc de Bretagne (2). Le régime qui en résultait était des plus sévères pour les puînés.

A. *En ligne directe*. — L'aîné succédait seul aux baronnies et aux fiefs de chevalier (3). Ces terres étaient

(1) V. l'*Assise* au comte Geoffroi, *Nouv. revue hist. de dr.*, année 1887, p. 117 et suiv., 652 et suiv.

(2) Sur les circonstances qui ont accompagné la confection de « l'*Assise* et ont influencé celle-ci : Voyez Planiol, l'*Assise* au comte Geoffroi, n° 17 et suiv.

(3) « Quod in Baroniis et feodis militum... major natu integrum dominatum obtineret... » V. le texte dans M. Planiol, *op. cit.* Les baronnies étaient « de grandes terres placées sous la mouvance directe du Duc et qui comprenaient ordinairement plusieurs châteaux ou sièges de chevalerie ». Planiol, *op. cit.*, n° 29, p. 151. V. également Hévin, *Cons.*, 107, 3^e obs., p. 503 et 505. L'*Assise* au mot fief, ajoute celui de chevalier pour préciser l'expression. En Bretagne le mot fief désigne toute terre tenue d'un seigneur que ce soit à foi et hommage, ou à cens. Nous avons déjà fait la même remarque pour la Normandie. Le *feodum militis* correspond au *feodum loriceæ*.

frappées d'indivisibilité (1). Les puînés, mais il faut ajouter les puînés mâles, ne pouvaient réclamer qu'une pension alimentaire que l'aîné fournissait sur tels biens qu'il voulait. Cette pension devait du reste être en rapport avec le rang social de la famille et sa fortune (2). Quant aux filles cadettes, l'*Assise* n'indique pas d'une façon directe quels sont leurs droits lorsqu'elles sont en concours avec des mâles. Elle envisage d'abord leur situation vis-à-vis de la sœur plus âgée entrant dans le droit d'aînesse à défaut de mâle. Mais il est bien certain que, dans l'un et l'autre cas, leur condition était identique. L'*Assise* développe ensuite la règle qu'elle vient de donner, et, cette fois, suppose la présence d'un fils. Voici donc ce qui résulte du texte. Les puînées peuvent demander une dot qu'on prendra sur le fief lui-même. C'est une part en pleine propriété, mais une part indéminée. Pour sa fixation, le seigneur et les proches parents donneront leur avis. Comme on le voit, il n'y a pas là de droit de succession (3).

(1) « Quod in Baroniis et feodis militum ulterius non fierent divisiones... »

(2) « Et junioribus suis majores providerent et invenirent honorifice necessaria juxta posse suum. » Il faut rapprocher les formules de l'ancien droit du Vermandois et du Ponthieu « mès ils ont sostenance, selonc l'éritage le père, et lor hautesce ». Pierre de Fontaines, *loc. cit.* «... et se li hoirs ne leur veult trouver selonc che qu'il appartient... » Ancienne coutume de Picardie, *loc. cit.*

(3) « In filiabus vero, qui majorem habuerit terram habeat et juniores maritabit de terra ipsa ad consilium domini et propinquorum generis. » En Normandie nous avons rencontré le même droit. L'*Assise* ajoute que si la puînée trouve un maritagium à sa

B. *En ligne collatérale.* — L'Assise ne s'occupe pas d'une façon générale du droit d'aînesse en ligne collatérale ; elle ne résout qu'un cas particulier, celui où le puîné meurt sans descendants, et investi de la pleine propriété d'un fief ou d'une partie de fief. Elle organise la dévolution de ce bien suivant une règle fort particulière et que nous connaissons déjà. Le puîné était-il l'« homme de foy » de l'aîné, celui-ci ne pouvait pas être son héritier ; la terre revenait au seigneur suzerain.

Elle était, au contraire, recueillie par l'aîné, si celui-ci n'avait pas eu son frère pour vassal (1).

Cette règle ne dura pas longtemps. Elle fut abolie un siècle plus tard par le duc Jean I^{er}, dit le Roux (2)

convenance parmi les biens de l'aîné, celui-ci ne doit pas s'en dessaisir ; il est tenu, à l'inverse, de se procurer le bien qui peut plaire davantage à sa sœur et qui n'est pas compris dans la succession. V. sur le mariage des filles, Planiol, *op. cit.*, n° 56 et sur la nécessité de démembrer la seigneurie à cette occasion ; Hévin, Consult., 66, p. 331 et suiv. ; Cons., 107, 5^e observ., p. 514.

(1) « Item si major juniori terram dederit de qua eum in hominem recipiat et sine hærede obierit, alicui de propinquis suis cui voluerit eam dabit, ita quod ad principalem dominum non redeat. Si autem non ceperit eum in hominem, ad majorem fratrem hereditas revertetur. » L'aîné pouvait faire donation à son puîné d'une part en pleine propriété de la terre. V. Planiol, *op. cit.*, n°s 47-51. Nous avons déjà dit que les historiens modernes trouvaient l'origine de cette disposition de l'Assise dans la règle suivante du droit féodal anglais : « Nemo ejusdem tenementi simul potest esse heres et dominus. »

(2) « Et voulons encore... que si aucun des Esnez prenoit son Jouveignour à homme, et iceluy Jouveignour meurt sans heir de son propre corps, que par l'Assise du comte Gessroy ne remainge pas que la terre ne tournege à l'Esné ou à l'heir de l'Esné, sauf l'ordrenance resnable au Jouveignour. » Concordat conclu en 1275

C. *Entre filles*.— Si nous nous demandons maintenant ce qu'il advenait de la succession, lorsque le défunt ne laissait que des filles, nous voyons que l'*Assise* admettait aussi dans ce cas le droit d'aînesse. La plus âgée des sœurs emportait toute la terre à la seule charge du mariage des cadettes (1).

Tel était le système successoral organisé par l'*Assise*. Elle ne réglait pas la dévolution des biens roturiers qui se partageaient également (2). Du reste, l'*Assise* n'était pas une innovation absolue ; avant elle le même usage se retrouvait consacré dans certaines familles (3) ; il fut seulement généralisé et étendu à tous les fiefs de chevalerie et à toutes les baronnies.

L'aîné et les puînés devaient prêter serment de respecter les dispositions de l'*Assise*. M. Planiol pense que cette formalité dut disparaître de bonne heure (4)

par le duc Jean 1^{er} et quelques barons de Bretagne. V. Hévin sur Frain, p. 550, Consult. XI, p. 43 et Planiol, *op. cit.*, n^o 77, p. 680.

(1) « In filiabus vero quæ majorem habuerit terram habeat, et juniores maritabit de terra ipsa. »

(2) Sur le partage des serjenteries dont l'*Assise* ne parle pas non plus, V. Planiol, *op. cit.*, n^{os} 31-35 et Hévin, Consult. 107, 3^e observ., p. 503 et 505.

(3) « Ce fut pourquoi le Prince et les Grands vassaux n'eurent pas de peine à convenir sur l'individuïté des fiefs qui n'estoit pas une loy nouvelle, mais le rétablissement de l'ancien usage et la correction de l'abus qui s'estoit introduit. » Hévin sur Frain, p. 513; cf. consult., p. 43.

(4) Planiol, *op. cit.*, n^o 22. On ne considéra plus que l'usement du fief, expression dont nous donnerons bientôt le sens.

§ 2. — La prétendue constitution de Jean II, la très ancienne coutume et l'ancienne coutume ou coutume de 1539.

Avec l'*Assise*, nous avons étudié le droit breton au XII^e siècle. Nous le trouvons au XIV^e traduit dans la prétendue Constitution de Jean II et dans la Très ancienne coutume de Bretagne. Le premier texte est un recueil de règles auquel on a attribué longtemps le caractère d'une œuvre législative. On le croyait émané du duc Jean « père au duc Artur ». Ce n'est qu'un emprunt fait par la pratique au droit d'une province voisine, l'Anjou (1). Il est incontestable toutefois, que le droit que ces règles représentent a été observé en Bretagne (2). On ne peut préciser la date de leur apparition. Elles se placent après l'article 1301, car l'article premier se réfère à une ordonnance de cette même année. D'autre part, il est question de cette prétendue constitution dans la Très ancienne coutume (3). Celle-ci, comme le Grand coutumier de Normandie, est une œuvre privée qui devint peu à peu monument officiel. Elle date du premier tiers du XIV^e siècle.

A. *Ligne directe*. — Quelle situation respective ces

(1) On rencontrait encore en Bretagne d'autres usages tirés du droit angevin. M. Viollet en a publié plusieurs séries. V. *Etablissements de St-Louis*, t. 3, p. 213 et 225. Pour l'histoire et la critique de la prétendue Constitution de Jean II, voyez Planiol, *op. cit.*, n^{os} 78 à 84.

(2) Planiol, *op. cit.*, n^o 84.

(3) Notamment dans le chap. 209.

deux textes faisaient-ils à l'aîné et aux puînés ? Un changement s'est opéré depuis l'*Assise*. L'indivisibilité du fief subsiste bien, mais la jouissance se partage. Les puînés deviennent usufruitiers d'une portion de la terre fixée au tiers. Arrivé à cet état, le droit breton est plus près des coutumes du Nord donnant aux puînés le quint à vie, que du droit normand auquel on le compare volontiers. Pour la Normandie, en effet, ce n'est que dans un cas particulier que les puînés ont « provision du tiers à vie sur le fief » : lorsque la succession ne comporte en tout et pour tout que ce fief. En outre, si l'on se place en dehors de la coutume de 1583, les puînés n'avaient qu'une simple pension alimentaire imprécise. En Bretagne, au contraire, dès le XIV^e siècle, les puînés ont en mains le tiers de la terre, « à viage » sans doute, mais enfin, ils ne sont pas réduits à un droit personnel contre leur aîné, ils ont un droit réel d'usufruit sur la terre (1).

En même temps que la très ancienne, nous étudierons l'ancienne coutume réformée en 1539. Les deux textes sont identiques. A vrai dire, il n'y eut pas en 1539 de réformation, mais bien plutôt une traduction du vieux coutumier dont « la barbarie étoit telle que le plus souvent les originaires ne l'entendoient pas » (2).

(1) Cette attribution du tiers en usufruit se rencontre avant Jean II dans des actes privés. V. Hévin sur Frain, p. 522 ; Dom Morice, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire de Bretagne*, t. I, col. 797, 798 et 919 ; M. Planiol, n° 86, *op. cit.*

(2) V. sur la réformation de 1539 ; Hévin, consult. 97, p. 440.

D'après la très ancienne coutume, une question se pose préalablement à tout partage des biens d'une succession : quel a été l'« usement » de la famille ? (1) Dans les partages antérieurs, a-t-on respecté le principe de l'indivisibilité des baronnies et des fiefs de chevaliers posé par l'*Assise* ? Voici les termes de la très ancienne coutume « Et est à savoir que toute la seigneurie doit aller à l'aîné des enfans ès Barons, et ès Chevaliers, et des enfans aînez qui en sont issus, et qui noblement se sont gouvernez, eux et leurs predecesseurs, ès temps passez » (2).

Pour que le droit d'aînesse pût être revendiqué sur une hérédité, il fallait donc non seulement que la qualité noble existât personnellement chez le *de cujus*, et réellement sur les biens qu'il laissait, mais encore qu'il y eût « ancienne possession de les gouverner ainsi ». Si la preuve n'en était point rapportée, le partage des fiefs se faisait également entre les enfants, Hévin en donne un exemple décisif (3). Le principe qu'on devait ob-

(1) M. Planiol pense que cette pratique de rechercher l'usement s'est introduite longtemps avant la très ancienne coutume, *op. cit.*, n° 22.

(2) Ch. 209. V. également la note de l'*Anonyme* sous ce chapitre.

(3) « Ainsi dans la succession de Messire Jean Guibé Chevalier, Gouverneur et Vice-Amiral de Bretagne, frère de Robert Guibé, cardinal et de Jacques, capitaine de cinquante hommes d'Armes, et des cent gentils-hommes de la maison de la Reine Anne, Gouverneur de Rennes et Lieutenant Général des Armées du Roy Louis XII, le partage fut jugé égal. Il étoit décédé en 1545, sous l'observance de la très ancienne coutume, et l'on convenoit qu'il étoit chevalier, et qu'il étoit mort possesseur de terres titrées et de fiefs d'Assise,

server l'usage de la famille avait aussi conduit à consacrer des systèmes intermédiaires dans lesquels l'aîné avait un préciput comprenant le principal manoir et, en outre, le quart, le cinquième ou le sixième des biens nobles hors part (1).

Si la preuve du gouvernement avantageux, comme on disait, c'est-à-dire du partage dérivé de l'*Assise*, était faite, la dévolution des biens nobles se faisait suivant les règles suivantes. En principe, l'aîné reste seul héritier, seul propriétaire de la terre (2). Mais les textes ajoutent aussitôt que les puînés (3) peuvent lui demander le tiers pour en jouir leur vie durant. De la seule prétendue Constitution de Jean II, qui porte que « si les puisneux demandoient leur partie de leur esné, il leur fera le tiers de la terre par droit » (4), on pourrait conclure que les puînés étaient héritiers, mais il est cependant incontestable que le tiers n'est dû qu'à viage. Les preuves n'en manquent pas : citons seulement la note

mais la possession du Gouvernement défailloit, ce qui donna lieu au jugement du partage égal » ; Hévin, consult. 107, 8^e observ., p. 533 et 534 ; cf. sur Frain, p. 562 et 563.

(1) Hévin sur Frain, p. 565.

(2) Très ancienne coutume, chap. 209 : « Et est assavoir que toute la seigneurie doit aller à l'aîné.... les juveigneurs n'auront en plus que les mots de l'*Assise*, si n'est tant comme le duc Jehan, père au duc Artur le corrigea. » Même disposition dans l'article 546 de l'ancienne coutume (Nous suivons, pour la notation des articles, d'Argentré et Hévin).

(3) Nous supposons pour l'instant qu'il n'y a pour concourir avec l'aîné que des mâles.

(4) Prétendue ordonnance de Jean II, § 18, dans Viollet, *Etabl. de St-Louis*, t. 3, p. 198.

de l'*Anonyme*, sous le chapitre 209 de la très ancienne coutume. « Nota que par Constitution de Jean II les puisnez et juveigneurs ont le tiers..., et est par heritaige et neanmoins est tous les jours pratique au contraire » (1).

Il est à présumer toutefois, que les grandes familles ne se conformèrent pas à cette coutume du tiercement et conservèrent le vieil usage d'une pension indéterminée. Car l'ancienne coutume décide (art. 563) que « En succession noble qui anciennement a esté gouvernée et partagée noblement..., tous les juveigneurs auront seulement la tierce partie..., c'est à sçavoir les masles à viage, et les filles par heritage ; fors et excepté les comtes et barons qui se traicteront en leur partage, comme ilz ont faict par le passé ». Et contre cet article, nous voyons insérée au procès-verbal la protestation du seigneur de Maure qui réclame son assimilation avec les comtes et barons « parce que luy et autres bannerets dudit pays et leurs predecesseurs avoient accoustumez de toute ancienneté de partager par les aînez leurs

(1) Ajoutez la très ancienne coutume qui nous dit que les juveigneurs ont « pourveance sur le grant de la terre » et nous parle des oncles qui « tendroient pas bienfait », c'est-à-dire à viage. Le mot bienfait est angevin. Il a été introduit en Bretagne par la prét. ordonn. de Jean II. En outre, les puînés mâles ne supportent aucune part des dettes tandis que « les filles, poyeront leur advenant des dettes pour ce qu'elles sont heritaïgeres ».

Rapprochez d'Argentré, *Commentaire latin* sur l'ancienne coutume de Bretagne, édit. complète de 1608, col. 1950, et Hévin, consultat. 106 et 107, 9^e observ., p. 537.

juveigneurs tant fils que filles competentement à leur volonté et discretion » (1).

Qui doit déterminer et délimiter la part dont les cadets auront la jouissance ? la prétendue ordonnance de Jean II laissait aux puînés, s'ils trouvaient que l'aîné « leur en feïst la tierce partie trop petite », la faculté de partager le restant en deux parts égales dont leur frère « prandroit celle qu'il voudroit » ; mais cela fut bientôt abrogé et d'autres règles coutumières qui circulaient en Bretagne sous le nom de Constitution du duc Jean III, édictent que l'on commencera l'assiette de la portion grevée d'usufruit au profit des puînés où l'aîné le décidera ; on continuera ensuite de proche en proche. Cette disposition que l'on avait continué d'observer se retrouve dans l'ancienne coutume (2).

Si la condition des puînés s'améliorait par l'introduction du viage, elle était aggravée d'autre part, par l'attribution à l'aîné d'un préciput ; celui-ci comprenait le principal manoir et « les terres dedans le pourprins et prochaines clostures » (3). Il devait toutefois être proportionné à l'ensemble de la succession ; si celle-ci ne comportait, sauf quelques fiefs sans importance, qu'un

(1) V. coutumier général de Bourdot de Richebourg, t. 4, § 354.

(2) Voyez prét. ordonn. de Jean II, § 48. Règles coutum. de Bretagne, 2^e série, § 1, dans Viollet, *Etabl. de St-Louis*, t. 3, p. 225, ancienne coutume, art. 553, Hévin, sur Frain, p. 557.

(3) V. l'ordonn. de Jean II, *loc. cit.*, très ancienne coutume, chap. 209, ancienne coutume, art. 543, 544. Le pourprins ou pourpris, c'est l'enceinte (de pourprendre).

manoir avec de riches dépendances, l'aîné ne pouvait pas en le prélevant, réduire les droits de ses frères à rien. D'après l'usage, la valeur du préciput ne pouvait pas dépasser cinq ou dix pour cent du total des biens nobles (1). L'aîné avait encore seul droit aux armures et aux meilleurs chevaux de guerre avec leur équipement (2).

Contrairement au droit commun des coutumes, les meubles ne se partageaient pas également, mais revenaient à l'aîné, sous la charge des dettes (3).

Nous n'avons jusqu'à présent opposé l'aîné qu'aux puînés mâles. Définissons maintenant les droits des filles qui portaient, comme déjà sous l'*Assise*, une plus rude atteinte au droit d'aînesse. D'après le texte du comte Geoffroy, les cadettes avaient droit à une dot en pleine propriété, elles étaient « heritagères » ; elles ont maintenant un droit de succession toujours en propriété, elles sont héritières. Leur part s'est précisée ; elles ont bénéficié de la réforme accomplie pour les mâles. Tous les puînés ensemble auront le tiers de la succession qu'ils partageront par têtes, les fils ayant leur portion en usufruit, les filles en propriété (4). Tel est,

(1) V. la note de l'*Anonyme* dans le chap. 209 de la très ancienne coutume et d'Argentré, *Commentaire* sur l'art. 543, dans *Traité du partage des nobles* ; *Œuvres complètes*, chez Buon, Paris, 1608, col. 2132 et suiv.

(2) Ancienne coutume, art. 518.

(3) Très ancienne coutume, chap. 209, ancienne coutume, art. 547.

(4) Très ancienne coutume, chap. 209, *in fine* ; ancienne coutume,

du moins, le principe. Mais, en pratique, la condition des filles est restée fort semblable à ce que l'*Assise* l'avait faite. En réalité, il est vrai de dire que la portion des filles est indéterminée. Le père peut, en effet, les remplir de leurs droits héréditaires en les mariant et en leur donnant, en dot, une part de son fief qu'il limitera à sa volonté.

Examinons d'abord le cas où la fille reçoit une dot moindre que son « advenant en l'héritage » (1), c'est-à-dire inférieure à sa part héréditaire. Elle ne pourra rien demander de plus (2), si le père a satisfait aux prescriptions suivantes. En premier lieu, il faut que la fille ait reçu une portion quelconque du fief lui-même, « aucune partie de l'héritage » ; si son père ne lui a donné que du mobilier, elle pourra, en faisant le rapport, revenir à la succession (3). Ensuite il faut que la fille soit aparagée, c'est-à-dire mariée à un homme de noblesse et de fortune sensiblement égales à la sienne (4). Cette

art. 520 et 563 ; Hévin, consult. 107, 7^e observ. à partir de la p. 520 et 9^e observ. à partir de la p. 537.

(1) Voyez dans Hévin (sur Frain, p. 869) une comparaison des significations du terme *avenant* en Normandie et en Bretagne.

(2) Prét. ord. de Jean II, § 40 *in fine* ; Viollet, *op. cit.*, t. 3, p. 207 ; Règles coutum., 2^e série, § 1 ; *idem*, t. 3, p. 225 ; très ancienne coutume, ch. 20 ; ancienne coutume, art. 225.

(3) Prét. ordonn. de Jean II, § 40 ; très ancienne coutume, ch. 20 et la note de l'*Anonyme*.

(4) Très ancienne coutume, ch. 210 ; ancienne coutume, art. 225 ; d'Argentré, *Commentaire latin* sur l'art. 225, *Œuvres*, édit. 1608, col. 780 ; Hévin, consult. 115, p. 564 et 566 ; sur Frain, p. 869-871. En ce dernier endroit, Hévin estime que le père n'était tenu de rechercher chez le futur mari de sa fille que la parité d'extraction, sans ajouter celle de dignité, de richesse ou d'âge.

faculté de marier à moindre part n'est pas accordée à tous les nobles sans distinction, mais seulement au père « qui est gentilhomme, et de noble sang » comme dit la très ancienne coutume (1). Il semble que ces termes désignent les nobles de race par opposition aux annoblis ; ils sont cependant interprétés plus strictement par d'Argentré et Hévin. Ces deux jurisconsultes refusent le droit dont nous nous occupons aux « nobles du commun », aux « petits nobles » qui ne se gouvernent pas selon l'*Assise* (2). Du reste, pour que la fille fût exclue de réclamer le complément de sa part, il n'était pas nécessaire qu'une renonciation expresse fût intervenue (3). D'autre part, le père pouvait rappeler la fille à sa succession (4). Disons enfin qu'on n'étendait pas à la mère le droit que la coutume n'accordait qu'au père et que par rapport à sa succession (5). Pour la même raison, si la fille n'était point mariée lors du décès du père, le frère aîné ne pourrait pas valablement lui don-

(1) Comparez art. 224, anc.

(2) V. d'Argentré sur l'art. 224, glose 3, *op. cit.*, col. 757, et Hévin, Remarques sur la coutume à la suite de ses Annot. sur Frain, p. 868.

(3) D'Argentré, V. note précédente, Hévin sur Frain, p. 874.

(4) Hévin, *ibidem*, 6^e question ; Sauvageau, *Coutume de Bretagne* (Nantes, 1710), p. 191 *tertio*.

(5) D'Argentré sur l'art. 225 ; glose 4, n^o 8, col. 774 ; Hévin sur Frain, p. 876. Il faut conclure de la lecture de ces jurisconsultes que d'autres règles coutumières (V. Viollet, t. 3, p. 225) qui accordaient ce droit à la mère comme au père n'ont pas été suivies sur ce point. Dans la nouvelle coutume (1580), la fille pourra être écartée des successions des deux ascendants.

ner en dot moins que son avenant. La prétendue ordonnance de Jean II, prévoyant le cas où il l'aurait fait, dit explicitement que sa sœur sera en droit de lui réclamer le surplus. Toutefois, ce ne sera possible qu'après la mort du mari ; « celui qui la prend ne peut aultre demander » (1).

Plaçons-nous maintenant dans le cas inverse, où le père, mariant sa fille, lui donnait une dot plus grande que la part qu'elle aurait pu recueillir comme héritière. Ce droit est reconnu au père par les règles coutumières connues sous le nom de Constitution du duc Jean III (2). Il a été consacré en ces termes par la très ancienne coutume : « Père qui est gentilhomme et de noble sang peut marier ses filles et les apparager ; et ce qu'il leur donnera, son principal hoir ne le peut débattre, si le père ne le grevoit outre sa testée, aussi comme si tout le fief estoit partable ». L'ancienne coutume dit « l'une de ses filles », mais pour le reste répète intégralement la disposition (3). Elle s'interprète en ce sens que le père peut égaler une fille, ou toutes ses filles ensemble, à l'ainé (4).

(1) Prét. ordonn. de Jean II, § 19 (Viollet, t. 3, p. 200).

(2) § 1, dans Viollet, t. 3, p. 225. D'après M. Planiol, il a toujours été accordé au père et remonte au moins au XII^e siècle. V. *op. cit.*, n° 60, p. 668.

(3) Très ancienne coutume, ch. 240 ; ancienne coutume, art. 224.

(4) Voici la glose de d'Argentré sur les mots « outre sa testée » : « Ultra virilem quo facto sine ulla ratione permittitur redigere primogeni tum ad virilem cum filia, præter regulas partagiorum nobilium, speciali casu. » V. édit. de 1608, col. 767 ; cf. Hévin, consult. 115, p. 563.

Celui-ci sera donc restreint à la moitié des deux tiers qu'il reçoit ordinairement, le préciput mis à part. C'était réduire à peu de chose le droit d'aînesse, et d'Argentré ne ménage pas ses critiques à cet égard (1).

On voit combien l'aîné pouvait voir ses droits atteints par le mariage d'une de ses sœurs ; lui seul, en supportait la charge ; la part que la loi attribuait aux autres puînés devait leur être conservée entière. Par une juste compensation, on avait admis, en Bretagne, que lorsque la fille recevrait moins que son avenant, la différence ne tomberait pas dans la masse, mais reviendrait à l'aîné seul. Hévin trouve l'origine de cet usage dans la prétendue ordonnance de Jean II. Le paragraphe 40 décide que la fille mariée avec une dot moindre que son avenant ne pourra toutefois rien réclamer de plus « si n'est de la volonté à l'esné ». « Ces derniers termes, dit le jurisconsulte, marquent que le résidu de la portion accroissoit à l'aisné, puisqu'il étoit dans sa faculté de donner ou de refuser le supplément (2). » La très ancienne et l'ancienne coutume n'ont sur ce point aucune prescription. Mais le commentaire latin de d'Argentré sur le second de ces textes, déclare formellement que l'excédent de la part héréditaire qu'aurait eue la fille sur ce qu'elle a reçu en dot doit appartenir à l'aîné (3).

En dehors de la dot ou de leur part héréditaire dans

(1) *Op. cit.*, col. 752, 753.

(2) Hévin, consult. 117, p. 574.

(3) D'Argentré, sur l'art. 224, glose 7, col. 764.

les fiefs, les filles avaient, à la différence de ce qui se passait pour les puînés mâles, « leur portion compétente aux meubles », c'est-à-dire le tiers. Elles devaient supporter la charge d'une part proportionnelle des dettes (1).

B. *Ligne collatérale*. — Le droit d'aînesse subsistait en ligne collatérale ; et, fait que nous avons déjà plusieurs fois observé, il ne comportait plus alors aucune restriction. L'aîné avait la totalité des fiefs (2).

C. *Entre filles*. — Quelles règles de partage appliquait-on lorsqu'il n'y avait pour héritières que des filles ? L'*Assise* avait accordé à la plus âgée le droit d'aînesse ; nous verrons que la coutume réformée de 1850 fait de même en ligne collatérale comme en ligne directe. Et il est bien certain que le droit est le même dans la très ancienne et l'ancienne coutume. Aucun de ces textes cependant ne posait la règle d'une façon précise. Déterminant le droit d'aînesse, ils disaient seulement, d'une façon générale, l'aîné, l'aîné hoir ou l'hoir principal aura... Mais, comme dit d'Argentré, « masculinum concipit fœmineum ». Il eût fallu d'autres expressions pour rompre avec l'usage créé par l'*Assise*. De même la nouvelle coutume ne présente pas comme une innovation l'assimilation qu'elle fait des deux sexes. Enfin d'Argentré est formel : « et quelques opinions qui

(1) Très ancienne coutume, chap. 209 ; ancienne coutume, art. 520.

(2) Règl. coutum., 1^{re} série, § 3. Viollet, t. 3, p. 213 ; très ancienne coutume, ch. 207 et ch. 219 ; ancienne coutume, art. 558 et 561.

se dient, l'usage s'observe autant de l'aisnée comme de l'aisné, pourvu qu'il n'y ait enfant masle (1) ».

§ 3. — La coutume réformée en 1580.

La réforme de 1580 apporta plusieurs changements au droit que nous venons d'exposer. L'un des plus notables est la disparition de l'ancien usage relatif à l'usage. On assimile toutes les terres nobles et l'on décide qu'elles seront partagées noblement entre ceux qui auront la qualité personnelle noble « dès et auparavant les cent ans derniers (2) ».

A. *Ligne directe*. — Si nous passons au fond du droit, à la condition respective de l'aîné et des puînés, l'innovation n'est pas moins importante. D'abord le préciput de l'aîné est précisé et fixé d'une façon uniforme au principal manoir, « avec le pourpris qui sera le jardin, coulombier, et bois de décoration » ; mais ce qui est surtout remarquable, c'est la transformation de l'usufruit des puînés mâles en un droit de pleine propriété (3). Il n'y a plus à distinguer maintenant leurs droits de ceux des filles. Il ne reste plus rien de l'indivisibilité de

(1) D'Argentré, avis sur le part. des nobles, quest. XIII, *op. cit.*, col. 2185.

(2) Coutume de 1580, art. 541. C'était la suppression de tous les usements particuliers remplacés par le seul partage avantageux, des deux parts au tiers, comme on disait alors.

(3) « ... et l'autre tiers sera baillé aux puisnez par heritage, tant fils que filles, pour estre partagé par l'aisné entr'eux par égales portions... » Même art.

la terre. C'est la réforme la plus essentielle depuis l'*Assise*. Elle n'est pas toutefois générale. Lui échappent, d'après l'article 542, les anciens comtes et barons ; ceux-ci « se traicteront en leurs partages comme ils ont fait par le passé ». Mais combien étaient-ils ceux qui pouvaient se dire visés par le texte, et qui remontaient au temps des ducs ? M. Planiol dit : peut-être quatre ou cinq (1).

La coutume de 1580, pour le partage, assimile les meubles aux terres nobles. L'aîné aura les deux tiers, les puînés auront entre eux tous le surplus (2). C'est encore une amélioration du sort des puînés mâles. Les dettes seront réparties de la même manière (3). C'est l'aîné lui-même qui fera l'assiette du tiers revenant aux puînés. Il choisira le lieu qui lui conviendra le mieux et puis continuera de proche en proche ; il a cependant le droit de faire un tressaut, c'est-à-dire de sauter une fois par dessus ce qui est le plus proche. C'est une règle nouvelle (4). L'aîné conservait le préciput mobilier des

(1) *L'Assise au comte Geffroi*, n° 112. V. au procès-verbal de la coutume la protestation de plusieurs seigneurs qui réclamaient pour leurs familles le maintien de l'ancien usage. Bourdot de Richebourg, t. 4, p. 460.

(2) Nouv., art. 541.

(3) Art. 552. V. Hévin, Consult. 107, 8 observ.

(4) V. art. 550 et 551. Et sur le tressaut Hévin sur Frain, p. 557, *in fine*. L'art. 541 contenait dans sa partie finale que le tiers des puînés serait partagé entre eux par l'aîné : « additum me movente, dit d'Argentré, ne dissidentibus inter se secundogenitis arbiter deesset ». Mais cette disposition ne fut jamais observée. « Les puisnez, dit Hévin, conviennent de prud'hommes pour faire les lotties, et choi-

armures et des chevaux de guerre (1). Il avait encore le privilège de choisir le premier un lot parmi les terres roturières qui devaient être partagées également (2). L'aîné se trouvait également investi de la saisine de toute la succession ; ce n'était, du reste, que la répétition de l'ancien usage.

Le père avait conservé la faculté de marier ses filles en leur donnant, au lieu de leur part héréditaire, une dot moindre dont elles devaient se contenter. Ce droit est régi par les mêmes règles que dans l'ancienne coutume (3). La rédaction de 1580 cependant, voyant d'un œil plus favorable l'exclusion de la fille, décide qu'elle pourra avoir lieu également à l'égard de la succession maternelle. Deux conditions suffisent : il faut que la mère soit noble d'extraction et que l'enfant ait reçu quelque chose du patrimoine de chaque ascendant. Comme précédemment, c'était l'aîné seul qui profitait de ces exclusions ; il recueillait tout ce dont la part héréditaire dépassait la dot. La nouvelle coutume attribue également à l'aîné la portion de la sœur ou du frère entré en religion ; ce n'était pas une nouveauté, au dire d'Hévin ; la pratique était dans ce sens (4).

sisent selon l'ordre de leur nativité ». V. Hévin, Annot. sur Frain, p. 568, et Poullain-Duparc, *Cout. de Bretagne*, t. 3, p. 491, note p.

(1) Art. 568.

(2) Art. 548.

(3) Art. 557. V. également Hévin sur Frain, p. 875, 876.

(4) Nouvelle coutume, art. 558, Hévin, consult. 117, p. 576 et sur Frain, p. 891 et suiv. Ces deux privilèges ne sont donnés qu'à

La réforme de 1580, sacrifiant complètement les droits des filles, enlève au père le pouvoir de leur donner une dot en fief dépassant leurs droits successoraux, « de sorte que les deux tiers de l'ainé dans les fiefs et héritages nobles ne souffrent plus de diminution (1) ».

B. Ligne collatérale. — Comme les autres rédactions de la coutume, celle de 1580 établit en ligne collatérale un droit d'ainesse plus strict qu'en ligne directe. L'ainé prend seul tous les fiefs propres (2). Les acquêts et les meubles se partagent entre les héritiers dans la même proportion qu'en ligne directe, les deux tiers allant à l'ainé, les puînés mâles ou filles recueillant le reste (3). Quant aux terres roturières, la division s'en fait également (4). Les mêmes règles s'appliquent entre frères et sœurs, soit que l'ainé recueille la succession d'un puîné, soit que le frère aîné prédécède (5).

C. Entre filles. — La nouvelle coutume continue l'ancien usage d'accorder, à défaut de mâles, le droit d'ainesse à la plus âgée des filles. Et cela, en ligne collatérale comme en ligne directe (6).

la charge de payer les dettes proportionnellement à l'actif recueilli et la pension due au religieux ou à la religieuse.

(1) Hévin sur Frain, p. 868.

(2) Art. 543.

(3) Art. 544, 546.

(4) Art. 548.

(5) Art. 545, 559 et sur cet article Hévin sur Frain, p. 927 et consult. 9, p. 35.

(6) Cela résulte de la généralité des termes employés ; nouvelle coutume, art. 541, ligne directe, 543, ligne collatérale ; et Hévin,

SECTION II. — Maine. — Anjou. — Touraine. — Loudunais.

Comme appartenant, d'une façon générale, au même système juridique en matière de droit d'ainesse que la coutume de Bretagne (1), nous devons analyser maintenant celles d'Anjou, du Maine, de la Touraine et du Loudunais. Nous le ferons simultanément, car ce sont des rameaux issus d'un même tronc. Il y eut, à l'origine, communauté de droit entre tous ces pays (2) et leurs usages ne s'écartèrent par la suite que fort peu les uns des autres. Nous trouvons un reflet de cet ancien droit commun dans les *Etablissements de St-Louis*, célèbre compilation de la fin du XIII^e siècle, qui est copiée pour les chapitres 10 à 175, sur une ancienne coutume dite de Touraine-Anjou (3). Cette unité de législation subsista du XIV^e au XVI^e siècle pour deux provinces, le Maine et l'Anjou ; on a datant de cette période toute une série de textes qui régissaient chacun les deux pays (4). Mais en 1508, il y eut pour chaque pays une rédaction particulière de l'usage (5).

annot. sur Frain, p. 889. En ligne collatérale, en un même degré le mâle est toujours réputé l'ainé de la femme.

(1) Voyez le commencement de ce chapitre.

(2) V. M. Viollet, *Etablissements de St-Louis*, t. 1, p. 25.

(3) Même ouvrage, t. 1, p. 21, 25.

(4) Ils ont été publiés par M. Beauteups-Beaupré sous le titre d'*Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine*.

(5) Elles ne furent jamais révisées. Les divergences qu'elles présentent sont, au moins en notre matière, fort rares et peu importantes. On rencontre même des effets plus positifs de l'ancienne

Comme monuments juridiques propres à la Touraine, on possède une coutume du XV^e siècle (1), réformée une première fois en 1507, et une seconde en 1559.

La coutume du Loudunais fut rédigée en 1518.

Comparons à propos de chacun des trois points principaux de notre sujet (droit d'aînesse en ligne directe, en ligne collatérale, entre filles) toutes les solutions qui furent apportées par la suite des époques et la diversité des coutumes.

§ 1. — Fiefs supérieurs.

Les *Etablissements de St-Louis* distinguent, au point de vue du régime successoral à leur appliquer, deux catégories de biens nobles : les fiefs ordinaires ou châtelainies, les fiefs supérieurs ou baronnies. La baronnie du groupe tourangeau-angevin correspond à celle que nous avons rencontrée en Bretagne, comme la châtelainie est l'équivalent du fief de haubert. Une compilation postérieure à 1360 (2), précise à quelles conditions on peut revendiquer en Anjou ou dans le Maine le titre de baron. « Baronnie doit avoir trois chastellenies subgectes du corps de la baronnie, ville close, abbaye, prieuré

unité de droit. L'article 240 de la coutume du Maine porte : « Et si les choses d'une mesme succession sont assises ès pays d'Anjou et du Maine, toutesfois l'aisné ou heritier principal n'y aura qu'un precipu et advantage, posé qu'il y ait en chacun d'iceux pays une maison demourée d'icelle succession. »

(1) Publiée par M. d'Espinay. Il y a entre les usages de la Touraine et du Loudunais le même parallélisme qu'entre ceux de l'Anjou et du Maine.

(2) Texte L dans M. Beautemps-Beaupré, t. 4, p. 153, n° 27.

conventuel ou college, avecques forest. Et qui n'auroit que trois chastellenies subgectes du corps sans les autres, ou deux avecques ville close, ou une avecques les choses dessus dictes peut estre dit baron. Mais le miex fondé de tout est celui des trois chastellenies subgectes. » Cette disposition est répétée par les rédactions du XVI^e siècle (1). En Touraine et en Loudunais, deux chastellenies seules dépendant d'un fief en faisaient une baronnie (2).

A. *Ligne directe entre mâles.* — Les baronnies ne se démembrent point, à moins que le père n'en ait fait partage lui-même entre ses enfants. L'aîné doit seulement fournir aux puînés une pension proportionnée à la valeur de la terre et marier les filles (3). Le même droit se continua dans le Maine et l'Anjou jusqu'à la fin de notre ancien droit. Un premier texte du XIII^e siècle, comme les *Etablissements*, répète leur disposition (4). Celle-ci se précise un peu plus tard dans la coutume de 1385, dite glosée (5). On apprend que l'« avenant » des puînés est fixé au tiers. Au XV^e siècle, une nouvelle hiérarchie des terres titrées apparaît ; le texte règle alors la dévolution du comté et de la baronnie (6). Il décide

(1) Maine, art. 54 ; Anjou, art. 47.

(2) Touraine, XV^e siècle, d'Espinay, p. 228 ; 1507, chap. VI, art. 2 ; 1559, art. 71 ; Loudunais, chap. VI, art. 2.

(3) *Etablissements*, édit. Viollet, I, § 26.

(4) Beauteemps-Beaupré, anciennes coutumes d'Anjou et du Maine. B. n^o 18, t. 1, p. 76.

(5) Même ouvrage, C., n^o 18, t. 1, p. 204 ; cf. F. n^o 423, t. 2, p. 164.

(6) Le même phénomène s'est produit en Bretagne.

également que l'aîné peut donner à ses frères et sœurs l'équivalence de leur part en d'autres terres, si la succession en comporte ; s'il n'y a que la baronnie pour tout bien, les puînés mâles auront sur elle leur droit de jouissance, comme les filles leur dot en propriété. Cependant les prérogatives attachées au titre de baron ou de comte resteront entières aux mains de l'aîné ; les puînés auront seulement droit à une récompense du tiers (1). Il n'y a pas de changement au XVI^e siècle (2).

En Touraine et dans le Loudunais, l'usage n'est pas tel que nous venons de le décrire pour l'Anjou et le Maine. Il y a d'abord cette importante différence que nous retrouverons à propos des fiefs inférieurs : les puînés, mâles ou filles, ont leurs parts en pleine propriété. Si la succession ne comprend pas d'autres fiefs permettant de récompenser les puînés, les comtés ou baronnies se morcelleront donc notablement (3). D'autre part, l'aîné prend par préciput le château avec les fossés et pourpris et, en outre, le chezé (4) « qui est le vol d'un chapon à

(1) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine E. (cout. de 1411), n° 188, t. 1, p. 502 ; I. (cout. de 1463), n° 221, t. 3, p. 356. Comparez L. n° 141, t. 4, p. 206.

(2) Anjou, art. 278 ; Maine, art. 294.

(3) Coutume de Touraine du XV^e siècle, d'Espinay, p. 261.

(4) Ainsi en Touraine, le chezé et le vol du chapon sont une seule et même chose. Quant à sa valeur, « VIII^{xx} pas doubles et myeulx est trouvé que ung chapon peult voller... ». V. Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, I, n° 218 et la note, Beaupré, t. 3, p. 353 ; cf. Anjou, 1508, art. 32. — Dans l'Anjou et le Maine, le chezé s'entendait autrement, car il ne comprenait que ce qui était con-

l'entour du chastel hors les fousés ». Appartiennent encore à l'aîné à cause de son préciput, l'hommage d'une châteltenie, les droits de guet, de patronage, « d'aumoneries et maladeries ». Mais la ville, les moulins ou fours à ban compris dans le vol du chapon, ainsi que le reste des droits attachés à la dignité se partagent dans les mêmes proportions que la terre. Comme en Anjou et dans le Maine, l'aîné pourra en rester seul investi en récompensant ses puînés. Les deux coutumes de Touraine du XVI^e siècle, ainsi que celle du Loudunais répètent tous ces points (1).

B. *Ligne directe entre filles*. — N'y a-t-il comme enfants que des filles, la condition de la plus âgée ne diffère en rien de celle qu'a l'aîné mâle. Le premier texte

tenu dans les fossés « tout ce qui est en jardin, en clouaison des foussez environ, le dit chastel ou herbergement ». Cela est rendu plus certain par la suite du texte. En présence d'un « herbergement qui n'est point forteresse », qui, par conséquent, est susceptible de n'être pas entouré de fossés, on ne parle plus de chezé. V. Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n^o 153, t. 1, p. 475 ; I. n^o 183, t. 3, p. 324 ; F. n^o 446, t. 2, p. 172. Comp. Maine, 1508, art. 228, *in fine*, combiné avec 335 *in fine*.

Quelle est l'étymologie de chezé ? M. Viollet combat très justement (*Etablissements de Saint-Louis*, t. 3, p. 283) l'opinion présentée par Laurière, d'après laquelle on devrait faire dériver ce mot de coq.

On trouve dans le bas latin l'adjectif *casalis* e, relatif aux propriétés délimitées et le substantif *casalia*, ium, limites. Nous venons de voir que le chezé comprend ce qui est en clouaison de foussez. Ne peut-on chercher là l'origine de cette expression ? (Comparez l'ancien mot dauphinois chazal, petite grange, venu de casale et de casa. Littré, *Dictionnaire, Supplément*, p. 73).

(1) Touraine, 1507, ch. 26 ; 1559, ch. 26 ; Loudunais, ch. 28.

qui pose le principe se trouve dans la *Compilatio de usibus et constitutionibus Andegavie* (1).

Une enquête faite en 1340, confirme que l'usage de l'Anjou et du Maine était de ne point démembrement la baronnie même entre filles (2). Il est certain que le droit est resté le même par la suite, quoiqu'on ne puisse plus invoquer pour assimiler les deux sexes que la généralité des termes employés par les coutumes du XVI^e siècle (3).

En Touraine et dans le Loudunais, le texte a pris soin de s'exprimer de façon plus précise, et il range explicitement la fille sur le même rang que le mâle (4).

C. *Ligne collatérale*. — Si nous abordons maintenant la ligne collatérale, nous ne nous trouvons plus du tout renseignés par les textes. Cependant il faut penser que le même droit subsistait. Car on ne pouvait logiquement démembrer en faveur de collatéraux un bien déclaré indivisible au regard des enfants.

Du reste, une note sur l'article 278 de la coutume d'Anjou nous avertit que cet article avait lieu également en ligne collatérale (5).

(1) « Il est usage que se terre eschet a III seurs, que l'einée aura les II pars, et en fera le tierz as autres II seurs sanz desmambler la baronnie. » V. Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, A. n° 63, t. 1, p. 54.

(2) Citée par Dupineau (*Commentaire sur l'art. 278 d'Anjou*) d'après André du Chesne, *Hist. généalog. de la maison de Montmorency et de Laval*, Paris, 1624, p. 95.

(3) Anjou, art. 278 ; Maine, 294.

(4) Touraine, XV^e siècle, d'Espinay, p. 261 ; Touraine, 1507, ch. 26, 1559, ch. 26 ; Loudunais, ch. 28.

(5) Coutumier général, Bourdot de Richebourg, t. 4, p. 558.

§ 2. — Fiefs ordinaires.

A. *Ligne directe*. — Quant aux fiefs ordinaires, d'après les *Etablissements de St-Louis*, ils se divisaient en trois parts dont deux allaient à l'aîné qui obtenait encore par préciput le principal manoir (1). Tous les puînés sont ici propriétaires ; c'est le point important qu'il ne faut pas perdre de vue. L'aîné faisait les lots et en attribuait un à ses frères et sœurs, qui pouvaient, cependant, critiquer son œuvre et la reprendre (2). Ce droit ne passa pas entièrement dans les anciennes coutumes d'Anjou et du Maine ; celles-ci séparent la condition des puînés mâles de celle des filles et n'accordent plus aux premiers leur part qu'en usufruit : c'est le bienfait (3).

Ajoutons qu'à partir du XV^e siècle, plus de précision est apportée à la détermination du préciput.

(1) *Etablissements de St-Louis*, I, § 10.

(2) Même ouvrage, *ibidem*. Rappelons que cet usage fut introduit en Bretagne par la prêt. ordon. de Jean II, mais qu'il ne s'y implanta pas. Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 187, t. 1, p. 501 ; L. n° 220, t. 3, p. 335.

(3) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. n° 1, t. 1, p. 69 ; C. n° 1, t. 1, p. 180 ; E. n° 153, t. 1, p. 475 ; L. n° 183, t. 3, p. 324. Comparez F. n° 446, t. 2, p. 172 ; L. n° 120, t. 4, p. 199.

D'après la glose du texte C (*ibidem*) tant que les puînés s'abstiennent de réclamer leurs droits successoraux, l'aîné doit les garder avec lui et assurer leur entretien d'une façon convenable. V. également, L. n° 120.

Sur la question de savoir si les puînés angevins ont au XIII^e siècle leur part en propriété ou en usufruit, V. M. Viollet, t. 1, p. 296, note 2.

L'ainé a le manoir avec ce qui l'entoure jusqu'aux fossés. Si le manoir n'est point une forteresse, l'ainé a, en outre, une pièce de terre de deux journaux de contenance ou de la valeur de cinq sous tournois de rente (1). Enfin, point très important, les terres roturières sont assimilées aux fiefs (2). Revenons sur les droits des puînés mâles. En principe, chacun d'eux a vocation à la totalité du bienfait. Car s'ils en jouissent indivisément sans attribuer à chaque enfant une portion séparée, l'usufruit dont est grevé l'ainé ne change pas jusqu'à la mort du dernier puîné, la part des prédécédés se reportant sur la tête des survivants (3). D'après une autre dis-

(1) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, V. les textes cités à la note précédente.

(2) *Idem.*

(3) « Si enfanz de gentil homme qui soient puisnez ont leurs parties ensemble, elle descent de l'un puisné à l'autre des puisnez à leurs décès » ; glose de C. n° 1. V. Beaupré, t. 1, p. 184. V. également glose de C. n° 15, t. 1, p. 200 ; E. n° 154, t. 1, p. 477 ; I. n° 186, t. 3, p. 326. Compar. F. n° 424, t. 2, p. 165, n° 824, p. 296 ; L. n° 121, t. 4, p. 200. Même disposition au XVI^e siècle ; Maine, art. 244 ; Anjou, art. 228. Du reste, l'ainé ne peut pas de son autorité personnelle partager le tiers entre les puînés. Enquête par tourbes de 1633 sur l'art. 228 d'Anjou, V. Pocquet de Livonnière, coutume d'Anjou, t. 2, col. 153.

Autre chose serait si les puînés avaient leurs parts en pleine propriété, à la suite d'une donation de leur père ou de leur frère aîné. Car on devrait appliquer alors les principes qui régissent les successions collatérales. Nous verrons plus loin (à propos des successions collatérales) que le contraire avait lieu en Touraine et en Loudunais (cf. sur ce point F. n° 434, t. 2, p. 168).

On se souvient avoir rencontré une disposition analogue dans les coutumes d'Amiens, de Péronne, de St-Quentin et de Ribemont.

Toutefois les puînés ont, en Picardie, la jouissance des parts de

position, vraiment abusive, des coutumes du XV^e siècle, à la mort du puîné, faisaient retour à l'aîné, avec le bienfait, les acquêts réalisés grâce au revenu de ce bienfait. On ne tenait aucun compte des enfants mêmes du *de cuius*. Du reste, les biens acquis au service du roi, aux armées ou ailleurs, par le négoce, etc., restaient soumis au droit naturel et se transmettaient aux descendants. Au XVI^e siècle, on supprima à l'aîné ce droit exorbitant et les enfants des puînés purent succéder à tous les acquêts paternels quels qu'ils fussent (1).

Ceci mis à part, il n'y eut en 1508 rien de changé au droit établi par les coutumes du XV^e siècle. L'aîné conserva les deux tiers de tous les immeubles, censifs ou nobles (2). Le préciput resta fixé de la même façon. Le tiers à partager entre les puînés fut toujours pour les filles, en propriété ; pour les mâles, en usufruit. Quelques efforts furent cependant tentés, mais en vain, pour améliorer la condition des cadets (3). Un demi-siècle en-

leurs frères prédécédés, dans tous les cas ; ils doivent, en Anjou et Maine, pour s'acquérir ce bénéfice, tenir leurs portions héréditaires indirectes.

(1) « Si teulx puisnez masles nobles ont si grant bienfait que en oultre leur estat ilz facent aucuns acquestz de héritaiges, et qu'il soit veu les avoir faiz du revenu de leur bienfait, teulx acquestz avec leurs héritaiges du bienfait retournent à l'aisné ou à sa représentation. ». E. n^o 156 ; Beautemps-Beaupré, t. 1, p. 479. V. également I. n^o 188, t. 3, p. 129 ; F. n^{os} 429 et 433, t. 2, p. 166 et 168 ; Coutumes du XVI^e siècle. V. Anjou, art. 222 *in fine* ; Maine, art. 245.

(2) Anjou, art. 222, Maine, art. 238, 239.

(3) Voyez le procès-verbal de la coutume d'Anjou dans Bourdot

viron après cette réformation, les puînés d'Anjou et du Maine obtinrent un édit royal leur accordant leur part dans le tiers en pleine propriété, mais il ne fut pas enregistré (1).

Une dérogation au droit général de l'Anjou et du Maine existait en Vendômois et à Montdoubleau. Les cadets mâles, comme les filles, y avaient leurs parts en pleine propriété (2).

La grande différence qui sépare le droit de la Touraine et du Loudunais d'avec celui de l'Anjou et du Maine est la propriété de leur part octroyée à tous les puînés sans distinction de sexe (3). Les deux coutumes

de Richebourg, t. 4, p. 592 et celui de la coutume du Maine, même tome, p. 524.

(1) « Acriter obstitit regius procurator pour la consequence que cela pourroit faire contre le Roy, au faict des Apennages des fils ou freres puisnez des Roys. Ideoque res tota intermissa hactenus, ac silentio sepulta est ». R. Choppini de legibus Andium municipalibus libri tres Parisiis ap. Nicol. Chesneau 1581 (livre, III, t. II, n° 5, p. 411, note marginale.

(2) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, C. n° 1, la glose, t. 1, p. 184; E. n° 157, t. 1, p. 480; I. n° 189, t. 3, p. 330; L. n° 123, t. 4, p. 201; Maine, 1508, art. 231, Maine, 1508, art. 239 et 248.

La coutume de Vendôme n'est pour M. d'Espinay que la survivance de l'ancien usage d'Anjou. Au XIII^e siècle les puînés avaient partout, selon cet auteur, leur part en pleine propriété. Leur condition s'est aggravée progressivement. Dans le pays de Vendôme, la coutume a résisté aux innovations et le droit des puînés est resté intact. Voyez la brochure de M. d'Espinay sur la coutume de Vendôme, Angers 1892, extraite des *Mémoires de la Société nationale d'agric., sciences et arts d'Angers*.

(3) La même divergence a été constatée entre nos deux groupes de coutumes à propos des baronnies et autres fiefs supérieurs.

dont nous allons maintenant nous occuper ont conservé le droit primitif des *Etablissements de St-Louis*. A l'opposé, le préciput de l'aîné est quelque peu plus important que dans le groupe angevin. Il comprend le château et son pourpris (1), comme en Anjou et dans le Maine le maistre manoir avec « ce qui est en jardin et clouaison de foussez ». Mais, avantage particulier aux deux premières coutumes, l'aîné a droit d'après elles à une « foy et hommage (2) » et au chezé « qui est deux arpens de terre environ ledit hostel ». Du reste, si ce préciput renfermait un étang, un moulin ou un four à ban, un colombier, une garenne, une futaie ou un clos de vigne, l'aîné devait récompenser ses frères et sœurs du tiers de la valeur de ces choses.

En dehors de ce qu'il prélève ainsi hors part, l'aîné a les deux tiers de tous les immeubles quels qu'ils soient, propres ou acquêts, fiefs ou rotures. Sur ce point, il n'y a aucune différence avec l'Anjou et le Maine, non plus qu'à propos de l'établissement des lots qui se fait suivant la règle donnée par les *Etablissements* (3).

Depuis la coutume du XV^e siècle jusqu'à la réforma-

(1) « La pourprise est ce qui est dans la closture ou circuit de l'hostel noble enfermé de murs, hayes ou fossez ». Coutume de Touraine par Et. Pallu, Tours, 1661, p. 428.

(2) Si celle-ci manque, l'aîné pourra réclamer en son lieu et place cinq sous de rente ou un arpent de terre.

(3) V. sur les parts héréditaires respectives de l'aîné et des puînés : Touraine, XV^e siècle. d'Espinay, p. 254, 255 ; 1507, chap. 25, art. 3, 4 ; 1559, art. 260, 261 ; Loudunais, chap. 27, art. 4, 5. Sur l'établissement des lots : Touraine, XV^e siècle. d'Espinay, p. 257 ; 1507, chap. 25, art. 13 ; 1559, art. 271, 272 ; Loudunais, chap. 27, art. 15.

tion de 1559 comprise, le droit s'est maintenu identique en Touraine sur toute la matière du partage des fiefs inférieurs. Cela va jusqu'à la reproduction des mêmes expressions par les diverses rédactions. La coutume de Loudunais consacre le même usage que celle de Touraine.

« La matière de la succession des nobles ne se peut accomplir sans traicter des mariages des nobles personnes », comme dit la coutume d'Anjou et du Maine de 1411 (1). La dot, en effet, que le père donnait à sa fille en la mariant, pouvait à de certaines conditions tenir lieu de part héréditaire et empêcher l'enfant de venir à la succession ». Nous nous rappelons avoir rencontré cet usage en Bretagne ; mais ici nous l'étudions dans son pays d'origine. Il a passé en Bretagne par le canal de la prétendue ordonnance de Jean II. Trois règles fondamentales le résument : *a*) le père peut donner à sa fille « plus grand mariage que avenant », maxime qui comporte plusieurs limitations ; *b*) il peut lui donner moins que sa part héréditaire ; pourvu qu'elle soit « emparagée », elle sera exclue par la seule « maritatio ». Ici l'unanimité se fait entre tous les textes ; *c*) le frère aîné seul souffre ou profite de l'écart entre la dot et la part héréditaire ; ceci encore ne va pas sans réserves.

Reprenons ces différents points. Les *Etablissements de St-Louis* déclarent déjà que « Gentis hom si puet bien doner à sa fille plus grant mariage que avenant (2) ».

(1) E. n° 163, Beautemps-Beaupré, t. 1, p. 484. I. n° 195, t. 3, p. 335.

(2) I. § 11.

Cette disposition est reproduite par une coutume d'Anjou et du Maine du XIII^e siècle (1). Mais un siècle plus tard, un autre texte qui appartient à la coutume dite glosée se rencontre en opposition absolue avec ce droit. « Gentil homme ne puet donner à sa fille plus grant mariage que avenant ». Et la glose : « Einsi povez veoir que quant gentil homme donne à sa fille trop grant partie en mariage, que il n'est pas tenable par droit ; car c'est en préjudice de l'ainsné (2) ». Les coutumes du XV^e siècle reviennent à la tradition antérieure. D'après elles, le père peut donner à sa fille une dot supérieure à ses droits successoraux pourvu qu'elle ne dépasse pas « la tierce partie de la terre (3) ». Les coutumes du XVI^e siècle conservent ce droit sans changement (4).

En Touraine et dans le Loudunais, les droits du père dans cette première hypothèse étaient beaucoup plus limités ; il ne pouvait augmenter la dot que d'un quart, et que pour une seule fille (5).

(1) B. n° 2, t. 1, p. 70.

(2) C. n° 3, t. 1, p. 186. Il est permis de se demander si ce texte n'a pas été interpolé, car il se présente en contradiction avec tous ceux qui l'ont précédé ou suivi, surtout si l'on tient compte de ce que la négative (Gentilhomme *ne* peut donner) ne fait pas corps avec le reste d'après M. Beauteemps-Beaupré. Voici la note de cet auteur « la négative est ajoutée d'une écriture postérieure, et à peine lisible ; mais elle me semble indispensable, ainsi que cela résulte de la glose », *loc. cit.*

(3) E. n° 163, Beauteemps-Beaupré, t. 1, p. 484 ; I. n° 195, t. 3, p. 335. Comp. E. n° 224, t. 1, p. 527 et I. n° 257, t. 3, p. 388.

(4) Anjou, 241, 247 ; Maine, 258, 265.

(5) Touraine, 1507, ch. 24, art. 9 ; 1559, art. 253 ; Loudunais, ch. 26, art. 5.

A l'inverse du premier cas, le père pouvait marier sa fille en lui donnant une dot moindre que sa part héréditaire. « Et se li peres le marioit o mains que avenant, si ne puet ele retorner à la fraresche » (1). C'est ce que disent les *Etablissements*, et ce que répètent à leur suite les deux textes de l'Anjou et du Maine du XIII^e et du XIV^e siècle (2). Au XV^e siècle, nous sortons de cette généralité un peu imprécise ; le pouvoir paternel se délimite : il apparaît très grand. La fille doit se contenter du don le plus modique, d'« ung chappel de rouses ». Le père, d'autre part, est seulement tenu de la marier à un homme de son rang. Est-elle « emparaigée noblement », elle sera exclue non seulement de la succession de son père, mais de toutes les successions directes tant qu'il y aura un héritier mâle ou sa représentation ; il faut même en dire autant de la ligne collatérale à l'égard des propres (3). L'exclusion se produit de plein droit ; pour la conjurer, le père doit lors du mariage réserver expressément à la fille le droit de revenir à sa succession. Au contraire, la fille garderait tous ses droits héréditaires si le père l'avait mariée à un non noble, à moins encore qu'elle n'eût fait une renonciation expresse (4). Les coutumes du XVI^e siècle suivent les mê-

(1) *Etablissements*, I, § 11.

(2) B. et C., *loc. cit.*

(3) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine. V. les textes cités à la note 3 de la page précédente. Comp. L. n^o 128, t. 4, p. 202.

(4) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n^o 163, t. 1, p. 485 ; L. n^o 196, t. 3, p. 337.

mes solutions. Il n'y a que cette légère modification en faveur de la fille, que pour les successions collatérales, on ne distingue pas entre les propres et les acquêts, et qu'elle est habile à succéder aux uns comme aux autres (1).

Il faut répéter pour la Touraine et le Loudunais tout ce que nous venons de dire, en faisant les deux observations suivantes : la mère avait comme le père le droit de marier « à moindre part » ; la fille n'était exclue que des successions de l'ascendant donateur ou des parents de sa ligne (2).

La règle, que l'aîné profite ou souffre seul de l'écart existant entre la dot et la part héréditaire, ne se trouve pas dans les *Etablissements de St-Louis*. Elle ne fut jamais reçue, d'autre part, en Touraine et en Loudunais (3). Elle est formulée pour la première fois par la coutume d'Anjou et du Maine de 1411, et reproduite ensuite par les diverses réformes (4).

(1) Anjou, art. 241-243 ; Maine, 258-260. La faculté de donner à la fille une dot moindre que sa part héréditaire n'était pas accordée à la mère. V. Dupineau et Pocquet de Livonnière, *Commentaire sur l'art. 241*. Ces auteurs ajoutent que le père devait être noble de race, règle qui en Bretagne était passée dans le texte de la coutume.

(2) Touraine, XV^e siècle, M. d'Espinay, p. 260 ; 1507, ch. 25, art. 26 ; 1559, art. 284 ; Loudunais, ch. 27, art. 26.

(3) Il eut fallu comme en Anjou et dans le Maine une disposition expresse pour permettre au fils aîné de recueillir la part de sa sœur, pour écarter le droit d'accroissement. Cette disposition manquait. « Et ne fera ladite fille, ou ses descendants, part en ladite succession ».

(4) Coutume de 1411, E. n° 168, t. 1, p. 487 ; Coutume de 1463,

Mais il ne faut pas se méprendre sur la véritable signification de ces mots : « c'est au profit et dommage de l'ainé » que tous ces textes emploient quand ils parlent de la dot de la fille. On pourrait croire que la part des puînés est préfixe et invariable, qu'elle comprend toujours le tiers du patrimoine paternel tel qu'il se comporte au moment du mariage ; or il n'en est rien. La fille reçoit une dot qui peut aller jusqu'au tiers des immeubles ; le reste se partagera lors de l'ouverture de la succession dans la proportion accoutumée. Les puînés auront le tiers « de ce qui en demourera » ; ils subissent donc tout de même le contre-coup de la grande libéralité du père vis-à-vis de sa fille.

Il est au contraire vrai, sans restriction, de dire qu'ils ne profitent pas de la situation inverse, « car audit cas, ledit aîné prendra en la succession de pere et de mere, la portion qu'eust prins sa sœur, sur ce deduit et precompté en ladite portion, la valeur de ce qui lui a esté donné par droit d'heritage en faisant ledit mariage ». Il faut joindre au cas de la fille exclue des successions par son mariage, l'hypothèse du fils ou de la fille entrant en religion ; l'aîné a encore le droit de garder pour lui-même la part qu'aurait eue cet enfant s'il eût succédé (1).

Le frère ne peut valablement donner à sa sœur une

1. n° 199, t. 3, p. 338 ; Anjou, 1508, art. 241, 247 ; Maine, 1508, art. 258, 265.

(1) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 169, t. 1, p. 488 ; I. n° 200, t. 3, p. 339 ; L. n° 132, t. 4, p. 203 ; Anjou, 1508, art. 248 ; Maine, 1508, art. 266.

dot moindre que sa part héréditaire. S'il le faisait, elle pourrait exiger le surplus, mais seulement après la mort de son mari ; durant le mariage de sa sœur, l'aîné est à l'abri de toute réclamation possible. Si la femme meurt la première, ses enfants pourront exercer son droit (1).

Examinons quelques points secondaires, comme ceux de la succession aux meubles, du paiement des dettes et de la saisine. Dans tout le groupe tourangeau-angevin, les meubles sont affectés au paiement des dettes. C'est l'aîné qui est seul héritier des meubles : aussi a-t-il seul la charge du passif ; pour s'en exonérer, il lui est toutefois loisible de refuser le mobilier. On fera alors l'inventaire de celui-ci ; et si la valeur n'en est pas suffisante pour couvrir les dettes, chaque héritier contribuera à acquitter le surplus au prorata de ce qu'il recueille de la terre. L'aîné ne contribue pas à raison de son préciput, mais seulement eu égard à sa part avantageuse (2).

(1) *Etablissements de St-Louis*, I, § 11 ; anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. n° 3, t. I, p. 70 ; C. n° 3, t. I, p. 187 ; E. n° 166, t. I, p. 485 ; L. n° 197, t. 3, p. 337 ; comparez, F. n° 396, t. 2, p. 156 et n° 805, p. 292 ; L. n° 129, t. 4, p. 203 ; Anjou, 1508, art. 224 ; Maine, art. 261 ; Touraine, XV^e siècle, d'Espinay, p. 260 ; coutume de 1507, chap. 25, art. 27 ; de 1559, art. 285 ; Loudunais, ch. 27, art. 27.

(2) Sur la succession aux meubles et aux dettes. *Etablissements de St-Louis*, I, § 10 ; anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. n° 1, t. I, p. 69 ; C. n° 1, t. I, p. 180 et la glose, p. 183 ; E. n° 160, t. I, p. 482 ; L. n° 191, t. 3, p. 332 ; comparez, F. n° 465, t. 2, p. 180, et n° 822, p. 296 ; K. n° 177, t. 4, p. 94 ; L. n° 120, t. 4, p. 199, et n° 125, t. 4, p. 201 ; Anjou, 1508, art. 235 ; Maine, art. 252, Touraine, XV^e siècle, d'Espinay, p. 254 et 257 ; coutume de 1507,

L'aîné était saisi de toute la succession, les puînés devaient s'adresser à lui pour obtenir la délivrance de leur part ; tant qu'ils n'avaient pas fait de sommation régulière, leur frère faisait les fruits siens. Tel est, du moins, le droit de l'Anjou et du Maine au XV^e siècle, de la Touraine à la même époque et dans la première rédaction du XVI^e siècle, et du Loudunais (1).

Au contraire, les coutumes d'Anjou et du Maine de 1508, celle de Touraine de 1559 décident que les enfants sont saisis de la succession chacun pour leur part. Si l'aîné a seul perçu les fruits, il doit les rendre aux puînés, depuis la mort du *de cujus* (2).

B. *Ligne collatérale*. — Le droit d'aînesse se continue en ligne collatérale. Et dès l'origine, nous le trouvons suivant une observation maintes fois renouvelée, plus sévère qu'en ligne directe : « Toutes escheoites qui aviennent entre freres sunt l'ainzné, puis la mort au pere, si ce n'est de lor mere, ou d'aiol ou d'aiole ; carl'en apele ces escheoites droites avenues ». Le droit d'aînesse absolu que ce pas-

chap. 25, art. 3. 12, 20, filles) ; 1559, art. 260, 268, 269, 274 (filles) ; Loudunais, chap. 27, art. 3, 14. V. également Dupineau, *op. cit.*, sur l'art. 222 d'Anjou, col. 440, sur l'art. 235, col. 465 et s. ; Pocquet de Livonnière, *op. cit.*, t. 2, col. 153 à 157, col. 1049, col. 1055 et suiv.

(1) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 159, t. 1, p. 481 ; I. n° 190, t. 3, p. 337. Comp. F. n° 395, 2, p. 156 ; L. n° 124, t. 4, p. 201, XV^e siècle, M. d'Espinay, p. 255 ; coutume de 1507, chap. 25, art. 5 et 7 ; Loudunais, ch. 27, art. 6, 8.

(2) Anjou, 1508, art. 234 ; Maine, 1508, art. 251 ; Touraine, 1559, art. 262. L'aîné est en outre le représentant naturel de ses cohéritiers ; il peut conduire les procès pour le tout, soit en demandant soit en défendant ; Anjou, art. 253 ; Maine, 236.

sage des *Etablissements* (1) consacre, se retrouve en Anjou et dans le Maine aux XIII^e et XIV^e siècles (2). Au XV^e s'introduit, pour les filles seulement, le droit de concourir avec le mâle aîné ; celui-ci sera réduit aux deux tiers (3). Cependant, d'après le *Liger*, les puînés mâles étaient admis à succéder en ligne collatérale dans un cas particulier : lorsque le *de cujus* était le frère aîné mort sans descendants ; au plus âgé des cadets revenaient « les deux pars... avecques ledit avantage ; et les seurs et autres freres auront le tiers (4)... » Au XVI^e siècle les puînés mâles succèdent, comme les filles, dans tous les cas ; en outre, nous sommes arrivés à l'opposé de ce que nous constatons à l'origine, leur part est plus importante qu'en ligne directe. C'est, en effet, une pleine propriété (5).

La Touraine resta fidèle au système des *Etablissements de St-Louis* et les puînés y furent toujours écar-

(1) *Etablissements*, I, § 23.

(2) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, A. n° 69, t. 1, p. 55 ; B. n° 15, t. 1, p. 75 ; C. n° 15, t. 1, p. 200. Il ne faudrait se laisser prendre aux mots et croire que le passage de la glose sur C. n° 1 qui commence ainsi : « Si une succession vient collatéral... » s'occupe effectivement de la succession collatérale. Il pose seulement le principe de la représentation et décide ensuite comment devront être subdivisées entre les enfants des représentés les parts respectives. V. Beauteemps-Beaupré, t. 1, p. 185.

(3) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 155, t. 1, p. 479 ; I. n° 187, t. 3, p. 328 ; comp. F. n° 823, t. 2, p. 296.

(4) F. n° 428, t. 1, p. 166. Les coutumes E. et I., voir les numéros cités à la note précédente, ne définissent que la condition du plus âgé des puînés devenant l'aîné et non celle des autres frères.

(5) Anjou, art. 229, 230 Maine, 246, 247.

tés des successions collatérales (1). Le même droit avait lieu en Loudunais (2). Toutefois la règle comportait deux exceptions: *a*) le puîné mourant sans enfant et qui n'avait pas eu une part séparée, qui avait joui indivisément avec ses frères du tiers ou de la portion du tiers représentant leurs droits héréditaires, transmettait aux cadets seuls sa part de la masse (3). Nous retrouvons là une disposition analogue à celle existant en Anjou et dans le Maine ; mais dans ces deux provinces, les cadets mâles n'étant que de simples usufruitiers, la transmission des droits de l'un aux autres doit être envisagée comme une extension du droit héréditaire en ligne directe, tandis que nous sommes ici en présence d'une succession collatérale privilégiée.

L'effet de cette jouissance commune était très important, car ce n'est pas seulement la part des propres qu'elle faisait retourner aux puînés, mais aussi tous les acquêts qu'avait pu faire le *de cujus* (4).

b) La seconde exception à l'exclusion des puînés en

(1) Touraine, XV^e siècle ; d'Espinay, p. 259 et 260, coutume de 1507, ch. 25, art. 24 ; de 1559, art. 282.

(2) Ch. 27, art. 23.

(3) V. les textes cités à la note 1 ; ajoutez Touraine, XV^e siècle, d'Espinay, p. 355 ; coutumier de 1507, ch. 25, art. 6, 21 ; 1559, art. 263 ; Loudunais, ch. 27, art. 7, 12.

Autre limitation au droit exclusif de l'ainé en ligne collatérale d'après la coutume de Touraine de 1559, il est tenu d'abandonner aux puînés survivants un tiers de la succession de leur frère prédécédé (lorsque celui-ci a eu sa part divisée), art. 279.

(4) Touraine, 157, ch. 25, art. 25 ; 1559, art. 183 ; Loudunais, ch. 27, art. 24.

collatérale se rencontrait dans la succession du frère aîné mort sans descendants. L'aîné après lui recueillait le préciput et les deux tiers, les cadets se partageant le restant (1).

C. *Entre filles*. — A l'origine, le droit d'aînesse n'était accordé dans sa plénitude qu'aux mâles ; lorsque le défunt ne laissait que des filles, elles divisaient sa succession également, mis à sa part seulement un préciput revenant à la plus âgée. C'est le droit des *Etablissements de St-Louis* et d'une coutume d'Anjou et du Maine du XIII^e siècle (2). Il se continua en Touraine au XV^e et au XVI^e siècle. La coutume de 1461 assimile le fils et la fille aînée, à défaut de mâles, aux points de vue de la saisine, de l'acquisition des fruits qu'elle entraîne, du préciput, de la succession aux meubles et aux dettes, du partage dû aux puînés ; mais la fille n'a point de part avantageuse (3). La réformation de 1507 n'apporte pas de changements ; il y a ceci de nouveau dans celle de 1559 que chaque fille est saisie de sa

(1) V. la page précédente, note 1 ; ajoutez : Touraine, XV^e siècle ; d'Espinay, p. 256 ; 1507, ch. 25, art. 41 ; 1559, art. 267 ; Loudunais, ch. 27, art. 13.

(2) *Etablissements de St-Louis*, liv. I, § 12. « Se gentis hom n'a que filles, tout autretant panra l'une comme l'autre ; mais l'ainznée avra le herbergement en avantage et l'chezé s'il i est, et se il n'i est V sous de rante et garra aus autres en parage ». Même disposition dans B. n^o 4 Beautemps-Beaupré, t. 1, p. 71), sous la modification suivante : le préciput comprend l'herbergement, un homme de foy, et à défaut de ce dernier, cinq sous de rente.

(3) Touraine, XV^e siècle ; M. d'Espinay, p. 257, pour les meubles, p. 259.

part (1). Toutes ces règles valent en ligne collatérale (2).

En Anjou et Maine, dès le XIV^e siècle, avec la coutume glosée, on se sépara de ce droit; on accorda à la fille aînée en face de ses sœurs la même situation privilégiée qu'aurait eue l'aîné mâle (3). Cette règle ne subit par la suite aucune atteinte (4); elle fut même adoptée par la coutume du Loudunais dont nous avons constaté l'ordinaire parallélisme avec celle de Touraine (5). Cette assimilation des deux sexes n'avait pas lieu seulement en ligne directe, mais encore en ligne collatérale (6).

Usage du Mirebalais. — Nous ne pouvons pas quitter l'Anjou sans mentionner l'usage local de Mirebeau tout à fait différent de la coutume générale de la province. Il organisait très faiblement le droit d'aînesse. Le fils

(1) Touraine, 1507, ch. 25, art. 14, pour les meubles, art. 20; 1559, art. 273, pour les meubles, art. 274.

(2) Touraine, XV^e siècle; d'Espinay, p. 259; 1507, ch. 25, art. 14 et 24; 1559, art. 279 et 282.

(3) « Selon la coustume d'Anjou et du Moine, especial en ce cas, l'ainsnée des filles a les II pars de la terre aussi bien, comme auroit l'ainsné frère se il y estoit. Et les filles puisnées ont la tierce partie à héritage ». C. n° 4; Beautemps-Beaupré, t. 1, p. 188.

(4) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 153, t. 1, p. 475, I. n° 185, t. 3, p. 326; comp. F. n° 426 et 438, t. 2, p. 165 et 170; Anjou, 1508, art. 227; cf. art. 222; Maine, art. 243; cf. art. 238.

(5) Loudunais, ch. 27, art. 16; comp. art. 4.

(6) La glose de C. n° 4; Beautemps-Beaupré, t. 1, p. 188; E. n° 155, in fine, t. 1, p. 479; I. n. 187, t. 3, p. 328; comp. F. n. 428, t. 2, p. 166; Anjou, 1508, art. 229, 230; Maine, 1508, art. 246-247; Loudunais, ch. 27, art. 23; comp. art. 13.

ainé, ou la fille à défaut de mâle, n'avait droit qu'à un préciput comprenant « le manoir principal, avec les preclostures anciennes, et un chezé de trois minées de terre autour dudit manoir, et preclostures, si elles y sont, sinon un hommage, s'il y est, ou cinq sols de rente (1) ».

Disons pour terminer, que dans le groupe tourangeau-angevin, les puînés tenaient leurs parts de fiefs de l'ainé en parage. Nous renvoyons à l'examen que nous ferons par la suite de cette institution.

(1) On trouvera cette coutume dans le recueil de Bourdot de Richelbourg, t. 4, p. 596. D'après M. d'Espinay, cet usage local est « un dernier débris de l'ancien système de partage usité aux premiers siècles du moyen âge. C'est une épave restée au milieu du naufrage des vieilles institutions poitevines noyées par l'envahissement du droit angevin ou tourangeau des XIV^e et XV^e siècles ». V. la coutume de Mirebeau et de Faye-la-Vineuse, Angers, 1891, p. 48, extrait des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*.

CHAPITRE V

DROIT D'AINESSE DANS L'ÎLE-DE-FRANCE ET EN ORLÉANAIS.

En abordant maintenant les coutumes de l'Orléanais et de l'Île-de-France, nous faisons un grand pas vers l'égalité des partages.

La différence est profonde du droit que nous allons étudier avec celui des provinces du Nord ou de l'Ouest. Il n'y aura plus maintenant d'indivisibilité pour aucun fief ; les puînés auront leur part en pleine propriété. On rencontre bien, à l'origine, une règle contraire pour les baronnies, mais outre qu'elle n'est pas très nette, elle ne dure pas. Non seulement la part des puînés se consolide, mais elle augmente de quotité ; l'aîné n'a plus de droit assuré aux quatre quints ou aux deux tiers : la présence de deux puînés le réduit à la moitié des fiefs. Le fait qu'on ne se préoccupait dans l'Orléanais et l'Île-de-France que de la seule qualité des terres, sans tenir aucun compte de celle des personnes, conduisait encore à amoindrir le droit d'ainesse. C'était bien augmenter le nombre de ses applications, car que le *de cujus* fût noble ou roturier, les fiefs se partageaient inégalement entre les enfants, mais c'était aussi réduire

sa portée dans chaque cas. Nous avons vu, dans les coutumes où l'élément personnel est prépondérant, l'aîné prendre tous les meubles, avoir dans les terres roturières la même part avantageuse que dans les fiefs, dans nos deux présentes provinces, il perdra ces privilèges. Ces limitations sont une suite logique et directe de l'adoption du point de vue réel. Il en est d'autres enfin, qu'on doit rattacher à l'esprit général de la coutume peu pénétrée par les préoccupations aristocratiques et nobiliaires, savoir : l'exclusion du privilège de primogéniture entre filles, d'abord et, aussi, entre tous héritiers collatéraux.

Nous nous sommes jusqu'à présent trouvés en présence de coutumes communes à une province tout entière ; en Orléanais et dans l'Ile-de-France, nous ne rencontrons qu'une série de coutumes particulières qui consacrent, du reste, le même droit. Comme documents antérieurs aux coutumes officielles, et qui contiennent des prescriptions sur notre matière, nous pouvons citer le *Livre de Justice et Plet* du XIII^e siècle pour l'Orléanais, les *Coutumes de Beauvoisis*, l'ouvrage si célèbre de Beaumanoir de la fin du XIII^e siècle et le *Grand Coutumier* de France, postérieur d'un siècle, qui donne des renseignements sur les usages de la région parisienne (1). En seconde ligne, nous devons mentionner

(1) Le Grand Coutumier de France a été écrit par Jacques d'Ableiges, alors bailli d'Evreux. Il est par conséquent susceptible de retracer les usages de la Basse-Normandie. Mais nous trouverons plusieurs passages où le jurisconsulte fixe le droit d'aînesse en déclarant for-

le *Livre des constitutions du Chastelet de Paris*, à peu près contemporain de Beaumanoir.

§ 1. — Partage des fiefs supérieurs.

Nous avons dit que la distinction en fiefs ordinaires et fiefs titrés, si importante par ses effets dans les coutumes du groupe ando-tourangeau, se retrouvait, du moins à l'origine, dans l'Ile-de-France et en Orléanais.

D'après le *Livre de Jostice et Plet* (1), la baronnie n'est pas démembrée. L'aîné « en fet avenant as menuez sor rentes or sor terres ». Que faut-il entendre par ce mot d'avenant? Les puînés n'ont-ils qu'un usufruit? Quelle en serait la valeur? L'aîné doit-il récompenser ses frères d'une part en pleine propriété égale à ce qu'ils auraient pu prétendre dans un fief ordinaire? Nous inclinons vers cette interprétation. De toute façon, la dignité reste entière aux mains de l'aîné. Quant aux filles, l'aînée doit, à l'exemple de ce qui se passait en Bretagne et dans le groupe tourangeau-angevin, leur fournir une dot, « avenant mariage » (2).

S'il y a plusieurs baronnies, on les distribue entre les enfants, toujours sans les diviser. Du reste, il faut que

mellement que tel est le droit de lavicomté de Paris. Du reste, Jacques d'Ableiges a utilisé ou copié des documents propres à la région parisienne (V. Viollet, *Précis du droit français*, liv. I, sect. III, n° 11). Et avant d'être bailli d'Evreux, il avait été examinateur au Châtelet, puis bailli de Chartres et de St-Denis.

(1) *Jostice et Plet*, liv. 12, ch. 6, § 16, p. 233.

(2) *Jostice et Plet*, liv. 12, ch. 6, § 30, p. 236.

par rapport à l'ensemble de la succession, le rapport ordinaire (1) soit observé entre les parts de l'aîné et des puînés. C'est ainsi que nous croyons devoir expliquer cette disposition : « Et s'il i a plusheirs contez et plusors baronnies, li meinnez et les filles auront chescun la soe... » rapprochée de cette autre : « Et s'il i a dui baronies ou trois, ce sera parti segont la nature des fiez, sanz baronie desmembrer... » (2).

S'il n'y a que des filles, la baronnie reste toujours indivisible, mais il n'y a plus toutefois de droit d'aînesse. La fille qui prend le fief devra à ses sœurs récompense de leurs parts viriles (3).

Beaumanoir ne nous parle pas des baronnies. Il nous dit seulement que la « serjanterie à hiretage » correspondant à des services dus de père en fils au seigneur ne se démembre point ; « ançois convient que li uns des hoirs l'emporte entiere, por ce que li services qui en est deus au segneur ne se departe (4) ».

A peu près à la même époque, on rencontre, dans les *Constitutions du Châtelet*, un texte d'une très grande généralité. Il attribue le fief, sans distinguer entre le fief titré et le fief ordinaire, à l'aîné, les puînés n'ayant qu'une pension viagère (5).

(1) Nous verrons plus loin que l'aîné a les 2/3 ou la moitié des fiefs selon qu'il se rencontre un ou plusieurs puînés.

(2) Liv. 12, ch. 6, § 30, p. 236, et même livre, ch. 24, § 8, p. 252.

(3) V. note 1.

(4) Ch. 12, § 21, p. 189, édit. Beugnot.

(5) « Se plusors enfans sont demoré de pere et de mere, et il y

Il n'y a plus rien de semblable dans le *Grand Coutumier de France*. Pour la seule baronnie, on trouve au chapitre 25 du livre II, la règle qu'elle ne se démembre point ; et encore, d'après le contexte, cette disposition paraît ne pas viser les démembrements par partage d'une succession (1).

Quant aux coutumes officielles, elles ne contiennent plus aucune prescription spéciale aux baronnies ou autres fiefs de dignité. Tous les fiefs sont soumis au même régime.

§ 2. — Fiefs ordinaires.

Le partage des fiefs ordinaires avait lieu dans toutes les coutumes d'Ile-de-France et d'Orléanais d'après une même règle qu'on trouve déjà dans les textes du moyen âge. L'aîné a un préciput composé du principal manoir et de ses dépendances, et une part avantageuse égale à la moitié ou aux deux tiers des fiefs, suivant le nombre des enfants. Les puînés, mâles ou filles, partagent par têtes la portion qui leur est dévolue en pleine propriété. A défaut de mâle, les filles divisent également (2).

ait fief franc, le malle ainsné le doit tenir et avoir ent la seignorie mès il doit tous les autres garder et assener », § 65. Edit. Mortet, p. 75. Fief est pris ici dans le sens général de tenure et le mot franc équivalant à noble. On trouve dans Pierre de Fontaine, l'expression francfié. Nous avons vu qu'en Normandie et en Bretagne, le mot fief était également un terme générique.

(1) « *Item*, l'en peut bien charger son fief de droit incorporel sans ce que le seigneur le puisse refuser raisonnablement, en payant le devoir dudit seigneur, excepté en fief où il y a baronnie qui ne se démembre point. » Edition Laboulaye et Dareste, p. 278.

(2) Ile-de-France, le Grand Coutumier de France : édit. Labou-

En ligne collatérale, le partage des fiefs ne comporte aucun droit d'ainesse (1).

Examinons de près ce qu'était le préciput dans les divers usages de nos deux provinces ; ils offrent entre eux, sur ce point, quelques divergences à vrai dire peu importantes. D'après le *Grand Coutumier de France*, « Par la coustume de la vicomté de Paris, l'ainé aura le principal manoir et ung arpent de jardin (2) ». Un autre

laye et Dareste, p. 299 ; Paris, A. art. 12, 26, 126. N. art. 19 ; Dourdan, art. 8 ; Etampes, art. 11 ; Laon, A. 3^e partie, ch. 2, art. 12, N. art. 153 ; Mantes, A. tit. 21, art. 10, N. art. 9 ; Melun, A. art. 152, N. art. 97 ; Montfort, art. 14, 25 ; Senlis, très ancienne coutume publiée par Pihan de la Forest, Paris, 1771, p. 88, A. titre 5, art. 4, N. art. 131 ; Valois, art. 59. Dans le Beauvaisis, il y avait une légère exception à la règle. D'après Beaumanoir, l'ainée des filles emporte, le chef manoir et l'hommage de ses sœurs, ch. 14, § 4, p. 226, édit. Beugnot, *Addé* : ch. 47, § 3, p. 247 et § 4, p. 248. Dans la coutume de Clermont de 1539, l'ainée n'a plus droit à l'hommage de ses sœurs que pour la première fois, art. 83 ; Orléanais, Orléans, A. art. 25, N. art. 89 ; Blois, art. 145 ; Chartres, art. 6 ; Montargis, tit. des fiefs, art. 25. A l'origine, l'ainé avait droit à un préciput : le meilleur herbergement. Ses sœurs « si prennent emprès tuit ensemble un herbergement ». Les terres se partagent également, *Jostice et Plet*, L. 12, chap. 6, § 30, p. 236 ; comp. L. 12, ch. 21, § 7, p. 252 et L. 12, ch. 6, § 14, p. 233.

(1) Ile-de-France, le *Grand Coutumier de France*, édit. Laboulaye et Dareste, p. 279 et 298. Les constitutions du Châtelet de Paris, § 68 et la note de M. Mortet, Paris, A. art. 20, 148, N. art. 331. Coutume de Beauvaisis par Beaumanoir, ch. 14, § 8, p. 227, éd. Beugnot, Clermont. 1539, art. 85 ; Dourdan, art. 13 ; Etampes, 122 ; Laon, A. 3^e partie, ch. 2, art. 23, N. art. 162 ; Mantes, A. tit. 21, art. 17, N. art. 19 ; Melun, A. art. 186, N. art. 96 à 99 ; Montfort, art. 21 ; Senlis, très ancienne coutume, Pihan de la Forest, p. 89, A. t. 5, art. 9 et 10, N. art. 136 et 127 ; Orléanais, *Jostice et Plet*, liv. 12, ch. 6, § 15, p. 233 ; compar. § 14 et 29 ; Orléans, A. art. 46, 242, N. art. 98 ; Blois, art. 153 ; Chartres, art. 96 ; Montargis, *Traité des fiefs*, art. 43.

(2) Ch. 27, p. 283.

manuscrit, au même passage, accorde à l'aîné tout le jardin, et s'il n'y en a point, un arpent de terre ou le vol du chapon à l'entour du manoir. Lorsque les deux successions, paternelle et maternelle, s'ouvrent en même temps, le *Grand Coutumier*, à l'instar du droit normand, ne donne à l'aîné qu'un préciput sur le total. « Le fils aîné emportera l'hostel lequel mieulx luy plaira, soit par père ou par mère, avec un arpent de jardin, tenant audict hostel, hors part (1). »

La coutume de Paris de 1510 ne conserve pas cette disposition. Elle répète que le préciput comprendra le principal manoir avec le jardin, ou à défaut de jardin, un arpent de terre ou vol du chapon (2). Elle innove en décidant que lorsqu'il n'y a point de manoir, mais seulement des terres labourables, le fils aîné peut prélever hors part un arpent où il lui plaira (3). Le texte réformé de 1580 précise encore davantage le préciput. Il comprend, d'après cette coutume, le manoir principal et la basse-cour attenante, quand bien même le fossé ou quelque chemin serait entre eux deux (4). De l'enclos ou jardin, l'aîné ne pourra plus prendre hors part qu'un arpent au maximum ; si l'enclos contient davantage, l'aîné pourra le garder en entier à la charge de récompenser ses puînés, en terres de même fief si possible (5).

(1) P. 290.

(2) Art. 8.

(3) Art. 11.

(4) Art. 13.

(5) Même article.

La nouvelle coutume prévoit le cas où le préciput de l'aîné contiendrait un moulin, un four ou un pressoir. Elle décide que le corps de ces installations restera la propriété exclusive de l'aîné, mais que le profit du moulin dans tous les cas, du four et du pressoir, s'ils sont banaux, se partagera dans la même proportion que le reste des fiefs, à la charge pour les puînés de contribuer aux dépenses d'exploitation (1). Comme dans l'ancienne coutume, à défaut de manoir, on donnera un arpent de terre à l'aîné (2). S'il n'y a dans la succession qu'un fief consistant en un manoir avec sa basse-cour et un jardin sans autres dépendances, l'aîné ne pourra pas le prendre par préciput, mais il se partagera entre les enfants comme un fief ordinaire (3).

A Dourdan, Etampes, Laon, Mantes, Montfort, en Valois, on donnait à l'aîné le principal manoir avec le jardin sans se préoccuper de sa contenance. A défaut de jardin, un arpent de terre. C'est le système de la

(1) Art. 14 : « La raison de ceste difference entre le profit et revenu du moulin bannal ou non bannal, et du four et pressoir bannal, semble estre, que le moulin n'est pas si commun, que le four et le pressoir, et n'est pas permis à un chacun d'en avoir, comme il est loisible à un chacun d'avoir chez soy un four et un pressoir pour sa commodité, quand le seigneur n'en a point de banaux ; et sur ce que l'usage et fonction du moulin soit bannal, ou non bannal, est continu, et produict un revenu solide, certain et ordinaire, ce que ne faict pas un four ou un pressoir, s'il n'est bannal ». Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 14, n° 3, p. 202 et 203, édit. 1658.

(2) Art. 18.

(3) Art. 17.

coutume parisienne de 1510 (1). Si le préciput comprend un moulin, un four ou un pressoir, l'édifice appartient à l'ainé, le profit se partage entre les enfants (2). Ces coutumes accordent en outre à l'ainé le droit de prendre les parc, clos de vigne, verger ou garenne, entourés de murs ou de fossés, situés près du manoir et servant à son ornement et à son embellissement à la charge, bien entendu, de récompenser les puînés (3).

A Melun, comme à Paris en 1580, dans le préciput ne rentre qu'un arpent de jardin (4). L'ainé peut prendre le parc, le clos de vigne, la garenne, etc., servant à l'embellissement du manoir en récompensant les puînés (5).

A Clermont en Beauvaisis et à Senlis, le préciput se compose du manoir et du jardin jusqu'à deux arpents (6).

En Orléanais, le préciput comprend le principal manoir et le vol du chapon, celui-ci étant estimé à un arpent de terre. La coutume de Chartres l'évalue à trois

(1) Dourdan, 1556, art. 4 ; Etampes, 1556, art. 9 ; Laon, ancienne coutume, 3^e partie, ch. 2, art. 7 ; nouvelle coutume (1556), art. 147 ; Mantes, A. tit. 21, art. 5 ; Nantes, 1556, art. 4 ; Montfort, 1556, art. 9 ; Vallois, 1539, art. 57.

(2) Dourdan, art. 5 ; Etampes, art. 9 ; Laon, 1556, art. 149 ; Mantes, 1556, art. 2 ; Montfort, art. 11.

(3) Dourdan, art. 6 ; Etampes, art. 10 ; Laon, 1556, art. 148 ; Mantes, 1556, art. 3 ; Montfort, art. 10.

(4) Melun, 1506, art. 165 ; 1560, art. 89.

(5) *Id.*, 1560, art. 91.

(6) Clermont, 1539, art. 86 ; Senlis, 1539, art. 126 et 127.

A Pontoise l'ainé avait le jardin en entier ; Pihan de la Forest, *La très ancienne coutume de Senlis*, p. 273.

mines (1). Le partage du corps et du profit des moulins, four ou pressoir compris dans le préciput se fait d'après la coutume réformée d'Orléans, suivant toutes les distinctions que nous avons rencontrées dans la rédaction parisienne de 1580 (2). De même, une solution identique est donnée dans les deux usages au cas où il n'y a qu'un fief dans la succession consistant dans le manoir et l'arpent de jardin (3). Enfin, disposition très importante, à Orléans et à Montargis, le préciput n'était donné qu'une fois dans la succession du père ou de la mère au gré de l'aîné (4).

Tel était le préciput de l'aîné. Quant à sa part avantageuse, elle comprenait la moitié des fiefs quand il y avait deux puînés ou un plus grand nombre, les deux tiers, s'il n'y en avait qu'un seul sans qu'on se préoccupât de son sexe. Lorsqu'ils étaient plusieurs cadets, mâles ou filles, tous partageaient également la moitié qui leur appartenait. Ces règles étaient suivies dans tout l'Orléanais (5) et par la plupart des coutumes de l'Ile-de-France (6). Elles se trouvaient modifiées à

(1) Orléans, 1509, art. 25 ; 1583, art. 89 ; Blois, 1523, art. 143 ; Montargis, titre des fiefs, art. 22 ; Chartres, art. 4.

(2) Orléans, 1583, art. 92. A Chartres, si dans le préciput sont enclos un moulin ou un étang, ils resteront la propriété de l'aîné ; coutume de 1508, art. 5.

(3) Orléans, 1583, art. 96.

(4) Orléans, 1509, art. 27 ; 1583, art. 97 ; Montargis, titre des fiefs, art. 24.

(5) *Jostice et Plet*, liv. 12, chap. 6, § 10, p. 232 et § 30, p. 235 ; Orléans, 1509, art. 25, 26 ; nouv., art. 89, 90 ; Blois, 143, 144 ; Chartres, art. 4 ; Montargis, art. 22, 23.

(6) Grand Coutumier de France, édit. Laboulaye et Dareste, p. 283

Mantes, dans le Beauvaisis, et à Laon. D'après Beaumanoir, l'aîné a les « deux tiers de chascun fief », même en présence de plusieurs frères ou sœurs (1). La coutume de Clermont de 1539 répète le même droit (2). Il est également suivi à Mantès (3). A Laon, l'aîné est réduit à la moitié des fiefs par la présence d'un seul mâle ; il ne lui est loisible de prendre les deux tiers que s'il n'y a qu'une fille puînée (4). En outre, lorsque le défunt a laissé plusieurs cadets, les filles ne sont pas assimilées à leurs frères ; la part de chaque puînée n'est que la moitié de celle d'un mâle (5).

Comment calculait-on le nombre des enfants pour l'établissement de la part avantageuse de l'aîné ? Devait-on compter le renonçant ? Les commentateurs se posèrent la question qui fut tranchée dans le sens de l'affirmative par la coutume réformée de Paris ; son article 310 décide que la part du renonçant accroît à ses cohéritiers

et p. 290 ; Paris, 1510, art. 9, 10 ; Paris, 1580, art. 15, 16 ; Dourdan, art. 4 ; Etampes, art. 9 ; Montfort, art. 12 ; Melun, 1506, art. 165, 166 ; 1560, art. 89 ; Valois, 57, 58 ; Senlis, très ancienne coutume, *op. cit.*, p. 87 ; ancienne coutume, titre V, art. 2 ; nouvelle coutume, art. 127.

(1) Chap. 14, § 5, édit. Beugnot, p. 226.

(2) Art. 81. Même règle dans la coutume de Senlis pour les fiefs qu'elle régissait au delà de l'Oise, voyez très ancienne coutume, *op. cit.*, p. 87, ancienne coutume, art. 1, titre V ; nouv., art. 126.

(3) Mantès, A. t. 21, art. 5 ; nouv., 1556, art. 1.

(4) Ancienne coutume, 3^e part., chap. 2, art. 8 et 9 ; nouvelle coutume, art. 151.

(5) Ancienne coutume, 3^e part., chap. 2, art. 7 ; nouvelle coutume, art. 150.

sans prérogative d'aînesse. Pothier donne la même solution pour Orléans (1).

Les dettes ne se payent pas à raison de l'émolument ; l'aîné n'en est pas plus tenu que chacun de ses frères et sœurs (2). On considère qu'il ne prend pas plus qu'eux à titre d'héritier, que son droit d'aînesse est un prélegs légal (3).

(1) Il faut lire dans le *Traité des successions* de Pothier l'exposé des diverses opinions des jurisconsultes, p. 178 à 183. V. également Laurière, sur la coutume de Paris, t. 1, p. 43, et t. 3, sur l'art. 310, p. 57 et 58 (édit. de 1777).

(2) Paris, 1580, art. 334 ; Mantes, 1556, art. 172 ; Etampes, 123 ; Montfort, 112 ; Laon, 1556, art. 68 ; La Thaumassière sur la coutume de Montargis dans *Les Coutumes de Bourges et pays de Berry*, Bourges, 1679, p. 491.

(3) « Non est pars hereditaria, sed est prælegatum », Dumoulin, sur l'art 135 de la coutume de Paris. V. également Pothier, *Traité des successions*, ch. II, art. II.

CHAPITRE VI

CHAMPAGNE ET LORRAINE.

En Champagne et en Lorraine, nous ne rencontrons plus qu'un droit d'aînesse insignifiant ; non seulement, la part des puînés est toujours une pleine propriété, comme dans l'Orléanais et l'Ile-de-France ; non seulement, l'aîné n'a aucun droit supérieur à celui de ses frères ou sœurs sur les terres roturières ou les meubles ; mais, même pour les fiefs, sauf la faculté de prendre hors part un manoir, l'aîné est réduit à partager également avec ses frères (1).

Si l'on considère le champ d'application de ce droit d'aînesse tout amoindri, on voit que, refusant toute influence sur le partage à la qualité noble du *de cujus* et de ses successibles, les coutumes de Champagne et de Lorraine n'admettent cependant pas toutes que les roturiers partagent noblement les fiefs, règle que nous avons vue consacrée en Orléanais et dans l'Ile-de-France, provinces qui ne tiennent compte que de la qualité des terres.

Le droit d'aînesse enfin n'était pas admis en ligne collatérale, ni entre filles en ligne directe.

(1) Il y a quelques exceptions peu nombreuses.

A l'origine, il n'y a absolument qu'une apparence de droit d'aînesse. En effet, si les parts de l'aîné et des puînés peuvent ne pas se trouver assises sur les mêmes biens, il n'en reste pas moins qu'elles sont égales dans leur quotité ; le revenu de toute la succession est apprécié et partagé également entre tous les enfants. On ne peut pas dire davantage qu'il y ait indivisibilité, du moins absolue, des fiefs ; car si l'aîné qui prend le château avec ce qui en dépend, ne peut remplir ses frères de leurs droits en terres planes, il devra le faire sur sa part. Voici, telle que la règle une ordonnance du comte Thibaut de 1224 (1), la dévolution des baronnies et des châtelainies entre mâles, en Champagne. N'y a-t-il qu'un château, l'aîné le prend avec tout ce qui en dépend ; mais le revenu que cette part comporte sera estimé et ajouté à celui des autres terres. Le total se divisera également en observant la marche suivante : la part de l'aîné sera d'abord assise sur le château, celle des autres frères sur les terres planes(2). Si celles-ci sont

(1) On la trouvera dans Brussel, *Usages des fiefs*, p. 879-884. Edit de 1727.

(2) « Mais on pourroit demander ce que c'est de terre plaine, car le mot ne semble pas françois, comme, en effect, c'est une version corrompue du latin *terra plana*, qui signifie terre platte, c'est-à-dire où il n'y a point de chasteaux, de mesme que nous appellons une maison platte, quand elle n'est pas relevée de fossez, avec pont-levis. Et ce mot se prend pour terre feodale aussi bien que roturiere, ainsi qu'il resulte du sens de l'article second des Coutumes de Champagne où il est dit : Et si il y avoit suers, elles panroient en l'autre terre plaine, deux suers contre un frere... » Saligny, *Sur la coutume de Vitry*, petit in-8° ; Vitry, 1660, p. 257 et 258.

insuffisantes, l'aîné sera tenu d'abandonner une partie du château et de ses dépendances ; il conservera dans ce cas la justice sur la partie démembrée (1). S'il y a deux frères et deux châteaux, l'aîné choisit le fief qu'il lui plaît. Si l'autre se trouve d'un revenu plus faible, le cadet complétera sa part en terre plane ; à défaut ou en cas d'insuffisance de celle-ci, il se retournera contre l'aîné qui lui donnera de sa part, son droit de justice restant intact (2). Lorsqu'il y a plusieurs châteaux et plusieurs frères, ceux-ci choisissent dans l'ordre de la naissance ; le revenu de chacun est apprécié, et l'égalité entre tous assurée, selon les mêmes règles que dans les cas précédents. On voit bien que, selon ces principes, l'aîné n'a pour son droit d'aînesse que la différence existant entre la valeur intrinsèque du château et le revenu qu'on en pouvait tirer ; mais semblable avantage appartient également à tous les frères pourvus de châteaux.

Cette ordonnance de Thibaut n'est que la répétition

(1) « *Redditus et exitus illius castelli erunt appretiati cum alia terra, et in omnibus istis habebit unus quantum habebit alius, tali modo, quod pars primogeniti assidebitur ei in redditibus et exitibus qui erunt in castello ; et si aliquis fratrum haberet aliquid in castello, illud esset de Justitia fratris sui primogeniti.* ».

(2) « *Et si ille qui habebit pejus castellum et pejorem castellaniam, non haberet valentiam partis suæ secundum pretium terræ quod prædictum est, illi qui haberet majorem partem perficeret ei in terra plana ; et si non poterat ei perficere in terra plana, perficeret ei in castellis suis, salva Justitia domini castelli.* » *Comp. Coutumier du Vermandois du XV^e siècle, § 163, p. 90.*

d'une autre (1), qu'avait faite douze ans auparavant la comtesse Blanche pour régler dans le cas où le défunt ne laisserait que des filles, le partage des châtelainies ou des vavassories comprenant des châteaux ou des demeures fortifiées. L'attribution à l'aînée du château avec ses dépendances, même s'il ne s'en trouve qu'un seul dans la succession, l'estimation des revenus, la récompense due aux puînés en terres planes, toutes ces solutions sont données en 1212 à propos des filles, et le comte Thibaut n'a fait que les reprendre.

Mais son ordonnance ne réglait que la dévolution des châtelainies et des baronnies. Pour les vavassories, un texte emprunté à une ancienne compilation intitulée *Li Droict et lis coustumes de Champaigne et de Brie* consacre un droit un peu différent. Il est permis de croire que ce texte est postérieur (2) à l'ordonnance de Thibaut, et que dans l'intervalle le droit d'aînesse s'est accentué. Car autrement, comment expliquer que le privilège de l'aîné soit mieux établi dans le partage des vavassories que dans la succession aux fiefs supérieurs? Ce passage (3) donc attribue à l'aîné « la quelque maison que il vuelt hors part » avec les fossés, murs ou palis et ce qu'ils

(1) Voyez le texte dans Brussel, *Usage général des fiefs*, édit. de 1727, p. 874.

(2) D'après Bourdot de Richebourg, t. 3, note a de la page 209, certains des articles composant la compilation portent la date de 1299. L'ordonnance de Thibaut, répétons-le, est de 1224.

(3) Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 210, art. 2. Comp. Coutumier du Vermandois du XV^e siècle, § 164, p. 90.

renferment, dans la succession maternelle comme dans la paternelle ; et si les biens de la succession se trouvent répartis entre plusieurs bailliages de Champagne, l'aîné a cet avantage en chaque bailliage. Du reste, le cadet le plus âgé emporte ensuite l'autre maison qui se trouve dans la succession ; s'il y a autant de demeures que de frères, ceux-ci partagent la terre plane également, sans tenir aucun compte de la valeur plus ou moins grande des manoirs qu'ils ont emportés hors part. L'article ne donne aucune solution pour le cas où le nombre de mâles se trouverait dépasser celui des maisons. Si, au contraire, il y avait plus de celles-ci que de frères, elles feraient masse avec la terre plane et se partageraient comme elle. L'aîné a en outre la mouvance d'un fief « se il avenoit qu'il eussent aucuns fiez, que le en tenist de eulx » ; les autres se partagent également. Les sœurs ne prennent part que dans la terre plane, et encore chacune n'a-t-elle que la moitié de ce qu'obtient un puîné mâle. Si elles sont seules héritières, elles divisent toute la succession également.

Dans les coutumes du XVI^e siècle, c'est la continuation et la généralisation du système appliqué aux vassaleries par le vieux recueil de *Li Droit et les coutumes de Champaigne et de Brie*. L'aîné a un véritable préciput, le droit de prendre hors part une certaine portion des biens héréditaires. En dehors du préciput, l'aîné est généralement réduit à partager également avec ses frères ; les sœurs n'ont droit chacune qu'à la moitié de

la part d'un mâle. Ce droit d'aînesse est, en vérité, bien peu de chose. Dans certaines coutumes, il est encore plus réduit ; on n'accorde le préciput qu'une fois dans la succession paternelle ou maternelle au choix de l'aîné, ou bien ce même prélèvement hors part est permis successivement à chacun des mâles, ce qui lui ôte tout caractère de privilège dû à la primogéniture.

Etudions la composition du préciput. Dans un premier groupe de coutumes, il comprend le principal manoir, château ou maison fortifiée, avec tout ce qui est compris dans l'enceinte des fossés, de la palissade ou de toute autre clôture. Ce système était suivi dans l'ancienne coutume de Bar (1), à Clermont en Argonne (2), à Saint-Mihiel (3), à Verdun (4), dans le Bassigny (5), à Vitry-le-François (6) et à Sedan (7). La coutume de Clermont-en-Argonne ajoute que l'aîné peut encore prendre, si bon lui semble, la basse-cour et le jardin en dehors des fossés en récompensant ses frères et sœurs en immeubles de pareille nature et valeur, s'il y en a dans la succession, sinon en argent. La coutume de Saint-Mihiel est dans le même sens.

(1) Ancienne coutume, art. 15.

(2) (1571), ch. IV, art. 2.

(3) 1598, t. V, art. 7. Le texte énumère encore certains droits honorifiques comme appartenant à l'aîné. Celui-ci d'autre part est tenu, au cas où la succession comprendrait plusieurs manoirs, dont un de fortifié, de prendre ce dernier.

(4) T. 2, art. 1.

(5) 1580, art. 35.

(6) Art. 55.

(7) 1568, art. 158.

Dans un second groupe de coutumes, le préciput était un peu plus important. Ainsi à Châlons (1), à Nancy (2), à Reims (3), l'ainé prenait outre le manoir et ses fossés, la basse-cour et le jardin. Dans la nouvelle coutume de Bar (4), dans celle de Meaux (5) et de Sens (6), l'ainé avait le manoir, ses fossés, la basse-cour et le vol du chapon, évalué à un arpent de terre. A Meaux, il avait encore le jardin. A Bar, il pouvait garder le jardin tout entier à charge de récompenser ses cohéritiers (7).

A Troyes (8) et à Chaumont enfin (9), le préciput comprenait le manoir avec tout ce qui était enclos dans les fossés, le vol du chapon et un membre de chaque espèce des droits seigneuriaux appartenant au manoir.

Si dans le préciput de l'ainé se trouvait un moulin à ban, ou un four ou pressoir de même nature, l'ainé n'en était pas propriétaire exclusif. Il devait récompenser ses cohéritiers pour leurs parts dans ces moulins, fours

(1) 1556, art. 150. L'article ajoute également certains droits honorifiques.

(2) 1594, t. 2, art. 4.

(3) Art. 42. L'ainé peut prendre le parc, le verger, la garenne, etc., servant à l'embellissement du manoir à charge de récompense, art. 44.

(4) 1579, art. 112.

(5) Art. 160.

(6) 1506, art. 190 ; 1555, art. 201

(7) Art. 113.

(8) 1509, art. 14. L'ainé avait encore la seigneurie d'une mouvance.

(9) 1509, art. 8.

ou pressoirs (1). Suivant certaines coutumes, l'aîné n'était tenu de remettre à ses frères et sœurs que leur part du revenu, le corps de l'édifice lui revenait hors part (2).

L'aîné pouvait prendre un préciput en chaque bailliage, et suivant la coutume propre à ce bailliage, lorsque les biens de la succession étaient répartis en divers lieux (3). D'après certaines coutumes, comme nous l'avons dit plus haut, il n'était permis à l'aîné, pour les deux successions paternelle et maternelle réunies, de ne prélever qu'un préciput (4). Après l'avoir choisi dans la succession du premier mourant, il pouvait revenir sur son choix, à la mort de l'autre ascendant, et demander son droit d'aînesse sur la dernière succession. Selon d'autres usages, chacun des mâles avait un droit semblable à celui du *primogenitus* et pouvait prendre après lui en suivant le rang d'âge un manoir hors part (5).

Le ou les préciputs prélevés, suivant les règles que nous venons d'indiquer, tous les mâles partageaient également les terres féodales. L'aîné ne pouvait préten-

(1) Bar, 114 ; Nancy, t. 2, art. 4 ; St-Mihiel, t. 5, art. 7.

(2) Châlons, 152, 153 ; Sens, 1555, art. 201 ; Reims, art. 43.

(3) Sens, 1506, art. 212 ; 1555, art. 216 ; Reims, art. 49.

(4) Bar, 115.

(5) Châlons-sur-Marne, art. 150 ; Nancy, t. 2, art. 4 ; Vitry-le-François, art. 56 ; Sedan, art. 159. Il ne faudrait pas croire qu'il en soit de même à St-Mihiel (voyez t. 5, art. 7), car si les autres maisons restant dans la succession après le prélèvement de l'aîné, se partagent bien entre les autres enfants, ceux-ci doivent à l'aîné récompense de sa part dans ces maisons.

dre aucune part avantageuse ; deux filles enfin n'étaient comptées que pour un fils, chacune d'elles n'avait que la moitié des droits d'un quelconque de ses frères. Par l'application de ces principes, la part maxima que pût espérer le *primogenitus* se trouvait fixée aux deux tiers de la succession ; cette quotité lui revenait lorsque le défunt ne laissait pour autre héritier qu'une fille. Il n'avait plus que la moitié en face d'un frère ou de deux sœurs, et ainsi de suite. Ces deux principes de l'égalité des mâles et de l'exclusion partielle des filles sont presque généraux en Champagne et en Lorraine (1). Ne déroge au dernier que la seule coutume de Sens (2) ; quant à celui, nous intéressant particulièrement, de l'assimilation de l'aîné à ses autres frères, on rencontre l'exception notable des usages de Reims et de Sedan (3) qui accordent au *primogenitus* la moitié des terres féodales.

Certaines coutumes décidaient que l'aîné pouvait prendre sa part héréditaire entière sur le fief où était assis son préciput (4). Allant plus loin dans la même

(1) Bar, ancienne coutume, art. 15 et 18, nouvelle coutume, 1579, art. 112 et 118 ; Bassigny, art. 35 ; Châlons-sur-Marne, art. 154 ; Chaumont, 1509, art. 8 ; Ancienne coutume, Bourdot de Richelbourg, t. 3, p. 374. Clermont-en-Argonne, ch. 4, art. 4 ; Meaux, art. 160, cf. 45 ; St-Mihiel, t. 5, art. 10 ; Troyes, 1509, art. 14 ; Verdun, t. 2, art. 2 ; Vitry-le-François, art. 56 et 57.

(2) Sens, 1506, art. 190. Il faut conclure du silence de la coutume réformée sur ce point qu'on y suivait le principe naturel d'égalité entre tous les enfants. V. art. 201.

(3) Reims, art. 42 ; Sedan, art. 158. V. également, art. 160 sur le droit amoindri des filles.

(4) Sens, 1555, art. 201, *in fine* ; Troyes, 1509, art. 14.

voie, les coutumes de Reims et de Châlons-sur-Marne (1) accordaient à l'aîné ce fief entier, à la condition naturellement de récompenser ses puînés de leur part dans le bien. Enfin à Sedan, l'article 161 disposait que les terres devaient demeurer entières autant que possible, sauf à récompenser les héritiers en autres terres de la succession.

La dévolution des comtés et des baronnies se trouve régie par des articles particuliers dans quatre coutumes ; trois de celles-ci, du reste, n'introduisent aucun changement important au régime des fiefs ordinaires. Ainsi la quotité des droits de l'aîné ne varie pas, l'égalité se trouve toujours observée entre les enfants. La coutume tend seulement à assurer l'indivisibilité de ces comtés et baronnies ; mais même dans la poursuite de ce but, elle ne procède que par demi-mesures. A Vitry-le-François, nous retrouvons les mêmes règles que dans l'ordonnance du comte Thibaut. L'aîné choisit le château qu'il lui plaît ; et après lui, les autres frères font de même, chacun à son tour, suivant le rang d'âge. On estime le revenu de toutes les parts ; les moindres sont complétées en terre plane. Et si cela n'est point possible ou suffisant, les frères possesseurs des meilleures châtelainies, en bailleront une partie à leurs copartageants en retenant la seigneurie sur la portion démembrée (2). A Meaux (3), à Saint-Mihiel et dans le Bassigny,

(1) Reims, art. 45 ; Châlons-sur-Marne, art. 155.

(2) Art. 60, 61.

(3) Meaux, art. 160 ; St-Mihiel, t. 5, art. 3. Ces deux coutumes

tous les comtés et baronnies restaient entiers aux mains de l'aîné, les puînés étant récompensés en autres terres. Mais à défaut de celles-ci, les puînés prenaient leur part sur le comté lui-même ; ils la relevaient alors de l'aîné. A Saint-Mihiel, on s'écartait notablement des deux autres coutumes précitées, en accordant une part avantageuse à l'aîné ; elle était des trois quarts s'il n'y avait qu'un puîné, de moitié dans les autres cas (1).

B. *Ligne collatérale*. — Le droit d'aînesse en ligne collatérale n'existait pas en Champagne ni en Lorraine (2).

C. *Entre filles*. — Il n'avait pas lieu davantage entre filles (3).

ajoutent que dans la succession à ces fiefs, l'aîné prend également le préciput dont nous avons étudié la disposition à propos des fiefs inférieurs. D'après l'usage de St-Mihiel l'aîné a encore tous les arrière-fiefs dépendant du comté et divers autres droits honorifiques. V. art. 5.

(1) V. art. 4.

(2) *Li Droit et lis costumes de Champaigne et de Brie*, ch. 62 ; Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 219 ; compar. coutumier du Vermandois du XV^e siècle, § 326 ; Bar, art. 117, ancienne coutume, art. 17 ; Châlons, art. 173 ; Clermont-en-Argonne, ch. 4, art. 16 ; Chaumont, art. 9, de même l'ancienne coutume dans Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 374 ; Meaux, art. 164 ; Reims, art. 52 ; St-Mihiel, art. 9 ; Sedan, Sens, 1506, art. 194, 155, 203 ; Troyes, 1509, art. 15 ; Verdun, t. 3, art. 5 ; Vitry, art. 59.

(3) Nous avons parlé plus haut de l'*Etablissement de la Comtesse Blanche*, d'après lequel l'aînée des filles a un droit d'aînesse relatif, celui d'avoir le château, non pour sa valeur intrinsèque, mais pour son estimation d'après le revenu qu'on en tire ; Bar, art. 116 ; Châlons, art. 156 ; Chaumont, art. 8, de même l'ancienne coutume dans Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 374 ; Clermont-en-Argonne, ch. 4, art. 8 ; Meaux, art. 163 ; cf. art. 45 ; Reims, art. 41 ; St-Mihiel,

CHAPITRE VII

POITOU, AUNIS, SAINTONGE, ANGOUMOIS ET PROVINCES DE
LA RÉGION CENTRALE PROPREMENT DITE.

Pour terminer notre deuxième partie, il ne nous reste plus qu'à analyser le droit d'aînesse en Poitou et dans les provinces du centre de la France.

D'après l'ordre que nous avons adopté et qui nous a conduit des coutumes strictement soucieuses de conserver les biens aux mains de l'aîné jusqu'à celles reconnaissant largement les droits des puînés, on doit s'attendre à ne plus rencontrer qu'un droit d'aînesse absolument illusoire. Or, le plus souvent, il en sera bien ainsi, mais nous verrons aussi le contraire pour certains pays et à certaines époques. Dans les coutumes réformées de Poitou, par exemple, le droit d'aînesse est établi à peu près sur les mêmes bases qu'en Touraine. Il importe donc que nous indiquions les raisons qui justifient un pareil ordre, à première vue illogique.

t. 5, art. 8 ; Sens, 1506, art. 195 ; 1555, art. 204 ; Troyes, art. 14, *in fine* ; Verdun, t. 2, art. 4 ; Vitry, 1509, art. 58.

A Sedan, l'aînée des filles avait le droit de choisir parmi les châteaux ou maisons fortifiés, celui qu'elle voulait, et, après elle, chaque fille avait cette faculté par rang d'âge, art. 165.

Selon M. d'Espinay (1), le droit primitif de toutes ces provinces consacrait le partage égal des fiefs, mis à part le principal manoir que l'aîné prenait par préciput. Les coutumes du Centre proprement dit (Haute-Marche, Auvergne, Bourbonnais, Berry et Nivernais) conservèrent fidèlement le système. Dès le XIV^e siècle, on tenta dans le Poitou de lui substituer celui du quintement (2) ; cet essai, à vrai dire, ne réussit pas, et le partage égal subsista jusqu'en 1514. Mais dès 1417, avait apparu et coexisté avec le précédent un système dit du tiercement, fort semblable à celui suivi en Touraine, et qui triompha définitivement dans les deux dernières rédactions de la coutume du Poitou. Le système du quintement fut repris dans les coutumes du Centre Ouest (Aunis, Saintonge, Angoumois).

Ainsi la communauté de droit à l'origine nous semble un premier motif d'examiner la législation poitevine en même temps que les autres coutumes de la région centrale. Ajoutons comme seconde raison la multiplicité des autres systèmes également consacrés en Poitou (du quintement, de viage et retour entre la Dive et la Sèvre, de viage et retour entre la Sèvre et la mer, du

(1) V. *Le droit d'aînesse en Poitou*, p. 15 à 17, 19, 20. *La coutume de Mirebeau et de Faye-la-Vineuse*, p. 45 à 48.

(2) Il ne faudrait pas être tenté de faire un rapprochement entre le quintement poitevin et celui des provinces du Nord. Celles-ci donnent à l'aîné les quatre quints ; c'est la proportion inverse qui est suivie en Poitou, Aunis, Saintonge et Angoumois ; l'aîné n'a qu'un cinquième outre son préciput.

tiercement). Auquel s'attacher de préférence? On peut enfin noter ceci : tandis qu'en Orléanais et dans l'Ile-de-France, on considérait le droit d'aînesse comme proprement attaché à la qualité noble de la terre et qu'on le conférait par suite sur les fiefs aux roturiers eux-mêmes, tandis que dans le groupe tourangeau-angevin, l'adoption du point de vue inverse permettait aux nobles de partager inégalement les rotures, les coutumes du Centre, toutes prêtes sous l'influence du droit romain (1) à annuler le droit d'aînesse, et prenant de chaque système ce qu'il avait de favorable aux puînés, décidaient que le droit d'aînesse n'avait lieu qu'entre nobles et sur les seules choses nobles. Le Poitou conserva toujours le même principe (2), et c'est encore un motif d'étudier son droit en même temps que celui de la région centrale. Quant aux coutumes du Centre Ouest (provinces d'Aunis, de Saintonge, d'Angoumois) — cela est suffisamment justifié par ce que nous venons de dire — leur étude ne peut être séparée de celle des usages poitevins.

Abordons donc maintenant ceux-ci.

(1) Cette influence provenait du voisinage des pays de droit écrit.

(2) *Livre des Droiz*, § 414, t. 2, p. 41 : « Et s'il y a demaines tenuz à rupture ilz viennent par esgal porcion », Coutumes, de 1417 ; d'Espinau, p. 13 ; 1514, art. 221 et 222 ; 1559, art. 289 et 291.

Il faut faire cette exception qu'entre Dive et Sèvre, et en Gâtine, de 1417 à 1514, les meubles vont à l'aîné seul qui paie toutes les dettes.

SECTION I. — Poitou.

Le plus ancien texte qui nous renseigne sur la coutume de Poitou est une œuvre privée datant environ de la fin du XIII^e siècle. Elle est intitulée le *Livre des Droiz et Commandemens* et a été publiée par M. Beauteemps-Beaupré (1). Une première rédaction officielle eut lieu en 1417 ; cette coutume est encore inédite, mais M. d'Espinay a analysé les dispositions qu'elle consacre au droit d'aînesse. Une première réformation intervint en 1514, puis une seconde en 1559.

A. *En ligne directe*. — D'après le *Livre des Droiz* « en plusieurs chastellenies come en celle de Saint-Maixent » l'aîné n'avait qu'un préciput composé du principal manoir, de trois arpents de terre et d'un hommage (2). Un autre passage réduit même cet avantage à un manoir avec un quartier de terre ; « le remaignant sera frarescheu » (3). Comme nous l'avons déjà dit, d'après

(1) D'après M. d'Espinay, *Le droit d'aînesse en Poitou*, p. 1, il existait un texte plus ancien rédigé au temps de la domination anglaise, mais qui a été perdu.

(2) § 750, t. 2, p. 187 : « un homage que l'on appelle chieste ».

(3) C'est-à-dire partagé. Cette expression, comme celle de fraresche pour partage, se rencontre fréquemment dans les *Etablissements de St-Louis*, que l'auteur du *Livre des Droiz* a utilisés ; § 407, t. 2, p. 38. D'après le *Livre des Droiz*, l'aîné noble doit garder les titres de propriété et autres qui ne peuvent se diviser, § 808, t. 2, p. 221. Il lui est encore exclusivement réservé de prendre le droit d'usage sur une forêt, droit attaché à un château qui s'est divisé, § 860, t. 2, p. 243.

M. d'Espinay, c'est là le droit primitif. On le retrouve en 1417 s'appliquant à toute la région est et sud du Poitou. Il est en vigueur à Poitiers, Châtellerault, Lusignan, Saint-Maixent, Civray, Montmorillon, Niort, Melle (1). Si dans cette rédaction de 1417, le préciput n'est pas augmenté, il est toutefois précisé. Il comprend le manoir principal ou un autre au choix de l'aîné avec ses appartenances, vergers et anciennes clôtures qui ne doivent pas toutefois dépasser trois septerées de terre, chaque septerée étant prise pour la charge d'un cheval ; le surplus, s'il y en a, peut être retenu, sauf récompense, par l'aîné, qui obtient encore un hommage ou un autre devoir de la valeur de cinq sols. Tout le reste de la succession, y compris les four et moulin renfermés dans l'enceinte du préciput, se partage également entre tous les héritiers (2). Cet usage subsista jusqu'en 1514, date de la première réformation (3).

Mais le *Livre des Droiz* mentionne encore comme suivi en Poitou un autre système dit du quintement, sa caractéristique étant d'attribuer à l'aîné la cinquième partie des fiefs. L'aîné a un préciput, le manoir avec

(1) D'Espinay, *op. cit.*, p. 7. Ce système est désigné dans la rédaction de 1417 sous le nom de coutume du Haut-Poitou. M. d'Espinay fait, du reste, observer que parmi les localités citées « quelques-unes, telles que Niort et Saint-Maixent, faisaient partie du gouvernement militaire ou lieutenance générale du Bas-Poitou. Il n'y avait donc aucune concordance entre la division militaire du Haut et du Bas-Poitou et le ressort des coutumes particulières. » V. p. 7 et suiv.

(2) D'Espinay, p. 14 et 15.

(3) D'Espinay, p. 19.

ses appartenances et une part avantageuse, « le quint de la terre ». Le surplus se partage également entre les cadets (1). Ce système est certainement la résultante des idées nobiliaires qui se firent jour aux XIV^e et XV^e siècles et qui tendirent partout à renforcer le droit d'aînesse. Cependant il ne parvint pas à s'implanter en Poitou ; déjà la coutume de 1417 n'en parle plus (2). Si elle omet le quintement, elle constate trois autres nouveaux modes de partage ; deux à vrai dire disparurent à la première réformation, mais le troisième fut consacré, sauf quelques modifications, comme coutume générale de tout le pays de Poitou.

Disons un mot des précédents. Ils étaient appliqués à l'ouest et au nord du Poitou, l'un entre la Dive et la Sèvre, l'autre entre la Sèvre et la mer (3). Tous deux sont qualifiés de même : systèmes de viage et retour. A la base de chacun, on retrouve, en effet, les mêmes caractéristiques : droit de viage des puînés, retour des biens après l'extinction des viages à la descendance de l'aîné. Mais, néanmoins, ils offrent entre eux des différences telles qu'ils doivent être étudiés séparément.

a) *Droit de viage et retour entre Dive et Sèvre.* — L'aîné a en préciput le meilleur château avec ses clôtures. Il emporte, d'autre part, les trois quarts des biens

(1) *Livre des Droits*, § 412, t. 2, p. 40, § 750, t. 2, p. 187.

(2) D'Espinay, p. 17, 20.

(3) *Id.*, p. 12.

nobles, s'il y a des filles ; le tout, s'il ne concourt qu'avec des puînés mâles. Ceux-ci peuvent réclamer une provision des deux neuvièmes qu'ils partagent également. Si l'aîné meurt avant ses cadets, sa succession en fief ne passe pas immédiatement à ses héritiers directs ; elle est recueillie par le plus âgé de ses frères puînés qui n'a, du reste, qu'un droit de viage et qui est obligé de fournir à ses frères et aux fils de l'aîné la provision des deux neuvièmes qui se partage entre eux par têtes. A la mort du premier puîné, les biens passent au second, sans que les enfants du prédécédé puissent rien réclamer, même en usufruit. Les seuls enfants de l'aîné partagent, avec leurs oncles survivants, la provision des deux neuvièmes (1).

Lorsqu'une génération entière est épuisée, les biens passent à la descendance de l'aîné : c'est ce qu'on appelle le retour. Les biens se partagent alors comme nous avons dit en commençant (2).

Si un aîné ayant des enfants vient à mourir avant son père, à la mort de ce dernier, les biens nobles ne passent pas immédiatement par représentation aux enfants de l'aîné. Les puînés en jouissent d'abord, et le retour ne s'accomplit qu'après le décès du dernier d'entre eux (3).

(1) D'Espinay, p. 24.

(2) *Id.*, p. 25.

(3) *Id.*, p. 26.

b) *Droit de viage et retour entre Sèvre et mer.* — C'est le même système que le précédent modifié en faveur des puînés de la façon suivante : à la mort du dernier cadet d'une génération, le fils de l'aîné ne recueillait pas par droit de retour tous les biens nobles, comme entre Dive et Sèvre, mais seulement les deux tiers. L'autre tiers restait aux fils des puînés décédés pour être partagé entre eux non par souches, mais également et par têtes (1). Si le puîné mourait avant son aîné, ses fils avaient droit à une provision ; celle-ci se transformait en une part en pleine propriété à la mort de l'aîné (2). Comme dans la région voisine, l'aîné devait laisser le quart à ses sœurs (3).

Les systèmes de viage et retour pouvaient peut-être donner à la fois satisfaction aux besoins féodaux et aux exigences du droit naturel. Mais ils étaient trop compliqués. Et cette complication, source de procès, les fit abandonner à la réformation de 1514 (4).

La coutume de 1417 contenait enfin un dernier système dit du tiercement qui eut, dans son principe essentiel, une destinée plus heureuse. C'était le droit suivi en Gâtine, dans la ville et le ressort de Parthenay (5). L'aîné prenait le préciput fixé au principal ma-

(1) D'Espinay, p. 27.

(2) *Id.*, p. 28.

(3) *Id.*, p. 27.

(4) Sur l'origine de ce système de viage, d'Espinay, t. 2, p. 29 à 38.

(5) V. sur la délimitation de la Gâtine, d'Espinay, *op. cit.*, p. 8 et 9.

noir ou un autre à son choix avec les dépendances jusqu'aux anciennes clôtures, et une part avantageuse des deux tiers de toutes les terres nobles (1). Le surplus se partageait également entre les enfants (2).

A la réformation de 1514, on sentit le besoin d'unifier l'usage et l'on adopta pour tout le Poitou un régime qui ne différait guère de celui en vigueur dans le pays de Gâtine d'après la coutume de 1417. Le tiercement qui en était la caractéristique était conservé ; l'aîné prenait les deux tiers des terres nobles (3). Il avait, en outre, un préciput dont on empruntait la fixation à l'ancienne coutume du Haut-Poitou ; c'était le principal château ou celui que l'aîné voulait choisir avec les dépendances déjà décrites, pourvu qu'elles n'excédassent pas l'estimation de trois sexterées (4) de terre, chacune étant prise pour la charge d'un cheval ; l'aîné pouvait prendre le surplus en récompensant ses puînés (5). Ceux-

(1) D'Espinay, p. 20.

(2) L'aîné eut en cette région, jusqu'en 1514, contrairement au droit commun du Poitou, tous les meubles et actions mobilières à la charge d'acquitter les dettes du défunt, D'Espinay, p. 24. C'était (mis à part le partage noble des fiefs appartenant à des roturiers lorsqu'ils étaient tombés en quarte foy) la seule exception à cette règle qu'en Poitou le droit d'ainesse n'a lieu qu'entre nobles et sur les seules choses nobles. C'est cette règle qui différencie le droit de la Gâtine d'avec celui de la Touraine, où le privilège d'aîné étant attaché à la qualité de la personne, les rotures se partagent noblement entre nobles.

(3) Art. 224.

(4) La coutume du Haut-Poitou de 1417 disait sexterée en conservant la même estimation : la charge d'un cheval.

(5) Art. 221. La coutume du Haut-Poitou ajoutait pour l'aîné le

ci partagent également le tiers qui leur revient des fiefs. Ils en sont saisis de plein droit à la mort du *de cuius* (1).

La nouvelle coutume de 1559 répète mot pour mot les dispositions que nous venons d'analyser (2). Elle ajoute les deux décisions suivantes. Lorsqu'on subdivise la part d'un puîné entre ses enfants le représentant, l'aîné de ceux-ci peut réclamer le droit d'aînesse (3). A défaut de tout manoir, l'aîné a le chef d'hommage au lieu destiné pour l'hôtel avec une sexterée de terre au lieu de préclôtures (4).

B. *Droit d'aînesse en ligne collatérale.* — Toutes les règles qui régissent le droit d'aînesse en ligne directe s'appliquent en ligne collatérale pour une même région et à la même époque. Il n'y a que deux exceptions à relever. D'après le *Livre des Droits*, les successions collatérales appartiennent toutes entières à l'aîné (5), tandis qu'en ligne directe, on se le rappelle, c'est tantôt le partage égal avec simple préciput, tantôt le système du quintement qui se trouvent suivis. Mais il est permis de contester le caractère poitevin de ce passage ; il n'est que la reproduction littérale du paragraphe 13 du livre des

droit de prendre un hommage ou autre devoir de la valeur de cinq sous, ce qui ne se retrouve pas dans la coutume de 1514.

(1) Art. 221 et 224.

(2) Nouv., art. 289, 290, 293.

(3) Art. 290.

(4) Coutume de 1417, Gâtine, d'Espinay, p. 20 et 21. Entre Sèvre et mer, p. 28 ; coutume de 1514, art. 221, 225, 226 ; 1559, art. 289, 294, 295.

(5) § 423, t. 2, p. 44.

Etablissements de St-Louis. La deuxième exception concerne le pays d'entre Dive et Sèvre où en ligne collatérale les successions vont toutes entières à l'aîné (1).

C. *Entre filles.* — En Poitou, le droit d'aînesse ne disparaît pas lorsque le *de cujus* ne laisse pour successeurs que des filles. Il n'atteint plus la même quotité, mais enfin il subsiste, même en ligne collatérale. Dans le *Livre des Droits*, nous retrouvons dans cette hypothèse comme entre mâles, les deux systèmes concurrents du quintement et du partage égal avec simple préciput. Nous avons deux séries de textes, les uns accordant à l'aînée avec le manoir principal et ses dépendances le quint des terres nobles (2), les autres édictant la division égale de la succession entre filles, mis à part « un herbergement et un chiste, id est la valeur de C. S. en avantage » (3) qui revenaient à l'aînée. Le *Livre des Droits* ne prévoyait pas le cas de la succession collatérale.

(1) D'Espinay, p. 23, sous les restrictions suivantes : si l'aîné a donné à ses sœurs leur quart en bloc et sans le diviser entre elles, lorsqu'une meurt, sa part accroît aux autres et ne revient pas à l'aîné.

De même, si l'on a donné aux puînés mâles quelque chose en pleine propriété, lorsque l'un décède, sa part accroît à ses frères ; d'Espinay, p. 23 et 26.

(2) § 838, t. 2, p. 233 et § 414, t. 2, p. 41 dans sa première partie.

(3) § 398, t. 2, p. 36 ; § 414, t. 2, p. 41, *in fine*. Un autre passage du *Livre des Droits* s'exprime ainsi : « Et quant vient en conoilles entre plusieurs filles, plusieurs tiennent que l'ainzné n'aura en avantage que la quarte partie de la terre et le herbergement principal, et le demourant tourra par esgal porcion. » Il est invraisemblable que la fille ait le quart des biens nobles quant le fils n'en a au plus que le cinquième. Bien mieux : la partie du texte qui pré-

D'après la coutume du Haut-Poitou de 1417, en ligne directe, à défaut de mâle, la fille la plus âgée a droit au préciput, mais à condition que la succession comporte plusieurs manoirs ; s'il n'y en avait qu'un, l'aînée n'en pourrait prendre que la principale salle (1). L'usage de la région d'entre Sèvre et mer était absolument identique (2). En Gâtine, en ligne directe ou collatérale, la fille aînée a le même préciput que le mâle, mais point de part avantageuse (3) ; c'est également le même droit qu'on appliquait entre la Dive et la Sèvre (4).

Les deux réformations de 1514 et de 1559 consacrèrent encore ce dernier système. D'après elles, l'aînée a le manoir principal tout entier avec ses dépendances, n'y eut-il même que celui-là. Le surplus se partage également entre les sœurs (5). Ces dispositions s'appliquent en ligne collatérale comme en ligne directe.

Des fiefs supérieurs. — Les diverses rédactions officielles de la coutume de Poitou ne contiennent aucune règle particulière pour le partage des fiefs supérieurs, des fiefs titrés. Mais dans le *Livre des Droiz*, on trouve deux

cède porte qu'en plusieurs châtellenies, comme celle de Saint-Maixent, l'aîné mâle n'a que le manoir avec 3 arpents de terre et un hommage. Ne faudrait-il donc pas lire que la fille n'aura que le manoir avec un quartier de terre ? V. § 750, t. 2, p. 187.

(1) d'Espinay, p. 15. Ce faible droit d'ainesse existait-il encore en ligne collatérale, M. d'Espinay n'en dit rien.

(2) D'Espinay, p. 28.

(3) *Id.*, p. 21 et 22.

(4) *Id.*, p. 26.

(5) Coutume de 1514, art. 227 ; 1559, art. 296.

dispositions relatives au partage des baronnies entre mâles, et à défaut de ceux-ci, entre filles. Mais d'abord, il est permis de croire que l'auteur de notre coutumier poitevin n'a fait ici que transcrire le droit d'une province voisine et qu'on ne se trouve pas en présence de l'usage réellement observé en Poitou. Le premier de ces textes (1) décide que la baronnie ne se divise pas entre frères, que l'aîné doit faire avenant aux puînés et marier les filles ; c'est la copie littérale du paragraphe 26 du livre 1^{er} des *Établissements de St-Louis*. D'après le second passage (2), entre filles, l'aînée doit avoir les deux tiers du revenu et donner le restant à ses sœurs sans démembrement la terre ; et ici le *Livre des Droitz* reproduit intégralement le paragraphe 63 de la *Compilation de usibus et constitutionibus Andegavie* (3).

Quelle qu'ait été leur valeur à l'époque de la rédaction du *Livre des Droitz*, ces dispositions ne se retrouvent plus dans la coutume de 1417. Celle-ci nous parle bien de l'indivisibilité de la baronnie, mais pour n'en faire qu'une illusion. Non seulement les revenus se partagent, mais même les enfants peuvent chacun « de la terre d'icelle [baronnie] avoir leur droit ou partie ..., toutes, voyes chascun d'eulx ne se dira pas baron » (4). Voilà à quoi se réduit l'indivisibilité ! D'après M. d'Es-

(1) *Livre des Droitz*, § 426, t. 2, p. 45.

(2) *Livre des Droitz*, § 396, t. 2, p. 35.

(3) Publiée par M. Beauteemps-Beaupré. V. anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, t. 1, p. 54.

(4) Texte cité par M. Viollet, *Les Etablissements de St-Louis*, t. 1, p. 322.

pinay, si la succession comprend plusieurs baronnies et qu'un puîné en ait, pour sa part, une entière, il pourra alors porter bannière (1).

SECTION II. — Aunis, Saintonge, Angoumois (2).

A. *En ligne directe*.— Le droit d'aînesse, en ces provinces, n'était accordé qu'entre nobles sur les seules choses nobles. C'est le même principe qu'en Poitou ; nous le retrouverons encore dans les coutumes de la région centrale.

Le mode de partage commun aux trois pays était le système du quintement. Il fut consacré par les rédactions officielles au XVI^e siècle, tandis qu'à cette même époque le Poitou l'avait depuis longtemps écarté. Il ne se présentait pas du reste comme une innovation, car le *Livre des Droiz* mentionne déjà son existence « en la conté d'Angolesme ». Nous croyons, toutefois, que le système du quintement ne se retrouve pas dans les cou-

(1) *Le droit d'aînesse en Poitou*, p. 14.

(2) Nous n'avons à étudier que la partie de la Saintonge située au nord de la Charente. Celle comprise entre cette rivière et la Gironde ou, comme on disait, entre mer et Charente, était pays de droit écrit (V. Bourdot de Richebourg, t. 4, p. 870, note a). Elle admettait, du reste, le droit d'aînesse et l'organisait comme le ressort de St-Jean-d'Angély. Mais l'ainé pouvait être totalement exclu par l'exhérédation paternelle V. usance de Saintonge au ressort de Saintes, titre 6, art. 57. Les coutumes de la Rochelle et de l'Angoumois furent rédigées toutes deux en 1514, celle de Saintonge le fut en 1520. Aucune ne fut jamais réformée.

tumes du XVI^e siècle, tel qu'il était à l'origine, ou du moins tel qu'il était en Poitou. L'on verra pourquoi, lorsque nous aurons analysé les dispositions des rédactions officielles (1).

A la Rochelle, « outre ses freres et coheritiers par droit d'aisnée », l'aîné emporte le principal manoir avec ses préclôtures et le quint des fiefs. Le surplus de la succession se partage entre les cohéritiers (qu'on remarque bien ce mot, il comprend même l'aîné) par égales portions (2). Ainsi le quint des fiefs n'est pas attribué à l'aîné pour lui tenir lieu de toute part ; c'est une simple partie de son préciput. L'aîné prendra sa part virile dans le surplus des fiefs comme dans les autres biens.

C'est le même droit, peut-être plus nettement exprimé, en Saintonge et en Angoumois. « Au fils aîné, dit l'usage de St-Jean-d'Angély, appartient avoir... le principal hostel... avec ses preclostures anciennes ; et le quint desdites successions, par preciput et advantage ; et au surplus sa quotité et portion contingente, comme l'un de ses coheritiers (3). » Les moulins et fours à ban

(1) La Rochelle, art. 54. « Le fils aîné du seigneur noble... prend... le quint de la succession és choses nobles... » Angoumois, art. 85 : « entre les roturiers, soit en succession des biens meubles, immeubles, ou héritages, n'aussi entre nobles au regard des choses immeubles et heritages roturierement tenuz, n'y a aucune difference ... »

Saintonge, art. 91 : « Entre nobles... et succesions nobles ».

(2) Art. 54.

(3) Art. 91.

compris dans les préclôtures n'appartiennent pas exclusivement à l'aîné. Leur revenu « se precompte comme l'autre revenu desdites successions », c'est-à-dire que l'aîné y aura un préciput d'un cinquième, puis une part virile (1). S'il n'y a aucune préclôture, l'aîné recevra pour en tenir lieu six journaux de terre (2).

D'après la coutume d'Angoumois, l'héritier pour son droit d'aînesse a le principal manoir ou un autre à son choix avec les préclôtures anciennes, le colombier, la garenne, les four et moulin à ban s'ils ne sont séparés par un chemin ou une rivière navigable du manoir et de ses préclôtures (3), « et en outre sur ses autres co-héritiers, le quint du revenu de ladite succession par préciput et avantage ; et au residu d'icelle succession sa portion contingente et legitime, selon le nombre des venans à ladite succession (4) ».

Ainsi il n'y a pas de doute possible sur les droits de l'aîné d'après les coutumes du XVI^e siècle. Il prend sa part virile dans tous les biens après avoir prélevé un préciput composé du cinquième des terres nobles et du principal manoir. En était-il de même dans le *Livre des*

(1) Art. 95.

(2) Art. 96. Cette coutume accordait encore, tant que la succession n'avait pas été partagée, divers droits à l'aîné. Il pouvait soutenir seul les procès, recevoir les hommages, passer les baux. Il avait la garde des titres. Il était déchu de toutes ces prérogatives lorsqu'il refusait à ses puînés de leur donner leur part après en avoir reçu sommation, art. 107, 110.

(3) Art. 87 et 88.

(4) Art. 89.

Droiz? Dans ce coutumier, le quint ne se présentait-il pas plutôt comme la part proprement dite de l'aîné? C'est ainsi que nous l'avons plus haut envisagé. Notre opinion nous semble pleinement justifiée par les paragraphes 412, 414, 750. Ce dernier est décisif; il fixe la part de l'aîné au principal manoir et au quint, ajoutant « et le demourant de la terre sera par esgal porcion aux puisnez ».

Il faut cependant reconnaître que l'opinion inverse peut trouver un appui dans le paragraphe 838 qui, réglant le droit d'aînesse entre filles, déclare que « par la coustume de la conté d'Angolesme et de Poitou l'ainzné prent en avantage le herbergement principal..., et le quint de la terre en avantage, et le demourant par esgal porcion ». Il est à remarquer que ce texte est déclaré applicable à l'Angoumois et que c'est, en notre matière, le seul qui offre cette particularité. Peut-être déjà, au temps du *Livre des Droiz*, le quint avait-il le caractère de préciput dans les coutumes du Centre ouest, tandis qu'il constituait la part même de l'aîné en Poitou.

B. *En ligne collatérale*. — En ligne collatérale, le droit d'aînesse n'existait plus qu'en Angoumois. Dans ce pays, il était accordé à condition que la succession n'eût pas déjà été quintée, entre les mêmes héritiers, en ligne directe (1).

A la Rochelle, la succession de la sœur ou du frère

(1) Art. 90 et 91.

morts sans enfants avant le partage de la succession de leur père ou mère, ne se partage pas comme une succession collatérale, mais l'aîné prend sur elle son droit d'aînesse « en la partissant et divisant ensemble avec ladite succession directe (1) ».

De même en Saintonge, si le frère aîné décédait, sans laisser d'enfants, avant le partage de la succession de son ascendant, la coutume décidait que le privilège d'aînesse passerait au plus âgé des puînés ou à son représentant. Le partage était fait quand l'aîné avait choisi un manoir et prélevé le quint, encore que les autres portions ne fussent pas divisées (2).

C. *Entre filles*. — Dans nos trois coutumes, lorsque le défunt n'a laissé que des filles, l'aînée a tous les droits que nous venons de voir accorder au mâle. Ainsi, elle est partout privilégiée en ligne directe, et en collatérale même, s'il s'agit de l'Angoumois (3).

(1) La Rochelle, art. 53.

(2) St-Jean-d'Angély, art. 102, 103 ; Voyez sur l'absence du droit d'aînesse en ligne collatérale en Saintonge, Bourdot de Richebourg, t. 4, pp. 877, note b.

(3) La Rochelle, art. 54 ; Saintonge, art. 94 ; Angoumois, art. 87 (ligne directe), art. 90 (ligne collatér.). Dans toutes ces coutumes, les puînés tenaient leurs parts de fief de l'aîné en parage (Angoumois, art. 25 ; Saintonge, art. 30). Pour plus de détails, nous renvoyons à l'étude générale que nous faisons plus loin de l'institution.

SECTION III. — Coutumes du Centre proprement dit.

Dans les coutumes du Centre proprement dit, en Auvergne, Haute-Marche (1), Berry, Bourbonnais, Nivernais, le droit d'aînesse était aussi réduit que possible. L'aîné emportait le principal manoir par préciput ; tout le reste de la succession se partageait également entre les enfants (2). En outre, ce droit n'avait lieu qu'entre nobles (3) et était, d'autre part, refusé aux filles en ligne directe (4), et entre tous héritiers en ligne collatérale (5).

(1) Elle comprenait sept châtellenies, Guéret, Drouille, Chénérailles, Felletin, Ahun, Aubusson et Jarnages. La Basse-Marche, (Le Dorat et les châtellenies de Bellac, Rançon et Champagnac) était pays de droit écrit. Voyez la note de Brodeau dans Bourdot de Richebourg, t. 4, p. 1101 et la note a de la page 775, même tome.

(2) La même règle était bien suivie en Champagne et en Lorraine, mais, en ces provinces, elle comportait certaines exceptions ; on n'en retrouve plus dans les pays du Centre. Ajoutons cette autre différence que le préciput n'était pas refusé aux roturiers par toutes les coutumes de Champagne et de Lorraine.

(3) Auvergne, 1510 : « En succession de Nobles », ch. 12, art. 51 ; Berry, 1539, t. 19, art. 37 et Bourbonnais, 1521, art. 301, mêmes expressions. V. également La Thaumassière, *Nouveaux commentaires sur les coutumes générales des pays et duché de Berry* (Bourges, 1693), p. 941. La coutume de la Marche est encore plus explicite. V. art. 215 et 216. En Nivernais, il faut de plus que la chevance du défunt noble vaille « cent livres de rente par commune estimative », ch. 35, art. 1. V. également, Coquille, *Coutumes du pays et duché de Nivernais*, Paris, 1610, p. 922.

(4) Auvergne, t. 12, art. 52 ; Bourbonnais, 1521, art. 304 ; La Marche, art. 213 ; Nivernais, ch. 35, art. 2 ; L'ancienne coutume était semblable. V. Procès-verbal de la nouvelle dans Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 1185. En Berry, cela s'induit des termes limitatifs ; le fils aîné, tit. 19, art. 31.

(5) Auvergne, t. 12, art. 52 ; La Marche, art. 214 ; Nivernais, ch. 35, art. 3 ; Berry, *loc. cit.*

En Auvergne, l'aîné prenait le manoir avec le vol du chapon comprenant les fossés et les douves s'il y en avait, sinon une sextérée de terre à l'entour de la maison ; mais l'aîné devait récompense à ses puînés de la valeur de leur part dans ce manoir et ses dépendances. Ainsi comme on le voit, il n'y avait plus même de préciput : c'était l'égalité absolue de tous les enfants (1).

D'autre part, l'aîné demeurait chargé de l'hommage et des services requis à cause de tout le fief, sauf son recours contre ses frères après qu'ils avaient été sommés de relever leur part (2).

En Haute-Marche et en Bourbonnais, le droit d'aînesse était moins dérisoire. Il consistait dans le principal manoir avec tout ce qui se trouvait compris au dedans des fossés, murs ou palis ; l'aîné prenait en outre à partir de la clôture quarante toises de terre à l'entour du manoir (3). Les moulin, four ou pressoir à ban assis dans le préciput se partageaient néanmoins également entre tous les enfants ; l'aîné pouvait en devenir titulaire exclusif en récompensant ses cohéritiers (4).

(1) T. 12, art. 51.

(2) T. 21, art. 38 et 40, suivant les expressions de M. D'Espinay, un tel droit d'aînesse devait souvent tourner au préjudice de l'aîné lui-même ; il lui imposait plus de charge à supporter qu'il ne lui offrait d'avantages à recueillir. V. de cet auteur, *La coutume de Mirebeau*, p. 46.

(3) La Marche, art. 215 ; Bourbonnais, ancienne coutume, t. 12, art. 12 ; nouvelle coutume, art. 302. D'après l'ancienne coutume de Bourbonnais, ce faible droit d'aînesse n'existait même pas dans la châtellenie de Vichy.

(4) La Marche, art. 215 ; Bourbonnais, ancienne coutume, t. 12, art. 12 ; nouvelle coutume, art. 303.

Les deux coutumes de la Marche et de Bourbonnais (ancienne rédaction) disent que l'aîné aura le manoir, « soit paternel ou maternel pour droit d'aisnéesse », c'est-à-dire que l'aîné n'aura qu'un préciput pour les deux successions réunies de ses ascendants. Mais la nouvelle coutume de Bourbonnais et une note de Brodeau sur l'article 301 nous permettent de préciser davantage. Le préciput est toujours paternel, sauf au cas où « lors du partage la succession de la mère est advenue » ; l'aîné a alors le droit de choisir la succession dans laquelle il prendra un manoir (1).

D'après la coutume de la Marche, chacun des enfants relève directement sa part du seigneur (2).

En Nivernais, revient à l'aîné « la meilleure maison soit fort ou non, ainsi qu'elle se comporte avec les fosses, si fosses y a, le meilleur fief et le meilleur homme de condition si aucuns en y a (3) », dans la seule succession de son père, car en celle « de femme droit d'aisnéesse n'a point de lieu ».

Coquille nous enseigne comment il faut entendre ces mots : le meilleur fief ; « ce n'est la meilleure seigneurie qui fust en la propriété et domaine du pere : mais c'est

(1) Bourbonnais, 1521, art. 301 et Bourdot de Richebourg; t. 3, p. 1255, note E.

(2) Art. 186.

(3) Nivernais, 1534, ch. 35, art. 5 ; L'ancienne coutume était semblable, V. Procès-verbal de la nouvelle, Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 1185.

la feodalité et superiorité du meilleur fief mouvant de l'hérédité du père (1) ».

Si certains immeubles tels que grange, verger, colombier, pré, étaient immédiatement contigus au manoir, l'aîné pouvait les prendre à charge de récompenser ses puînés (2).

D'après les anciennes coutumes de Berry, publiées par La Thaumassière, on suivait « à Bourges et ez lieux voisins entre les vavasseurs » le même usage que celui que nous venons de décrire pour le Nivernais. Les enfants « partent par teste, sauf tant que l'aisné prent de advantage le maistre manoir dedans les fossés, le meilleur fief, et le meilleur sergent (3) ». Dans le reste de la province, entre barons, et lorsqu'il s'agissait de la succession paternelle, les puînés étaient simplement apanagés par leurs aînés ; ceux-ci prétendaient appliquer la même règle à la succession maternelle. Les possesseurs de simples châtelainies, enfin, réclamaient leur assimilation aux barons (4). Dans la coutume de Berry de 1539, l'aîné a le principal manoir avec le vol du chapon qui couvre un arpent de terre à partir de la clôture ; dans ce préciput, et jusqu'à concurrence du

(1) Coquille, *op. cit.*, p. 934.

(2) Chap. 35, art. 5, même droit dans l'ancienne coutume. V. Procès-verbal de la nouv. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*

(3) Coutumes de Berry par Thaumas de la Thaumassière ; Bourges, 1679, p. 264. Anciennes coutumes manuscrites de la ville et septaine de Bourges, chap. 35.

(4) Thaumas de la Thaumassière, p. 269 et 270.

vol du chapon, sont compris les garennnes, colombiers, granges, bergeries, étables, mais non les étang, moulin ou four à ban (1). Dans son *Commentaire*, La Thaumassière s'étonne qu'on ait étendu à toute la province l'ancien usage particulier de Bourges, et que tous les nobles n'aient pas réclamé le maintien du droit pour l'aîné d'apanager ses frères « comme ont fait le comte de Sancerre, le baron de Montfaucon et leurs vassaux, qui ont conservé l'ancien usage (2) ».

(1) Tit. 49, art. 38.

(2) La Thaumassière, *Nouveau commentaire sur les coutumes générales des pays et duché de Berry*, Bourges, 1693, p. 941.

TROISIÈME PARTIE

Nous avons d'abord déterminé dans cette étude le champ d'application du droit d'aînesse quant aux personnes et quant aux biens. Nous en avons ensuite fixé la quotité suivant chaque coutume ; cette deuxième partie comportait ainsi l'examen de la situation que le partage faisait aux puînés vis-à-vis de leur frère. Nous allons maintenant rechercher quels seront les rapports des enfants, non plus entre eux, mais avec le seigneur : comment se relèveront les parts du fief pour lequel le défunt ne faisait qu'un hommage, mais qui maintenant se trouve divisé entre plusieurs mains ; ce sera l'objet d'un premier chapitre. Dans un second, nous dirons pour terminer quelles seront les garanties qui assurent à l'aîné le maintien de son privilège.

CHAPITRE PREMIER

DE L'HOMMAGE DU POUR UN FIEF DIVISÉ ENTRE COHÉRITIERS.

Le défunt possesseur d'un fief a laissé plusieurs enfants ; ceux-ci, aîné et puînés, ont plus ou moins inégalement partagé le bien. Le seigneur n'aura donc désormais, au lieu d'un vassal, important peut-être, que plusieurs petits vassaux. Comme cette solution, qu'imposait la logique des choses, était, somme toute, préjudiciable aux intérêts des seigneurs, elle ne fut pas suivie partout.

Certaines coutumes avaient imaginé un système, celui de la tenure en parage, qui assurait au seigneur l'hommage pour la totalité du fief, l'aîné en était seul chargé. Le système avait ceci d'essentiel que les puînés ne faisaient hommage ni au seigneur ni à leur aîné et, au point de vue féodal étaient les pairs de leur frère.

Les rapports féodaux, entre les enfants et le seigneur, pouvaient enfin s'établir selon les principes de la tenure en frérage.

SECTION I. — De la tenure en frérage.

Suivant ce système, les puînés font hommage de leurs parts de fief à l'aîné comme ils acquittent entre ses mains tous droits féodaux ; l'aîné fait hommage au seigneur principal. C'est sans doute l'institution primitive ; on la trouve consacrée formellement ou mentionnée indirectement par les plus anciens textes relatifs au droit d'aînesse. C'est La Thaumassière qui en parle le plus longuement : selon lui, le frérage existait en Berry avant 1210, et il en rapporte des preuves (1). D'après Beaumanoir, les puînés, mâles ou filles, « de lor parties il viennent à l'omage de lor frère ains né ». Mais si l'un des puînés avait en un fief quelconque plus que sa part héréditaire, il devrait faire hommage directement au seigneur (2).

D'autres textes font allusion incidemment à la tenure en frérage. C'est ainsi que l'*Assise au comte Geoffroy* décide que si l'aîné a son frère pour vassal, il ne pourra lui succéder au cas où le puîné mourrait sans descendant ; cette règle est répétée par le Très ancien coutumier de Normandie et par Bouteiller (3). Ne doit-on

(1) Les anciennes et nouvelles coutumes locales de Berry et celle de Lorris, in-folio. Paris, Osmont, 1680, p. 47 et 48.

(2) Les coutumes de Beauvaisis, ch. 14, § 4 et 5, édit. Beugnot, p. 226 ; § 24, p. 234 et p. 235. Comp. ch. 47, § 2 et 3, p. 247.

(3) On se souvient que nous l'avons étudiée.

pas, d'autre part, conclure de la convention signée en 1209 entre Philippe-Auguste, le duc de Bourgogne, le comte de Nevers et divers autres, convention qui porte que les puînés tiendront désormais du seigneur principal *nullo medio*, qu'auparavant ils faisaient hommage à un seigneur intermédiaire, à leur aîné?

Cette tenure en frérage était dure pour les puînés qui devenaient les vassaux de leur frère ; elle les atteignait dans leur dignité, les obligeant à l'obéissance envers celui dont ils auraient dû rester les égaux ; elle les lésait dans leurs intérêts puisqu'ils descendaient d'un cran dans la hiérarchie féodale. Elle n'était pas moins nuisible aux seigneurs qui perdaient grâce à elle la seigneurie immédiate sur toute la part des puînés ; «... il convient, dit Beaumanoir, que li sires suefre que toutes les parties des mains nées, qui estoient tenues de li nu à nu, viengnent en son arriere fief..... Et par tex parties qui sunt fetes de descendemens de fief, apetice mout le fief qui est tenu nu à nu des signeurs (1) ».

Ces inconvénients sérieux firent abandonner la tenure en frérage et, au XVI^e siècle, nous ne retrouvons plus dans les coutumes l'obligation pour les puînés de relever leurs parts de fief de l'aîné. Il y a toutefois une excep-

(1) Coutumes de Beauvaisis, chap. 47, § 3, p. 248. Ces paroles de Beaumanoir expliquent la règle que nous avons posée plus haut, à savoir que pour garder l'hommage de ses frères, l'aîné ne peut leur donner qu'une certaine partie d'un même fief (le tiers à tous ensemble). Si la part des puînés outrepassé cette quotité, il y a abrègement du fief, et ils sont tenus de faire la foi au seigneur.

tion à cette règle fournie par l'ancienne coutume de Boulonnais (1493) dont l'article 25 décide que les puînés « relievant chacun d'eux à part sa portion dudit quint à leur frère aîné ou à leur sœur aînée, se entre eux n'a point de masle », en acquittant le relief et tous autres droits. Mais, d'après l'article 62 de la nouvelle coutume (1550), les puînés ne sont plus tenus que de promettre fidélité à leur frère ; leurs descendants seuls seront de véritables vassaux de l'aîné.

En outre à Meaux et à St-Mihiel, pour les comtés et les baronnies, lorsque la succession ne comporte pas suffisamment d'autres terres pour récompenser les puînés, ils prendront dans les fiefs supérieurs « portion contingente, qu'ils tiendront en fief dudit aîné (1) ».

Mais beaucoup d'usages laissent aux cadets l'option de faire hommage à leur frère ou au seigneur principal (2). Il semble bien, du reste, que cela n'ait lieu que pour la première génération, que les descendants des puînés comme ceux de l'aîné doivent toujours tenir du seigneur en plein fief, et c'est ce que disent explicitement plusieurs coutumes (3). Nous sommes ainsi ame-

(1) Meaux, 160, Saint-Mihiel, t. 5, art. 3.

(2) En Flandre, Lille, chap. 3, art. 7. En Champagne : Meaux, art. 140, 141 ; Troyes, art. 14 ; Chaumont, art. 13. La faculté pour les puînés de choisir à qui ils feraient hommage existait déjà dans le vieux recueil intitulé *Li Droict et lis coutumes de Champaigne et de Brie*. Voyez § 15, dans Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 212. En Ile-de-France, Mantes, ancienne coutume, t. 21, art. 7, nouvelle coutume, art. 5 ; Laon, ancienne coutume, 3^e partie, art. 14, 16, 17, nouvelle coutume, art. 159.

(3) En Ile-de-France ; Clermont-en-Beauvaisis, art. 82 ; V. égale-

né à étudier le système d'après lequel les puînés faisaient directement la foi au seigneur.

SECTION II. — De la tenure en plein fief.

La tenure en frérage avait été supprimée dans le domaine royal par la convention de 1209 dont nous avons déjà parlé tout à l'heure. Elle décidait qu'à la suite de la division d'un fief par le partage d'une hérédité, chaque héritier devait relever sa part directement du seigneur et acquitter entre ses mains tous les droits féodaux (1).

La Thaumassière prétend que cette convention ne fut jamais observée; mais il ne le prouve que pour le Berry (2). « On voit, dit Laurière, dans une autre Charte, qui est... de l'an 1331, que ceux qui possédoient alors

ment le procès-verbal sur cet article. Le préjudice causé aux seigneurs par la tenure en frérage y est fort bien signalé (Bourdôt de Richebourg, t. 2, p. 786). Senlis. art. 132 et le procès-verbal Bourdôt de Richebourg, t. 2, p. 734; en Orléanais, Chartres, art. 2; en Champagne, Vitry-le-François, art. 62.

(1) « Omnes qui de feodo illo tenebunt, de domino feodi principaliter et nullo medio tenebunt.... Quilibet eorum secundum quod de illo feodo tenebit, servitium tenebitur exhibere, et illo domino deservire et reddere rachatum et omnem Justitiam. » V. Brussel, *Usage des fiefs*, p. 874, édit. de 1727.

(2) « Cette ordonnance ne fut pas observée, ce que l'on peut confirmer par des exemples tirés des plus grandes maisons du royaume; mais je me contenterai de les chercher dans les maisons de cette province, pour faire connaître qu'avant et depuis l'établissement du roy Philippe, le frérage a été mis en usage. » *Les anciennes et nouvelles coutumes locales de Berry et celle de Lorris*, p. 47 et 48.

des fiefs dans la Prevôté et Vicomté de Paris, et qui vouloient y établir la garantie en franc parage sous l'hommage des aînés, étoient obligés de payer finance aux seigneurs suzerains et au roi, parce que cette garantie étoit considérée comme un amortissement, abrégement ou une extinction d'une partie du fief (1). » La tenure en frérage devait mériter bien mieux encore ce reproche d'abrégier le fief, et il faut en conclure que le système de l'hommage direct étoit celui de droit commun. C'est lui que consacre le Grand coutumier de France : « et iront tous au seigneur ou seigneurs de qui leurs dicts fiefs seront tenus, et entreront tous en foy et fera chascun ung hommaige à son seigneur (2) ». Ce texte doit bien être considéré comme appartenant à la région parisienne, puisqu'on le retrouve absolument identique dans la coutume de Melun (3).

C'est ainsi que l'hommage est dû directement par les puînés à Paris, à Melun, en Valois, en Orléanais, en Artois, à Amiens, en Vermandois, à Sens, dans la Marche (4). Du reste, en Orléanais et en Ile-de-France, l'aîné

(1) Laurière, *Sur la coutume de Paris, op. cit.*, p. 94.

(2) Edit. Laboulaye et Dareste, p. 290 ; comp. p. 282.

(3) Melun, anc., art. 165 ; cf. art. 162 ; nouv., art. 800.

(4) Paris, anc., art. 3, nouv., art. 35 ; Melun, V. note précédente, Valois, art. 63, 64 ; Orléans, 1509, art. 35 et 102 et le procès-verbal sur l'art. 35 dans Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 769 ; coutume de 1583, art. 35 ; Etampes, art. 3 et 4 ; Artois, coutume de 1509, art. 58, 60 ; 1544, art. 101, 102 ; comp. coutumes du Vermandois du XV^e siècle, § 169 ; Amiens, anc., art. 39. Dans la nouvelle coutume les puînés sont dispensés de relever leurs parts ; ils ne sont tenus qu'à une simple promesse de fidélité envers l'aîné ; mais leurs descen-

pouvait s'il le voulait, et avec le consentement de ses puînés, relever seul tous les fiefs. Cette faculté devait sans doute n'être accordée qu'à la première génération, et ne pas créer, d'autre part, un lien de vassalité proprement dite entre les cadets et leur frère ; mais les coutumes sont muettes sur ces points.

SECTION III. — Du parage.

Le troisième mode suivant lequel les puînés peuvent relever leurs parts de fief est celui de la tenure en parage (1). Dans ce système, l'aîné seul fait au seigneur foi et hommage pour tout le bien, et il faut ajouter plein hommage, comme si la part des puînés était son propre fief (2). Les puînés sont ainsi garantis vis-à-vis du seigneur ; d'autre part, ils ne deviennent pas les hommes de l'aîné. Le parage apparaît ainsi comme la tenure la plus favorable aux puînés ; tous les enfants sont, au point de vue du rang de leurs fiefs respectifs, des pairs ; et de cette égalité de condition, l'institution même tire

dants deviennent les vassaux du seigneur, art. 79. Même droit à Péronne, Montdidier et Roye, art. 173 ; Coutume du Vermandois du XV^e siècle, § 152, 155 ; coutume de St-Quentin, art. 35 ; Ribemont, art. 75 ; Sens, art. 178 anc. ; art. 189 nouv. ; Marche, art. 186.

(1) Le parage n'avait lieu qu'entre personnes nobles : Maine, 1508, art. 227 ; Anjou, art. 312. — En Normandie où le droit d'aînesse était absolument réel, la coutume ne distingue pas entre nobles et roturiers.

(2) Dans la tenue en frérage, l'aîné ne le faisait qu'à l'égard de sa part dans la terre ; il relevait les portions des puînés comme ses mouvances.

son nom. Le parage n'est pas moins avantageux pour les seigneurs aux yeux desquels il masque la division du fief. Il accompagne et complète le droit d'aînesse. Du reste, il ne s'établissait guère qu'à la suite du partage d'un fief entre cohéritiers. Cependant, d'après M. Glasson, il pouvait naître d'une convention entre vifs à propos de simple indivision (1).

Le parage ne s'éteignait pas à la mort de l'aîné ou du puîné. Il se continuait entre les descendants de ceux-ci jusqu'à ce que la parenté atteignit un certain degré qui variait suivant les coutumes et que nous fixerons plus loin. Donc l'aîné, ou son représentant (2), était seul l'homme du seigneur ; il lui prêtait l'hommage dans les

(1) Glasson, *Histoire du droit et des Institutions de la France*, t. 4, p. 338. Peut-être cependant n'y a-t-il là que l'image du parage. Les termes dont se sert le Grand coutumier de Normandie pour définir le parage prouvent qu'en cette province il ne s'établit qu'à la suite d'un partage successoral. C'est ce que dit explicitement une note sous l'art. 127 de la coutume de 1583 dans Bourdot de Richebourg, t. 4, p. 65, note F. En Poitou, lorsqu'on établissait cette tenure par une convention entre vifs, on était dit tenir part prenant ou mettant, « Entre tenir en parage, et tenir part prenant et part mettant, a difference : car le parage vient par succession et lignage : et fault faillant le lignage comme dit est. Et le part prenant vient par convenance ou longue usance : et ne change point par transport ou deffault de lignage ; » Poitou ancienne coutume, art. 115. Mais le père qui donne une partie de son fief à sa fille en avancement d'hoirie peut la garantir en vrai parage. V. Maine, 1508, art. 228 ; Anjou, *id.*, art. 213.

(2) C'était le chef parageur ou simplement le parageur ; en Poitou, il était appelé le chemier. Les puînés ou leurs représentants sont les parageaux ; toutefois en Poitou on les nommait parageurs. En Normandie, on trouve les expressions aîné et puînés paragers. En Bretagne, enfin, on disait ramage pour parage.

formes requises et était obligé envers lui à tous les services et tenu de toutes les redevances que comportait le fief. Quant aux puînés, ou leurs représentants, ils recevaient leurs parts de l'aîné, et, en principe sans lui rendre hommage (1).

Cette dernière règle ne rencontrait d'exception qu'en Bretagne où le puîné mâle (juveigneur) faisait hommage à son aîné « sans toutesfois oster l'espée ni esperons, ni mettre ses mains entre celles de son aîné : mais doit l'aîné baiser le juveigneur (2) ». Cependant, sauf convention contraire, la sœur n'y était pas tenue ; l'aîné ne pouvait exiger l'hommage que de ses héritiers (3). Dans la même province, le garanti en parage, le « juveigneur d'aisné » devait en outre faire hommage lige au seigneur suzerain (4).

Les puînés étaient également dispensés « de tout devoir feodal, ordinaire, deu pour raison dudit hom-

(1) Normandie, Grand coutumier, chap. 28, § 1, édit. Tardif, p. 97 ; coutume de 1583, art. 128 ; Touraine 1507, chap. 13, art. 12 ; coutume de 1559, art. 128 ; Loudunais, chap. 12, art. 12. Pour les autres coutumes, elle se déduit *à contrario* de ce qu'une fois le parage failli, les descendants des puînés doivent hommage à la descendance de l'aîné.

(2) Art. 335 de la coutume de 1580, même droit dans très ancienne coutume, chap. 225 et ancienne coutume, chap. 16, art. 321 et 326.

(3) Prétendue ordonnance de Jean II, art. 38 ; dans Viollet, *Etablissements de St-Louis*, t. 3, p. 207 et *Règles coutumières de Bretagne*, 2^e série, § 2 dans le même ouvrage, t. 3, p. 225 ; très ancienne coutume, chap. 223, ancienne coutume, art. 318, nouvelle coutume, art. 336, 337.

(4) Très ancienne coutume *in fine* ; ancienne, chap. 223, art. 327 et 312, nouvelle, art. 330, 336.

mage » c'est-à-dire du service de conseil ou de cour, par exemple, tant à l'égard de l'ainé que du seigneur principal (1). Toutefois, en Bretagne, l'obligation de l'hommage dont nous avons parlé, entraînait encore une exception à cette règle. Ainsi nous voyons le puîné siéger à la cour de son frère. Il tire seulement du parage la prérogative de « se... soir au costé de son seigneur aîné ou de son juge (2) ».

Mais les parageaux étaient tenus de fournir leur part, à raison de ce qu'ils prenaient du fief, de tous les autres services et redevances dus au seigneur principal, tels que droit de chambellage, aides féodales, ban, arrière-ban, rachat (3). Le seigneur ne pouvait pas le leur réclamer directement; ils y contribuaient avec l'ainé quand ils en étaient requis par ce dernier (4).

(1) Touraine, 1507, chap. 25, art. 8; coutume de 1559, art. 128 et 264; Loudunais, chap. 27, art. 9; Anjou, 1508, art. 213; Maine, art. 228.

(2) Nouvelle coutume, art. 339; cf. art. 315 ancien.

(3) Par la mort du chef parageur, la part des parageaux tombe en rachat comme celle du défunt. D'après la coutume de Loudunais, chap. 25, art. 10, l'ainé garantirait ses puînés du rachat si celui-ci était dû par son fait « comme par vendition, mariage ou autre contrat d'alienation ou par coulpe ».

(4) V. sur la contribution des puînés, Grand coutumier de Normandie, chap. 34, § 4, édit. Tardif, p. 113; coutume de 1583, art. 130; Très ancienne coutume de Bretagne, chap. 225; ancienne coutume, art. 321, 322; nouvelle coutume, art. 345; *Etablissements de St-Louis*, I, § 46, 47, édit. Viollot; anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. nos 42, 43, t. 1, p. 87 et 88; B. n° 86, t. 1, p. 114; C. nos 39, 40, t. 1, p. 230, 231; n° 79, p. 298; Anjou, 1508, art. 213; Maine, 1508, art. 228; Poitou, ancienne coutume, art. 106, 121; nouvelle coutume, art. 125, 139; comp. Angoumois, art. 25. Pour les

Durant le parage, comme nous l'avons déjà dit, la condition du puîné est égale en dignité à celle de son aîné. Il a les mêmes droits de justice et tient aussi noblement que lui, sauf lorsque le fief démembré est une baronnie ou un fief supérieur (1). Dans ce cas le puîné ne peut prétendre aux droits et prérogatives constitutifs de la baronnie qui ne peuvent jamais être divisés (2).

coutumes de Touraine et de Loudunais, voyez les articles cités à la note 1. D'après certains textes des anciennes coutumes d'Anjou et du Maine quand la terre du parageur tombe au rachat envers le seigneur, le parageau n'y contribue point ; V. E. n° 149, t. 1, p. 471.

(1) *Etablissements de St-Louis*, l. I, § 47. Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. n° 45, t. 1, p. 88 ; C. 40, t. 1, p. 231 ; E. n° 146, t. 1, p. 468 ; I. n° 178, t. 3, p. 318 ; F. n° 1521, t. 2, p. 550 ; Maine, 1508, art. 230 ; Anjou, 1508, art. 215 ; Touraine, 1507, ch. 13, art. 7 ; coutume de 1559, art. 129 ; Loudunais, ch. 12, art. 7 ; Poitou, ancienne coutume, art. 122 ; nouvelle, art. 140 ; Bretagne, Prét. const. de Jean II, art. 12 ; V. Viollet, *Etablissements de St-Louis*, t. 3, p. 196 ; la très ancienne coutume (ch. 150 et 225), l'ancienne (art. 74 et 312) et la nouvelle (art. 72 et 341) décident toutes trois que l'aîné ne peut retenir le droit de haute justice sur son juveigneur d'où « il s'ensuit inévitablement, dit Hévin (V. consult., 66), qu'elle suit et demeure jointe à la portion baillée en partage au puîné ». V. les exemples cités par Hévin.

(2) « A l'égard de la dignité de comté, vicomté ou Baronnie, elle ne se partage point, et régulièrement d'une baronnie, on n'en peut faire deux ou plusieurs ; car un membre de baronnie n'est pas une baronnie ; mais encore que la dignité et prerogative de la baronnie ne suive pas la partie qui en est demembrée, la haute justice la suit.

La raison de la différence est que la dignité de comté, vicomté ou baronnie est attachée à des terres de certaine quantité et qualité ; par exemple, le comté doit contenir deux baronnies et trois châtelainies ou une baronnie et six châtelainies ; ainsi la châtelainie qui en sera démembrée ne peut pas estre comté ni retenir la dignité, les noblesses et prerogatives qui sont attachées aux dignités ; par

Dans certains cas exceptionnels, le puîné n'était pas soumis à la justice du seigneur principal, mais bien à celle de son aîné.

Ainsi en Anjou, Maine, Touraine et Loudunais, « en cas de mesures, c'est à sçavoir pour les estalonner et ajuster à celles de son seigneur », et aussi « pour racompter le parage (1) »; nous montrerons bientôt ce que signifiait cette expression. En Poitou, le chemier pouvait assigner en sa cour le parageau lorsque celui-ci n'avait pas payé sa quote-part du devoir dû au seigneur, lorsqu'il n'avait pas fourni l'aveu ou dénombrement, ou enfin lorsqu'il vendait sa part du fief, car le chemier pouvait alors se substituer à l'acheteur ou réclamer le droit de ventes, à son choix (2). En Normandie, d'après le Grand coutumier (3), l'aîné n'a justice sur ses puînés en parage qu'à raison des devoirs dus au seigneur et dans le cas de tort fait à sa femme, à son fils aîné ou à lui-même. Cependant la coutume de 1583 (4) dit d'une façon générale que les aînés « peuvent faire justice sur

exemple, quoy qu'il ait la haute justice, il n'aura pas la punition par le feu ». Hévin, consult. 66.

(1) *Etablissements de St-Louis*, l. 4, § 48, 79; anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 146, t. 4, p. 468; I. n° 178, t. 3, p. 318; F. n° 1521; t. 2, p. 550; Anjou, 1508, art. 216; Maine, 1508, art. 231; Touraine, 1507, ch. 13, art. 8; 1559, art. 130; Loudunais, ch. 12, art. 8.

(2) Poitou, ancienne coutume (1514), art. 122; nouv. (1559), art. 140.

(3) Ch. 28, § 2, édit. Tardif, p. 97.

(4) Art. 131.

les biens des puisnez, par les mains du prevost de leur fief ». De même, la coutume de Bretagne permet à l'aîné d'appeler son juveigneur « en cause concernant le fief ». Le parage vaut seulement au putné certains bénéfices de procédure (1).

Le parage se terminait de plusieurs manières. Une première cause d'extinction était l'éloignement de la parenté entre le garant et le garanti au delà du quatrième degré de computation canonique (2). On sait que c'est à cette limite que le mariage devenait permis entre parents. Toutefois en Normandie (3), le parage durait jusqu'au sixième degré inclus et, en Bretagne ainsi qu'en Poitou, tant qu'on pouvait prouver le lignage (4).

En Anjou, dans le Maine, la Touraine et le Loudunais, lorsque le chef parageur pensait que sa parenté avec le garanti fût « du quart au quint degré », il pouvait l'appeler et lui demander de racompter parage, c'est-à-dire d'établir le lien qui les unissait. Si le parageau était encore assez proche pour être garanti, il devait être renvoyé hors de cour après serment d'avoir bien et

(1) Nouv., art. 338 ; anc., art. 343.

(2) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 144, tome 1, p. 467 ; I. n° 176, t. 3, p. 317 ; Maine, 1508, art. 228 *in fine* ; Anjou, 1508, art. 243 *in fine* ; Touraine, 1507, chap. 13, art. 10, chap. 25, art. 8 *in fine* ; 1559, art. 126 et 264 ; Loudunais, chap. 12, art. 10.

(3) Grand coutumier, chap. 28, édit. Tardif, p. 97 et chap. 34, § 5, p. 113, coutume de 1583, art. 129. Le très ancien coutumier dit quatrième degré selon la règle générale, chap. 45, p. 38, édit. Tardif.

(4) Bretagne, nouvelle coutume, art. 331 ; Poitou, 1514, art. 107 ; 1559, art. 126 ; comp. Angoumois, art. 126.

loyalement raçompté parage, à moins que le garant n'en voulût prouver lui-même l'extinction (1).

Le parage finissait encore quand le garanti vendait sa part de fief (2). Si à l'inverse le parageur faisait transport de la portion principale du fief, les puînés ou leurs représentants n'en restaient pas moins protégés par l'acquéreur. La tenure en parage subsistait alors, tant que la parenté fixée plus haut se rencontrait entre le parageau et l'ancien parageur (3). En Poitou, cependant, toute aliénation, qu'elle fût faite par le chemier ou par le garanti, mettait fin au parage (4).

Les coutumes de Touraine et de Loudunais nous indiquent comment le parage prenait fin d'une troisième façon : « quand le parageau sans sommer son parageur a fait hommage au seigneur suzerain : auquel cas l'obeissance en peut estre rendue audit parageur s'il le

(1) *Etablissements de St-Louis*, I, §§ 48 et 79 ; anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. n° 46, t. 1, p. 88, n° 84, t. 1, p. 113 ; C.n. 41, t. 1, p. 232, n° 77, t. 1, p. 298 ; E. n. 147, t. 1, p. 469, n° 179, t. 3, p. 319 ; Touraine, 1507, chap. 13, art. 8 ; 1559, art. 130 ; Loudunais, chap. 12, art. 8.

(2) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 151, t. 1, p. 472, même disposition dans la coutume de 1463 ; Maine, 1508, art. 234 et 235 ; Anjou, 1508, 219 et 220 ; Touraine, 1507, chap. 13, art. 10 ; également chap. 25, art. 18 ; 1559, art. 126 et 278 ; Loudunais, chap. 12, art. 10 et chap. 27, art. 20 ; Poitou, 1514, art. 110, 112 ; 1559, art. 129, 131 ; Angoumois, art. 27 ; cf. Normandie 1583, art. 133.

(3) Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n° 150, t. 1, p. 472, même disposition dans coutume de 1463 ; Touraine, 1507, chap. 13, art. 9, chap. 25, art. 16 ; 1559, art. 131, 276 ; Loudunais, chap. 12, art. 9 ; chap. 27, art. 18 ; Maine, 239 ; Anjou, 219.

(4) Coutume de 1514, art. 110 ; 1559, art. 129.

requiert ; lequel parageau fera en après la dite foy audit parageur (1). »

Une fois le parage « failli », les puînés ou leurs représentants sont tenus de rendre hommage au parageur ou à son représentant. L'hommage doit être rendu au parageur « tel qu'iceluy parageur fait à son suzerain » et, en outre, le nouveau vassal paiera devoir à proportion de ce qu'il tient du fief : il sera soumis à la juridiction de l'ancien parageur, en un mot sera son homme. La part de la terre ne sera plus qu'un arrière fief à l'égard du seigneur principal (2).

Les coutumes du groupe angevin, tout en donnant régulièrement satisfaction aux exigences féodales génératrices du parage, apportaient à son établissement une restriction. Si un puîné, mâle ou fille, obtenait, en représentation de ses droits successifs, un fief entier, un tout indépendant de ce que gardait l'aîné, il en fai-

(1) Touraine, 1507, chap. 13, art. 10 ; 1559, art. 126 ; Loudunais, chap. 12, art. 10.

(2) Grand coutumier de Normandie, chap. 28, § 1, édit. Tardif, p. 97 « in illo [sexto] enim gradu tenentur fidelitatem facere autem nato ; in septimo autem gradu homagium, et exinde quod per paragium tenebatur per homagium tenebitur » ; coutume de 1583, art. 132 ; anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, E. n^{os} 151 et 152, t. 1, p. 472 et 474 ; mêmes dispositions dans la coutume de 1463 ; Maine, 1508, art. 233 et 236 ; Anjou 1508, art. 218 et 221 ; Touraine, 1507, chap. 13, art. 11 ; coutume de 1559, art. 127 et 277 ; Loudunais, chap. 12, art. 11 et chap. 27, art. 19 ; Poitou, 1514, art. 107 ; 1559, art. 126, 128. Du reste le rachat n'était point dû pour cette première fois : c'est ce que disent explicitement toutes les coutumes du groupe tourangeau-angevin précitées. Comp. pour la Normandie l'opposition entre les mots *fidelitas* et *homagium*.

sait l'hommage directement au seigneur, devenait son vassal à raison de ce fief. Lorsque l'indivisibilité du fief était ainsi respectée par le partage, il n'y avait plus en effet aucune raison d'exonérer son titulaire de l'hommage. L'état de fait s'accordait avec les revendications seigneuriales : il n'y avait plus besoin de la fiction du parage (1).

(1) *Etablissements de St-Louis*, I, 10, anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, C. n° 39, glose, t. 1, p. 231 ; E. n° 158, t. 1, p. 481 ; I. n° 190, t. 3, p. 331 ; F. n° 820, t. 2, p. 295 ; L. n° 67, t. 4, p. 173, n° 108, p. 192 ; Anjou, 1508, art. 232 ; Maine, 1508, art. 249 ; Touraine, 1507, chap. 25, art. 10 et 14, 1559, art. 266 et 273 ; Loudunais, chap. 27, art. 12.

Les mêmes coutumes décident que lorsqu'il n'y a qu'un fief pour tous les puînés ensemble, ceux-ci peuvent, pour éviter de porter chacun hommage pour le tout, recourir au parage et désigner l'un d'entre eux pour garantir les autres en lui laissant en partage au moins les deux tiers du fief (Anjou, 232 ; Maine, 249 ; Touraine, 1507, chap. 25, art. 10 et 14). La règle précédemment donnée ne s'appliquait pas en Anjou et dans le Maine pour les puînés mâles qui, dans ces deux provinces, ne sont qu'usufruitiers. Aussi l'ainé, même dans le cas où le puîné avait pour sa part un fief entier, devait faire hommage au seigneur comme propriétaire du fief. V. art. 233, Anjou ; 250, Maine. Cpr. art. 125, Anjou ; art. 135, Maine.

CHAPITRE II

DES GARANTIES ACCORDÉES A L'AÎNÉ.

Après avoir analysé les divers régimes que les coutumes avaient adoptés dans les successions aux fiefs ou entre nobles, régimes qui établissaient un privilège en faveur de l'aîné, il convient de montrer que cette inégalité entre les enfants était d'ordre public (1), comme l'on dirait aujourd'hui, et que les pères de famille n'y pouvaient porter atteinte. Nous n'envisagerons que les garanties données à l'aîné contre ses frères et sœurs. A l'égard des étrangers, il profitait de celles données à tous les enfants ensemble ; et il ne rentre pas dans le cadre de cette étude que nous étudions dans le détail des institutions comme la légitime et la réserve.

En principe, le père ne pouvait rien changer à la condition respective de l'aîné et des puînés, telle qu'elle était fixée par les règles des successions *ab intestat*. C'est la règle exprimée par les coutumes de Norman-

(1) « La providence de la coustume, nostre mere commune, qui a reglé les préciputs et advantages de l'aisné par une autorité publique, et inviolable, passe par dessus la disposition particuliere et privée du pere. » Brodeau sur Louët, édit. 1644, p. 669.

die (1), de Paris (2) et d'autres localités de la région parisienne (3), de Beauvaisis (4), de Montargis (5), de Troyes (6). D'après ces usages, le père ne peut pas laisser plus à l'un qu'à l'autre de ses enfants ; et, selon les paroles de Bérault, « ce n'est pas que cette égalité soit estimée à la raison d'un même prix et valeur du partage de chacun, mais à la proportion que la coutume a introduit entre les enfans ; autrement ce seroit donner lieu à ce qu'on dit communement *nihil esse æqualitate ipsa inæqualius* (7) ».

Ainsi de droit commun, selon la formule de Pothier, « le droit d'aînesse est, dans tout ce qu'il contient, une légitime que la coutume accorde à l'aîné dans les biens nobles de la succession, à laquelle les père ou mère ou autres ascendants, ne peuvent donner aucune atteinte (8) ». Il faut ajouter au regard des seuls enfants, car la « légitime féodale » peut être « réduite à rien par des dispositions ou donations entre vifs faites à des étran-

(1) Normandie, Grand coutumier, ch. 25, § 22 et ch. 35, § 1 et 3 ; coutume de 1583, art. 424, 427, 434, et le commentaire de Bérault sur l'article 434, *op. cit.*, p. 602.

(2) Paris, ancienne, art. 124 ; nouvelle, art. 303.

(3) Etampes, art. 112 ; Dourdan, art. 108 ; Montfort, art. 96 ; Mantes, ancienne coutume, t. 15, art. 4 ; nouvelle coutume, art. 162 ; Melun, art. 92.

(4) Beaumanoir, ch. 12, § 3, p. 180, édit. Beugnot ; Clermont, 1539, art. 144.

(5) Ch. 15, art. 1.

(6) Art. 113.

(7) Bérault, *loc. cit.*, note 1.

(8) *Traité des successions*, p. 184.

gers (1) ». Plusieurs jurisconsultes et commentateurs répètent que le père ne peut, par quelque disposition que ce soit, par donation, par legs ou par partage d'ascendant, détruire les privilèges que la coutume établit en faveur de l'aîné. On peut citer Pithou (2), La Thaumassière (3), Brodeau (4), Lebrun (5), Laurière (6).

Cependant en plusieurs provinces, il était permis d'avantager les puînés, de réduire plus ou moins le privilège du *primogenitus*. Ainsi, en Bretagne, le père pouvait disposer des meubles en faveur de ses cadets (7).

Dans les coutumes du groupe tourangeau-angevin et dans celle de Poitou, l'aîné pouvait être restreint à son droit héréditaire sur les propres. Le tiers de ceux-ci, les acquêts et les meubles dans leur entier étaient disponibles (8) au profit des autres enfants. Ainsi ne demeurent

(1) *Idem*, p. 185.

(2) *Commentaire sur Troyes*, édit, 1609, p. 43.

(3) *Nouveau commentaire sur la coutume de Berry*. Bourges, 1693, p. 943. V. également notes sur les coutumes nouvelles de Lorris-Montargis, p. 490.

(4) Brodeau sur Louët, édit. 1644, p. 24 et 669.

(5) *Traité des successions*, 1714, p. 178 et 179.

(6) *Commentaire sur la coutume de Paris*, édit. 1777, t. 1, p. 37.

(7) Très ancienne coutume, ch. 211 ; ancienne coutume, art. 227, nouvelle coutume, art. 199. Cf. règles coutumières, 2^e série, Viollet, t. 3, p. 225. V. également Hévin, 22^e consult., p. 120 ; 30^e consult., p. 145. Il faut ajouter le droit qu'avait le père d'avantager grandement sa fille en la mariant selon les dispositions de la très ancienne coutume et de l'ancienne coutume que nous avons déjà étudiées.

(8) Que ce fût par donation entre vifs ou par testament. Anjou, art. 339 ; Maine, art. 351 ; Touraine, art. 325 ; Poitou, ancien., art. 199 ; Angoumois, art. 49.

raient à l'aîné que les deux tiers des propres avec le préciput (1). Du reste, si le défunt n'avait pas de propres, les acquêts en prenaient la place au point de vue de la quotité réservée à l'aîné (2).

Dans ces mêmes coutumes, si le père avait acquis quelques biens « qui fussent de son fié », et qu'il les donnât aux puînés, l'aîné, à l'origine, pouvait les reprendre à ses frères en leur remboursant seulement le prix d'achat (3). En Anjou et dans le Maine, le père ne pouvait pas disposer au profit de ses puînés, du droit acquis à l'aîné de prendre la part de l'enfant mis en

(1) *Etablissements de St-Louis*, I. 10 ; Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine, B. n° 1, t. 1, p. 69 ; C. n° 1, t. 1, p. 180 ; E. n° 223, t. 1, p. 526 ; I. n° 257, t. 3, p. 387 ; Maine, 1508, art. 335 ; Touraine, XV^e siècle d'Espinay, p. 252, 253 ; coutume de 1507, ch. 24, art. 3 ; 1559, art. 248, Loudunais, ch. 26, art. 1 et 2 ; Poitou, 1514, art. 183, 199, 208 ; 1559, art. 215, 216, 219, 272. En Angoumois et dans le droit primitif du Poitou, c'est toujours l'adoption du même principe : disponibilité absolue des meubles et des acquêts, interdiction de donner à l'un quelconque des enfants une part de propres plus grande que celle qu'il recueillerait dans la succession *ab intestat* ; mais le droit héréditaire de l'aîné n'est fixé qu'au quart et non aux deux tiers. *Livre des Droiz*, § 412, t. 2, p. 40 ; Angoumois, art. 49, 51 ; cf. art. 93.

D'après la coutume d'Anjou de 1508, on ne pouvait donner aux puînés que les meubles et le tiers des propres et des acquêts, art. 321.

(2) Maine, 1508, art. 352 ; Anjou, art. 340 ; Touraine, 1559, art. 238 ; Poitou, ancienne coutume, art. 190 ; nouvelle, art. 224.

(3) *Etablissements de St-Louis*, L. I, § 10. Comp. L. I, § 16, anciennes coutumes d'Anjou et du Maine ; B. n° 1, t. 1, p. 69 ; C. n° 1, t. 1, p. 180 ; E. n° 203, t. 1, p. 511 ; I. n° 236, t. 3, p. 367. Comp. F. n° 691, t. 2, p. 252 ; L. n° 215, t. 4, p. 235. *Livre des Droiz*, § 418, t. 2, p. 42.

religion ou celle de la fille mariée à moindre part (1).

Si les puînés donataires ne renonçaient pas à la succession et se portaient héritiers, ils étaient tenus de rapporter, sauf ce qu'ils avaient reçu de meubles; « on peut avoir don de meuble de personne noble, et partage d'héritage et chose immeuble (2) ». En Poitou et en Angoumois, cependant, l'héritier peut recevoir hors part les meubles et les acquêts (3).

Dans les provinces du Nord, il était encore largement permis de donner aux cadets. A Lille et à Douai, le père et la mère avaient le droit de faire le partage de tous leurs biens entre leurs enfants, et dans la proportion qu'il leur plaisait (4). En Artois, le même pouvoir était accordé à l'égard des acquêts, règle qui se trouve déjà dans l'ancien coutumier (5). En Boulonnais et en Ponthieu, la coutume permettait de laisser aux puînés par donation entre vifs ou par testament tous les meubles et acquêts, et le quint des propres (6). Comme dans le

(1) Maine, note sur l'article 266 dans Bourdot de Richebourg, t. 4, p. 490; Anjou, *Commentaire de Dupineau* sur l'art. 248, col. 518.

(2) Anjou, art. 338; Maine, art. 350.

(3) Poitou, ancienne coutume, art. 199, nouv., art. 216 et les notes sous cet article; Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 795; Angoumois, art. 49 et note 12; Bourdot de Richebourg, t. 3, p. 844.

(4) Lille, chap. II, art. 58; Douai, art. 39, également un acte de notoriété dans Bourdot de Richebourg, t. 2, p. 980.

(5) Artois, 1544, art. 85.V. ancienne coutume d'Artois publiée par Tardif, t. 36, § 3, p. 87. Le père pouvait également grever ses fiefs d'acquêt au profit des puînés, § 5 (institut, du morgage).

(6) Boulonnais, ancienne coutume, art. 51, 58, nouvelle, art. 87, 88;

groupe tourangeau-angevin ou en Poitou, c'est la réduction de l'ainé à sa part héréditaire des propres. On allait plus loin encore à Amiens et à Péronne ; l'on y décidait qu'entre vifs par donation, par institution contractuelle ou par partage d'ascendant, il était permis de donner aux puînés tous les biens tant propres qu'acquêts, féodaux ou roturiers. L'ainé pouvait être réduit à la légitime. Par testament étaient disponibles au profit des puînés tous les meubles et acquêts, le quint des propres féodaux, le tiers des roturiers (1).

D'après les commentateurs de la coutume d'Amiens, rien ne s'opposait à ce qu'on fût en même temps donataire ou légataire et héritier. Ainsi il fut jugé que le père par testament « avoit pu disposer au profit des puisnez, du quint des propres, quoy qu'ils eussent en même temps le quint naturel (2) ».

En Vermandois, d'après Pierre de Fontaines, à l'ainé étaient réservés les deux tiers des fiefs (3).

Ponthieu, art. 19, 20, 25 et Bourdot de Richebourg, t. 1, p. 85, note e.

(1) V. Nouvelle coutume de Péronne, Montdidier et Roye, art. 107 (entre vifs) et art. 165 (par testament). Comp. art. 169 ; Amiens, entre vifs : anc., art. 1, nouv. art., 46 ; par testament, anc., art. 4, nouv., art. 57. V. également *Commentaire sur la coutume d'Amiens* par J. M. Ricard, in-folio, Paris, 1712, p. 17, col. 1 et p. 21 ; Dufresne, *Commentaire sur la coutume d'Amiens*, in-folio, Paris, 1662, p. 106 et 107. D'après Ricard si le défaut n'avait pas de propres, l'usage voulait qu'on réservât à l'ainé la moitié des acquêts.

(2) Ricard, *loc. cit.*, *Adde* sur l'art. 93, p. 32, col. 2 et sur l'art. 92, p. 31.

(3) Ch. 34, § 2, p. 416. « ...car li peres meismes n'a mie tel pooir

A Reims, on pouvait donner ou léguer hors part aux puînés ou à l'un d'eux telle partie des meubles et acquêts qu'il plaisait (1).

A Senlis, « à l'un ou à plusieurs de ses enfans non venans à sa succession », le cinquième des propres et tous les meubles et acquêts (2).

Si, en principe, l'aîné ne pouvait pas être privé de ses prérogatives par ses père et mère, du vivant de ceux-ci, il n'y renonçait pas plus valablement lui-même. C'est une des maximes coutumières de Loysel (3). C'est ce que répètent Basnage, Brodeau, Pothier (4). On présumait que le fils s'était incliné en faisant la renonciation devant la volonté du père, et on ne voulait pas que ce dernier obtînt indirectement un résultat qu'il ne pouvait pas établir par son propre fait. Pocquet de Livonnière avait sur la question un sentiment opposé (5).

Mais le souci de protéger l'aîné n'allait pas jusqu'à interdire au père d'aliéner librement ses biens. L'ascendant pouvait jusqu'à sa mort changer tous ses fiefs en rotures, ou s'il était soumis à la coutume de Nor-

entre ses enfanz de doner autretant de son éritage à l'un come à l'autre par nostre usage ». Ch. 15, § 18, p. 117.

(1) V. art. 233, 287, 288, 302.

(2) Art. 217.

(3) *Institutes coutumières*, IV, III, 70.

(4) Basnage, *Commentaire*, p. 506 et 507; Brodeau, sur Louët, p. 364 et 365, sur la coutume de Paris sur l'article 13, nos 39 et 40; édit. de 1658, p. 188, 189, 190; Pothier, *Traité des successions*, p. 197.

(5) *Op. cit.*, t. 1, p. 595.

mandie, par exemple, mettre hors Caux tous les biens situés en ce bailliage (1). A ce propos, notons une disposition fort originale de la nouvelle coutume d'Orléans, qui permettait au père acquérant un fief à titre onéreux, de déclarer qu'il se partagerait également entre ses enfants tant pour le manoir que pour la terre (2). Cela avait été introduit, nous dit Pothier, sur les « instantes sollicitations des Maires et Eschevins, auxquels se joignirent quelques-uns de la noblesse (3) ». Le pouvoir du père était contenu dans de certaines limites : l'exclusion du droit d'aînesse ne valait que pour le premier partage et ne pouvait être stipulée que si aucune justice ni aucuns vassaux n'étaient attachés au fief. Mais le père pouvait exprimer sa volonté « tant par le contract d'acquisition, que par declaration par escrit subsequente » et peu importait qu'il fût lui-même gentilhomme ou roturier.

(1) Bérault, *op. cit.*, p. 409 ; Basnage, p. 436 sur l'article 293, et p. 506 ; Brodeau sur l'article 13 de la coutume de Paris, n° 35, édit. de 1658, p. 187, 188. La Thaumassière sur la coutume de Lorris-Montargis, p. 941 ; Lebrun, *Traité des successions*, p. 179. Voyez cependant coutume d'Artois, art. 50 (anc.) et 76 (nouv.) ; Boulonnais (nouv.), art. 124 ; Ponthieu, art. 79.

(2) Art. 91.

(3) Pothier, *Traité des successions*, p. 189.

CONCLUSION

S'il est une notion qui se présente immédiatement à l'esprit après cette étude sur le droit d'aînesse dans les pays coutumiers, c'est bien celle de l'extrême diversité des régimes, diversité qui semble faire obstacle à toute vue d'ensemble. Essayons néanmoins de résumer les principaux faits que nous avons observés.

D'une façon générale, les coutumes accordaient le droit d'aînesse à raison de la nobilité de la terre sans tenir compte de la qualité personnelle des successibles ; les roturiers, que ce fût immédiatement ou seulement dans un deuxième ou troisième partage, divisaient inégalement les biens tenus à foi et hommage. A cette première règle faisaient exception la Bretagne et les provinces du Centre proprement dit.

Au contraire, la seule noblesse personnelle n'influait en rien sur le partage, et ne consacrent une solution différente que l'usage du pays de Caux et les coutumes du groupe tourangeau-angevin qui donnent à l'aîné noble les mêmes droits sur les rotures que sur les fiefs.

En principe, le droit d'aînesse n'est pas absolu ; il ne va pas jusqu'à empêcher la division du fief. Une exception considérable est apportée ici par la coutume de Normandie qui, jusqu'à la fin de l'ancien droit, prohibe le dé-

membrement de la terre noble tant qu'il y a un héritier mâle. L'indivisibilité du fief est consacrée également par la coutume de Ponthieu à toute époque, par les anciens usages de Vermandois ; par les coutumes d'Amiens et de Péronne jusqu'à leur réformation en 1567 ; au regard des seuls puînés mâles par les coutumes d'Anjou et du Maine, et par celle de Bretagne jusqu'en 1580. Beaucoup de coutumes cherchaient, du moins, à maintenir l'indivisibilité des baronnies et autres fiefs supérieurs en les attribuant à l'aîné seul ou en les distribuant entre les frères, à la charge pour l'aîné ou les frères pourvus de récompenser en terres de la succession ceux qui ne l'étaient pas. Du reste, le fief supérieur se démembre suivant la quotité fixée par la coutume, si le patrimoine du défunt ne comprend point d'autre bien. S'inspirent de cet esprit les coutumes du groupe tourangeau-angevin, plusieurs usages de Champagne, les coutumes enfin de Poitou et de l'Orléanais, mais seulement à l'origine.

Quant au montant du droit d'aînesse, nous avons remarqué qu'il n'était que du principal manoir par préciput dans beaucoup de coutumes, celles de Champagne, de Lorraine et des provinces du Centre proprement dit. L'aîné avait, outre le principal manoir, le quint des fiefs dans les coutumes du Centre-Ouest ; les deux tiers en Poitou, dans le groupe tourangeau-angevin, en Bretagne, dans l'Orléanais, en Ile-de-France ; les quatre quintes dans les coutumes du Nord. La Normandie avait un système particulier ; l'aîné choisissait un fief sans qu'on s'occupât de sa valeur.

Si nous nous tournons vers les puînés, nous voyons qu'il y a intérêt de distinguer la condition des filles de celle des mâles en Normandie où les filles n'ont droit, en principe, qu'à une dot ; dans les coutumes de Bretagne jusqu'en 1580, et d'Anjou et du Maine à toute époque, où elles sont propriétaires tandis que les mâles ne sont que simples usufruitiers ; dans les coutumes de Champagne et de Lorraine où deux filles ne prennent autant qu'un fils.

A défaut de mâles, le droit d'aînesse passe à la plus âgée des filles dans beaucoup de coutumes : dans celles du Nord, de Bretagne, du Maine, de l'Anjou, du Loudunais, du Centre-Ouest. En Touraine et en Poitou, il est restreint au préciput.

De même, en ligne collatérale, le droit d'aînesse est très fréquent ; il se rencontre, et plus strict qu'en ligne directe (1), dans les provinces du Nord, en Normandie, en Bretagne, dans le groupe tourangeau-angevin. Il est

(1) On peut expliquer ce fait en disant que ces coutumes inspirées par l'esprit féodal proprement dit tendent surtout à éviter le morcellement des fiefs. Aussi consacrent-elles, en ligne collatérale, où il paraît plus acceptable qu'entre descendants, un droit d'aînesse absolu. S'il n'y a que des filles, elles conservent à l'aînée les mêmes prérogatives qu'au mâle. Ajoutons qu'elles adoptent (sauf celles du Nord) le parage qui masque au seigneur la division du fief.

A l'inverse, l'autre catégorie de coutumes qui refusent tout effet à l'aînesse féminine ou en ligne collatérale paraissent avoir obéi davantage aux préoccupations aristocratiques et nobiliaires. Ces coutumes ont fait un aîné pour le maintien des grandes familles et de « la splendeur du nom » ; elles ne veulent pas donner les mêmes avantages à une fille qui entrera dans une autre famille ou à un collatéral qui peut-être ne porte point le même nom.

établi sur les mêmes bases qu'entre descendants en Poitou et en Angoumois.

Quant à la façon dont les puînés tiennent leurs parts de fief, nous avons montré le parage existant dans toutes les coutumes de l'Ouest, depuis la Normandie jusqu'à l'Angoumois. Ailleurs les cadets tiennent directement du seigneur ou, ce qui est moins fréquent, peuvent, à leur gré, devenir les vassaux de leur aîné.

Enfin il était interdit au père de changer la condition respective des puînés et de l'aîné. Celui-ci cependant pouvait être réduit à son droit sur les propres dans le groupe tourangeau-angevin, en Poitou, en Angoumois et dans les provinces du Nord. En certains lieux de celles-ci, les père et mère pouvaient même entre vifs faire partage de tous leurs biens entre leurs enfants comme il leur plaisait.

Le droit d'aînesse était arrivé jusqu'à la fin du XVIII^e siècle sans avoir subi de graves atteintes. A cette date, c'était souvent le même système que celui qu'organisaient les premiers monuments juridiques. Quelquefois même, le privilège de l'aîné s'était renforcé.

Ainsi en Touraine et dans le Loudunais, on suivait un droit identique à celui des *Etablissements de St-Louis*. En Angoumois, c'était toujours le système du quint constaté par le *Livre des Droiz*. Qu'y avait-il de changé entre les règles de la coutume réformée de Paris et celles du Grand coutumier de France, entre la coutume de Normandie et le Très ancien coutumier? La coutume

d'Artois donnait à l'aîné les quatre quintes, comme faisait déjà l'ancien coutumier de la fin du XIII^e siècle. En Ponthieu, d'après la coutume de 1495 qui ne fut jamais réformée ou d'après l'ancien coutumier de Picardie, les puînés n'avaient qu'un quint viager.

Sans doute, à la réformation de plusieurs coutumes, les puînés avaient vu leur condition s'améliorer ; ainsi, à Amiens et à Péronne, en 1567, en Bretagne, en 1580, ils étaient devenus propriétaires tandis qu'ils n'avaient auparavant qu'un simple usufruit. Mais le phénomène inverse avait été aussi fréquent. Au XIV^e siècle, en Anjou et dans le Maine, on abandonna le droit primitif de la coutume de Touraine-Anjou ; les puînés mâles ne furent plus qu'usufruitiers ce qu'ils restèrent jusqu'à la fin de l'ancien droit. En Poitou, en 1514, on supprima le partage égal avec simple préciput qui avait subsisté jusqu'alors, et on étendit à toute la province le système gâlinais du tiercement.

Le droit d'aînesse disparut à la Révolution française. Cette institution faisait trop échec à l'égalité naturelle, elle préparait trop les inégalités politiques et sociales pour qu'il en fût autrement. Inscrite en principe dans la loi du 4 août 1789 qui abolissait le régime féodal, la suppression du droit d'aînesse fut édictée par la loi des 15-28 mars 1790, d'une manière incomplète, à vrai dire ; gardaient leurs prérogatives, les aînés qui se trouvaient à cette date mariés ou veufs avec enfants (1). Cette

(1) « Tous privilèges, toute féodalité et nobilité de biens étants

suppression fut répétée par la loi des 8 15 avril 1791 qui conserva toutefois les mêmes exceptions (1). Celles-ci ne furent abrogées qu'en 1793 par la Convention nationale qui introduisit, d'une manière définitive, l'égalité dans les partages (2).

Ainsi, il n'y a pas cent vingt ans qu'existait encore le droit d'aînesse ; notre esprit a peine à le croire, tant il a rompu depuis avec les idées de privilège. En est-il, du reste, un plus injuste et plus odieux que celui d'un frère sur ses frères ? S'il est une égalité dont on conçoive pleinement la grandeur morale et les bienfaits, c'est bien celle qui doit régner dans la famille entre les enfants. Si le droit d'aînesse n'est que peu séparé de nous par le temps, son antagonisme est sûr avec nos désirs sans cesse

détruits, les droits d'aînesse et de masculinité à l'égard des fiefs, domaines et alleux nobles, et les partages inégaux à raison de la qualité des personnes, sont abolis.... Ceux qui sont actuellement mariés ou veufs avec enfans... jouiront de tous les avantages que leur attribuent les anciennes lois » ; art. 5 de la loi V. Duvergier, *Lois*, t. 1, p. 115.

(1) « Toute inégalité ci-devant résultant, entre héritiers *ab intestat*, des qualités d'ainé ou de puîné, de la distinction des sexes ou des exclusions coutumières soit en ligne directe soit en ligne collatérale, est abolie. Tous héritiers en égal degré succéderont par portions égales aux biens qui leur sont déférés par la loi : le partage se fera de même par portions égales, dans chaque souche, dans le cas où la représentation est admise. » Art. 1^{er} de la loi Duvergier, *Lois*, t. 2, p. 287. « Seront pareillement exécutées, dans les successions directes et collatérales, mobilières et immobilières, les exceptions contenues dans la seconde partie de l'article 11 du titre 1^{er} du décret du 15 mars 1790 en faveur de personnes mariées ou veuves avec enfans.... » Art. 5 ; Duvergier, p. 288.

(2) Loi des 4-5 janvier 1793 ; Duvergier, t. 5, p. 101.

grandissants de justice sociale, et nous ne serons guère disposés à écouter en sa faveur de vaines considérations économiques. Le droit d'aînesse en France appartient bien à l'histoire ; c'est une institution morte.

Vu :

Le Président de la Thèse,
E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 PREMIÈRE PARTIE DES CONDITIONS D'OBTENTION DU DROIT D'AINESSE. 	
CHAPITRE I ^{er} . — Des personnes et des biens soumis au droit d'ainesse.	7
SECTION I. — <i>Succession d'un noble</i>	8
SECTION II. — <i>Succession d'un roturier</i>	14
SECTION III. — <i>Hypothèses particulières</i>	18
CHAPITRE II. — A qui est déferé le droit d'ainesse . . .	25
SECTION I. — <i>L'ainé légitime</i>	25
SECTION II. — <i>L'ainé légitimé</i>	28
SECTION III. — <i>Représentation de l'ainé</i>	29
 DEUXIÈME PARTIE DE LA NATURE ET DE LA QUOTITÉ DU DROIT D'AINESSE. 	
CHAPITRE I ^{er} . — Des droits honorifiques de l'ainé	36
CHAPITRE II. — Le droit d'ainesse en Normandie. . . .	39
SECTION I. — <i>Droit d'ainesse entre mâles</i>	39
§ 1. — En ligne directe.	39
§ 2. — En ligne collatérale.	48
SECTION II. — <i>Droit d'ainesse entre filles</i>	51
SECTION III. — <i>Le droit d'ainesse dans le bailliage de Caux</i> .	52
§ 1. — En ligne directe	52
§ 2. — En ligne collatérale.	56
CHAPITRE III. — Le droit d'ainesse dans les provinces du Nord	60
SECTION I. — <i>Flandre</i>	62
§ 1. — Système du tiercement	62
§ 2. — Système lillois	63

SECTION II. — <i>Artois et Picardie</i>	68
§ 1. — <i>Artois et Boulonnais</i>	67
§ 2. — <i>Ponthieu</i>	72
§ 3. — <i>Amiens et Péronne</i>	74
§ 4. — <i>Vermandois</i>	77
CHAPITRE IV. — Le droit d'aînesse en Bretagne et dans le groupe tourangeau-angevin (Maine, Anjou, Touraine, Loudunais).	82
SECTION I. — <i>Bretagne</i>	83
§ 1. — <i>Droit d'aînesse d'après l'Assise.</i>	83
§ 2. — <i>La prétendue constitution de Jean II, la très ancienne coutume et la coutume de 1539.</i>	87
§ 3. — <i>La coutume réformée en 1580</i>	99
SECTION II. — <i>Groupe tourangeau-angevin</i>	103
§ 1. — <i>Le droit d'aînesse sur les fiefs supérieurs.</i>	104
§ 2. — <i>Sur les fiefs ordinaires</i>	109
CHAPITRE V. — Le droit d'aînesse en Ile-de-France et dans l'Orléanais	126
§ 1. — <i>Sur les fiefs supérieurs</i>	128
§ 2. — <i>Sur les fiefs ordinaires.</i>	130
CHAPITRE VI. — Le droit d'aînesse en Champagne et en Lorraine.	138
CHAPITRE VII. — Le droit d'aînesse en Poitou, dans les provinces du Centre-Ouest et celles du Centre proprement dit	149
SECTION I. — <i>Poitou</i>	152
SECTION II. — <i>Aunis, Saintonge, Angoumois.</i>	162
SECTION III. — <i>Auvergne, Marche, Berry, Bourbonnais, Nivernais</i>	167
TROISIÈME PARTIE	
CHAPITRE I ^{er} . — De l'hommage dû pour un fief divisé entre cohéritiers.	173
SECTION I. — <i>De la tenure en frérage.</i>	175
SECTION II. — <i>De la tenure en plein fief.</i>	178
SECTION III. — <i>De la tenure en parage</i>	180
CHAPITRE II. — Des garanties accordées à l'aîné.	190
CONCLUSION	199

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
